

Congo

Le projet du peuple

VISIT...

LANZAROTE
Caliente.COM

LE POUVOIR ABSOLU DE BRAZZAVILLE

L'armée défonce sans répit les portes du sanctuaire de la République. Que faire pour mettre un terme à ce violent spectacle ? De deux choses l'une, ou on remilitarise ou on démilitarise. Le peuple rejette une solution médiane qui porterait sur une cohabitation entre militaires et civils sur la scène politique. Il mesure les bénéfices d'une scène politique démilitarisée. En revanche, la position de l'armée politique est bien connue. Elle est favorable à une remilitarisation du système politique. Face à deux positions antagonistes, il est sans doute judicieux de remettre officiellement à l'armée les clefs de la République. Ainsi les clefs mises dans les armureries, chaque soldat aura son petit trousseau de clefs. L'armée pourra ouvrir autant qu'elle voudra les portes du Trésor public et sur le fronton de l'Etat elle écrira en grands caractères : propriété privée interdite au peuple. C'est le propre d'un régime *absolutus* de ne pas avoir de lien avec le peuple, de prendre le peuple pour un sourd-muet et de n'avoir *in fine* qu'une relation tumultueuse, violente avec lui. L'armée politique gouverne sans le peuple. Ce n'est plus le président de la République qui appartient à l'Etat, c'est bien l'Etat qui appartient au président de la République.

Je propose au peuple de valider le jeu dans lequel nos soldats seront joueurs et arbitres, d'épouser la volonté des généraux, de constitutionnaliser leur dictature, d'inscrire l'arbitraire dans les règles juridiques établies, de procéder ainsi et de prendre à témoin le monde entier de ce douloureux choix d'officialiser publiquement une dictature de l'armée qui verrouille tout, écrase toute opinion contraire à la sienne. L'excès

du pouvoir solidement établi est la règle. C'est un pouvoir absolu qui a ses raisons que le peuple et sa République ignorent. Il hypnotise la volonté populaire, sème la discorde, développe la méthodologie de l'insouciance, entretient le désordre, fomenté les guerres civiles, démocratise l'oisiveté, exploite les événements qu'il crée, légitime des opposants factices, dérouté les opposants de bonne conscience, échappe aux obligations qu'il impose aux autres.

D'un coup d'Etat à un autre, d'une injustice à une autre, il prétend construire l'Etat, en réalité, il n'a réussi qu'à légitimer l'aventure. Celui qui verse le sang se transforme en sauveur de la paix sociale et de l'unité nationale, il entre à l'Assemblée nationale, devient ministre, monte jusqu'au sommet de l'Etat. Au lieu de confier au peuple la maîtrise de son destin, il le confisque, bouche toutes issues par où la liberté voudrait un jour passer. On dit du général d'armée qu'il est la seule personne à limiter les méfaits du système qu'il a institué et freiner les excès des généraux et autres barbares qu'il a élevés. Après lui, c'est l'hécatombe, Sodome et Gomorrhe. Pas de vision prospective, gestion à court terme, le dauphin constitutionnel n'est pas le vrai dauphin, trop de factions militarisées attendent leur tour. Le président du Sénat est réduit à une peau de chagrin. La vacance du pouvoir accentuera les luttes de factions. A ce combat de gorilles, les petits compétiteurs, de mauvais gabarit, comme les chauves-souris, les rats de champ, n'y participeront pas. Dans une dictature, la quantité des choses ignobles qu'on ne voit pas dépasse toujours celles qu'on voit. Manque de transparence oblige. Si on passe de l'obscurité de la nuit à la lumière du jour, si par un coup de chance, on arrive à accéder à

la totalité des choses ignobles cachées minutieusement par la police politique le peuple se révoltera, balaiera tel un tsunami le régime militariste de Brazzaville.

Les forces armées sont au-dessus de l'Etat et de la nation. Toute offense qui vise son général président vise l'armée, elle ne vise pas l'Etat. Toute attaque qui l'atteint, atteint donc l'armée, jamais l'Etat. Qui est son adversaire se déclare donc ennemi de l'armée. Qui est son ami se déclare ami de l'armée et peut tout se permettre. A ses yeux aucune opposition n'est constructive, tout est subversif, rien de plus, rien de moins, rien d'autre. Silence l'armée est au pouvoir ! Le général président s'identifie à l'armée et l'armée s'identifie au général président. Une liaison dangereuse puisqu'elle relègue l'Etat à l'arrière-plan. C'est le propre des militaires : lors des meetings, le maréchal Mobutu haranguait le peuple « *zaïrois* » par un célèbre : « *gné gné ! gné ! gné gné ! gné ! Na tiaka mayele na ngai loboso naba béret rouge, les para-commandos* ». Une façon de dire qu'il plaçait toute sa confiance en l'armée, c'est à elle qu'il donnait la priorité, c'est à elle qu'il s'identifiait.

Dans un régime non militaire, le président s'identifie en priorité à l'Etat dans lequel se trouvent, bien entendu, l'armée, mais aussi, la justice, les Assemblées parlementaires et, toutes les autres institutions. Une priorité justifiée par le fait que c'est l'Etat et non les forces armées qui est le garant de l'indépendance nationale, de l'intégrité territoriale et du respect des traités. Il revient à l'Etat de défendre l'indépendance nationale et l'intégrité territoriale en s'appuyant sur ses forces armées. Chaque fois que l'armée ingurgite tel un caïman toutes les autres institutions qui fondent l'Etat, elle met en péril la société toute entière. Elle ouvre le

chapitre de la violence. Et si cette violence est absente dans l'immédiat, elle finira par arriver et intégrer le quotidien. Tout est dans le temps. Toute violence a son acte de naissance. Elle naît, grandit et meurt ; un processus lent mais volcanique et difficile à désamorcer. Pour cause cette violence a tendance à se reproduire. Tant qu'elle vit, l'exercice de la justice reste problématique. Le général président ne s'attarde pas sur les avis du Conseil constitutionnel. Celui qui l'offense, offense l'armée.

Les magistrats et les juges dépourvus de bras armé se résignent à dire la justice. La veuve et l'orphelin, l'aveugle et le malentendant, la jeune mère et son fils sont livrés à eux-mêmes. Les victimes pleurent pendant que leurs bourreaux courent les rues, dansent et fêtent. Dans d'autres pays, le peuple s'exprime, agit ; l'armée est muette. C'est la grande gardienne. Chez nous, l'armée fait la loi, parle et le peuple se tait. Les forces politiques s'effondrent. Les forces sociales se retirent. Tout est momifié. Le militaire au pouvoir voue sa première fidélité à l'armée sans laquelle il ne serait pas devenu l'homme fort du pays. La fidélité d'un médecin ou d'un professeur à la tête de l'Etat ne va pas au collège des médecins pour le cas du premier et au collège des professeurs pour le cas du second. Tous deux vouent leur allégeance à l'Etat. C'est une question de bon sens, le choix est rationnel. Les bénéfices qui viendraient de leur fidélité à l'Etat sont plus importants alors que ceux qui proviendraient de leurs corps de métier restent négligeables. Une telle fidélité est largement profitable au peuple. Elle favorise l'indépendance de la Justice. Les juges tranchent librement et en toute quiétude les différends qui opposent le faible au plus fort que lui. La

plainte de la veuve et de l'orphelin est entendue et le bourreau cesse de courir et de festoyer, il est embastillé.

EN FACE DU PRESIDENT MILITAIRE TOUT GRELOTE

Il est de la nature du régime militariste de soumettre tout le peuple au bon plaisir d'un seul, à son humeur du jour ou de la nuit. Il est des choses qui ne sont discernables que de près. La trouille des ministres n'est pas discernable de loin. Du premier des ministres aux derniers via les directeurs généraux et centraux, tous sont des domestiques. Au moindre déplacement du raïs, même ceux qui n'y sont pas conviés doivent l'honorer de leur présence. Etre conforme aux rites pour éviter tout soupçon venant du patron. Tout le collège des tyranneaux sait que le patron avance au flair. L'absence peut fatalement prendre l'allure de crime de lèse-majesté. Une façon ou une autre de surveiller le petit monde avec lequel le militaire président partage le pain et le vin de la République. Aucun bien n'est plus sûr lorsque la liberté, ce bien qui fait jouir des autres biens, est elle-même menacée. Nous sommes dans un pays où la liberté ne passe jamais sans être dévalisée.

Toute parcelle et toute présence du pouvoir qui lui échappent le rend paranoïaque. Le général président apprécie l'exécutant qui répond toujours présent à l'appel sans y être convié même quand son lit n'y est pas prévu. Les dociles conservent les titres, carrosses, strapontins et des honneurs distillés çà et là. Bouche toujours cousue ; ouverte que pour les éloges et la publicité. Ceux qui bougent trop meurent vite. Les souples méritent les bonnes grâces. Beaucoup en souffrent mais personne n'en parle. Ils attendent la chute pour que les langues se délient. Telle est la nature

humaine. Pour l'heure, le raïs use du silence comme d'une arme. La haute administration de la République est saisie de stupeur. Tout le monde grelotte. Le peuple s'interroge. Où est passée l'opposition ? Anesthésie générale, c'est possible. Seule une dictature est capable d'un tel exploit. Les démocraties ne se permettent que des anesthésies localisées. En 2000, je livrais sans appel une analyse de la situation : le pays traversera une crise de leadership sans précédent. En dehors du leadership militaire construit de main de fer par le général président, le peuple sera veuf de leadership. Les grands leaders ne naissent pas comme des champignons. Il faudra attendre, donner le temps au temps, les laisser grandir, les laisser s'affermir, les laisser être des hommes, ils passeront à l'action.

Parlons des faits qui ne sont discernables que de très près. Observons la scène tant racontée par des Congolais mettant en action deux colonels l'un chef de l'Etat et l'autre colonel sans portefeuille politique. Le premier propose quelque chose à manger et à boire à son invité qui refuse curieusement. Malgré l'insistance du colonel président, le colonel invité refuse et rejette de façon systématique toutes les propositions. Que se passe-t-il demande poliment le colonel président ? Non chef répondit son convive ! Je suis sous traitement médical qui interdit de prendre l'alcool. D'accord ! Répondit le chef de l'Etat, dans ce cas, prends, au moins, un verre d'eau ? Non chef !

Aujourd'hui, on entend dire que les membres de l'opposition circulent dans le pays avec des assiettes et couverts en vue de se prémunir de l'assiette roumaine au cas où ils prendraient un repas hors de leurs domiciles. Ces histoires recèlent une portée

sociologique. Elles mettent en lumière un dispositif répressif perfectionné, un réseau de délation suffisamment rémunérateur pour être attractif. Tout incite à la trahison : le frère livre son frère à la mort, et le fils son père. Chacun a peur de l'autre. La peur est une donnée permanente des rapports que les gouvernés entretiennent avec le pouvoir. Venant du sommet de l'Etat, cette peur gangrène aussi les relations que les gouvernants entretiennent entre eux. Une telle atmosphère ne favorise pas la cohésion de l'élite qui est censée travailler pour le développement du pays.

Il est de la responsabilité de notre génération politique de poser le diagnostic, de trouver l'origine de cette terreur et de trancher définitivement la question. Les politiques ont l'obligation d'apprendre à laver le linge sale en famille mais aussi et surtout d'apprendre à repasser leur linge propre en famille. La dépolitisation de l'armée a un prix. Si tel n'est pas le cas, des responsables politiques non armés continueront à faire de la figuration. Moudileno-Massengo, avocat au Barreau de Nancy (France) de 1963 à 1967, puis à celui de Brazzaville de 1967-1968, Garde des Sceaux ministre de la Justice, du Travail, de l'Information et vice-président du Conseil des ministres de 1968 à 1972, a exercé ses fonctions *a minima*. Sorti du pays pour représenter le PCT aux obsèques du Président Kwame Nkrumah, à Conakry, Maître Moudileno-Massengo s'exile définitivement en France. Dans sa lettre de démission du 5 août 1972, expédiée de Paris, il dénonce le conflit des textes et des situations dans lequel le régime du commandant Marien Ngouabi s'est plongé. Moudileno-Massengo dont « *l'âme est trop fière et trop juridique ne peut se complaire dans une médiocrité confuse* ». Au-delà

de cette cacophonie, Moudileno Massengo, inquieté, décide de s'extirper à temps de cette machine qui broie au passage tout ce qu'elle trouve sur son chemin. L'homme a été au cœur d'un long drame. Ministre de la justice, il a vu défiler les procès iniques, les condamnations à mort gratuites, des assassinats expéditifs, aussi des menaces qui n'épargnaient pas sa personne, fut-il deuxième personnalité du régime militarisé. Croit-on vraiment que Jean Pierre Thystère Tchicaya, Jean Nganga Zandzou, Bernard Combo Matsiona, Ange Edouard Pongui, Henri Lopès, Justin Lekoundzou, Christophe Moukouéké, Martin Mberi, Benjamin Boukounlou servaient à quelque chose face à l'homme fort du régime, le général président ? Quoique l'on dise, ils furent des enfants de chœur face aux compagnons politiques surarmés.

LE REGIME EST PHYSIONOMISTE ET ANTILEGALISTE

Le régime militaire de Brazzaville est très physionomiste, jamais amnésique. Il vit de souvenirs. Il se dédommage sous la présidence en cours des affronts subis à l'époque de la première. La conférence nationale n'aurait pas dû être souveraine. Elle lui avait manqué de respect. Nombreux avaient oublié, lui jamais. Il a puni, punira jusqu'à son dernier souffle. La maladresse revient à nos aînés. On ne réveille pas un chat qui dort. Soit. En revanche on ne bâtit pas une politique sur des rancunes. Le Congo n'a pas de ressentiments. En lui, il n'y a point d'ombre. Les sceaux de notre pays sont d'une pureté et d'une noblesse qu'on ne retrouve nulle part dans ce bas monde si impur. Une assemblée peut être suspecte, une nation est incorruptible comme le ciel.

Je m'insurge au constat que depuis juin 1997, la faction victorieuse continue de liquider, d'affamer à sa convenance la faction vaincue. Alors que les grands de la faction vaincue se sont tous rendus, les populations dont ils furent proches continuent à payer le prix fort. Faisons attention ! La marmite de la barbarie politique continue à bouillir. On a tout vu, de la transition flexible, on est passé à la transition extensible. Après la succession des mandats, on passe à la succession des Constitutions. On est toujours dans l'extensibilité et la flexibilité constitutionnelle. Le hold-up institutionnel continue. La légitimité des armes s'impose. La légitimité du peuple est un strapontin. L'application et l'interprétation douteuses de la Constitution prouvent la vanité des textes devant la force des fusils. Les élections sont gagnées avec des armes et non avec les

électeurs. Les lois, aussi démocratiques soient-elles, ne sont pas prises en compte. Ce sont des torchons. On est dans l'irrationalité. Le régime aveugle volontairement. Dans la mythologie grecque, Zeus rendait aveugle ceux qu'il voulait perdre. Perdus ! Nous le sommes. Nous sommes tous éperdus.

Le patron du régime de Brazzaville assume, se porte responsable de toutes les maladroites et de toutes les violences commises par les générations politiques passées et présentes. Il est le porte étendard du pouvoir absolu qui ne vit que dans l'absolu et qui, pour se prémunir de tout accident, doit légitimer l'arbitraire. Il est maître dans l'art de porter les coups bas. A défaut des faits, ses soupçons seuls lui servent de point de départ d'une filature. Le nom d'un individu lui suffit pour qu'il braque sur lui toute son attention. Il scrute sa vie, ses relations, ses discours, ses mouvements, ses manuscrits, ses pensées jusqu'à lui découvrir une faute. S'il ne découvre pas de faute, il lui en fabrique une. La justice qui est sous sa coupe n'instruit plus sur les faits, elle instruit contre des personnes.

Habile, le régime exceptionnel de Brazzaville se tient prêt à changer de visage sans changer de nature. Il est prêt à changer de direction sans changer de cap et à réaliser le saut présidentiel de 2016. Le régime a la prétention de faire du coup d'Etat de juin 1997 le coup d'Etat de tous. On retrouvera sans gêne et sans peine le fil des mêmes intrigues. Il s'obstinera à rejeter toute politique porteuse d'espérance et anesthésiera les réflexes de tous ceux qui veulent tenter quelque chose pour le bien de tous. Le coup d'Etat doit aller au-delà de son règne. Laisser le peuple dans le coup d'Etat de tous les jours, un coup d'Etat permanent, un coup d'Etat

supra générationnel. C'est une dictature cohérente, systématiquement oppressive et concentrationnaire. En 2016, s'il échoue parce qu'il aura fait un saute-mouton, le petit peuple retrouvera sa dignité. Ce sera la fin d'une liberté privée d'air. Il est temps de baisser le rideau de la dictature, de brûler le voile de la barbarie. Mon général président, vous, allez au-delà de 2016, c'est trop pour nous !

NOUS VIVONS DANS L'ILLEGALITE ET L'ARBITRAIRE

Dans *La République*, Platon explique que le soldat, dans la cité parfaite, doit être comme un chien de garde, très hargneux à l'égard de ceux qu'il ne connaît pas et très doux à l'égard de ceux qu'il connaît, qui sont ses propres concitoyens. A force d'être conquérante et barbare contre les paisibles citoyens que nous sommes, notre armée finira par être poltronne et docile aux armées étrangères. Quelle est la faute pour laquelle nos militaires nous infligent un traitement si indigne dans notre propre pays ? Dans une guerre entre deux pays, les prisonniers de guerre bénéficient d'un statut qui les protège. En vertu de ce statut, les prisonniers sont traités avec humanité et soustraits à toute violence. Putain de bordel, bordel de merde, de Satan de merde ! Pourquoi, alors que le peuple ne demande qu'à vaquer paisiblement à ses occupations est-il constamment violenté par sa propre armée ? Et pourtant dans une guerre entre deux Etats, lorsqu'un soldat ou un groupe de soldat déposent les armes, se rendent, ils sont assurés d'avoir la vie sauve. Peut-être le peuple congolais devrait-il se constituer prisonnier à sa propre armée afin qu'il bénéficie des conventions de Genève de 1929 et de 1949. Le régime militaire est donc moins disposé à porter attention aux lamentations d'une population. Il n'est pas de son ressort d'être au service des oubliés, des pauvres, de tous ceux dont la vie quotidienne est devenue un enfer.

La présence de l'armée sur la scène politique est un archaïsme institutionnel intolérable. En revanche un pouvoir militaire au service du pouvoir civil est un progrès important. Il s'agit là d'une condition *sine qua non* de la modernisation des institutions. Afin que

l'armée trouve ses lettres de noblesse, l'armée doit fonctionner selon la loi : publication du code de la justice militaire et du rôle du tribunal militaire. Les politiques n'osent pas mettre en discussion la question du rôle de l'armée dans les institutions de la République de peur de s'en attirer les foudres. Alors que cette question est d'une importance capitale. Il en va de la modernisation des institutions et du pays tout entier. Aucune institution politique ou militaire ne tire sa légitimité d'elle-même, toute légitimité vient du peuple. Le moins que l'on puisse faire est de régler par voie référendaire la question du retrait ou du maintien définitif de l'armée de la vie politique. Et nous espérons que les partisans du retrait l'emporteront sur ceux qui soutiendront le maintien. Il faut que ça change ! Nous exigeons que cela soit ainsi, parce que cela est juste. Il est juste que ce qui est juste soit suivi.

Les coups de poing ne peuvent pas régler les problèmes de la nation. L'armée a installé dans notre pays l'illégalité. A chaque occasion, on dénonce arbitrairement, on emprisonne arbitrairement, on torture arbitrairement et on tue arbitrairement. L'armée arbitre, juge, décide de tout et de rien. Quand l'armée est partout, elle finit par n'être nulle part. Le mot caserne est donc un contre sens. C'est l'intérieur qui définit une caserne. Nous avons besoin d'une armée recentrée sur ses missions essentielles, qui assume les valeurs régaliennes de protection de la patrie, de nous-mêmes et de nos biens. Pour cela, elle doit être prête à toute éventualité. L'histoire d'une guerre commence toujours en temps de paix, un moment où on s'y attend le moins.

L'intrusion des troupes angolaises devrait pousser chacun d'entre nous à une prise de conscience. Le 14 octobre 2013, l'armée angolaise a pris en otage quarante-six de nos soldats dont un officier supérieur. Le long de la frontière du sud-ouest, le pays subit les actions répétées du Gabon, du moins de ses services administratifs qui déplacent fréquemment et impunément les bornes frontières, sans se soucier du sacro-saint principe de l'intangibilité des frontières. Les populations des districts de Banda dans le département du Niari ont souvent dénoncé en vain l'invasion administrative de ce pays voisin qui avance ses limites sur près de cinquante kilomètres sur notre territoire. Dans la vie d'une nation, d'une communauté humaine, aucun danger n'est à écarter, tout s'inscrit dans l'ordre du possible, le meilleur ou le pire.

Nous avons livré la direction de la République aux intempéries. En cela, nos aînés sont coupables. Rien ne sera meilleur, si nous ne nous mobilisons pas afin que l'armée retourne à la caserne. Il est de la responsabilité de notre génération de l'exiger. Si tel n'est pas le cas, comment ferions-nous pour faire progresser notre pays et relever le défi de notre continent ? Sur la scène politique, grande est la tentation de l'armée de se comporter comme dans un champ de guerre. On ne peut continuer à jouer avec le feu dont personne ne peut dire qu'il soit définitivement éteint. L'esprit de responsabilité fait la grandeur d'un peuple. Se poser les bonnes questions, celles qui nous secouent et non celles qui nous rassurent. Il nous faut émerger en tant que nation intégrée c'est-à-dire capable d'une approche matérialiste.

L'armée hors de la politique et la politique hors de l'armée est la maxime de notre action. L'armée au service du pouvoir civil est l'unique principe à respecter. Dans la réalité, aucune armée n'est apolitique pour la raison évidente que l'apolitisme n'existe pas. Ce que nous récusons, c'est qu'elle passe à la subversion et s'installe au pouvoir. Ce que nous récusons, c'est qu'elle assassine les personnalités civiles qui portent les sceaux de la République. Le torrent militaire est sorti de son lit et a tout dévasté, la nécessité d'une décrue s'impose. Je sais que l'idée de l'apolitisme passera mal. Des militaires accoutumés à la chose publique résisteront. Accepter de quitter la scène politique est indispensable si nous voulons sortir de la torpeur qui nous empêche de nous moderniser. Le retour à la caserne est l'unique solution. Si une autre était possible, je l'aurais proposée et soutenue.

Le pouvoir de dire « *Non* » est un gage de liberté. Face à un homme surarmé, il est difficile de formuler une réponse moins plaisante. Il n'y aura pas d'élections équitables si les règles du jeu ne changent pas, si ces règles sont définies par des hommes en arme. Dans ce domaine, il est urgent de tout changer pour que tout demeure. Le pays est assis sur un volcan ; le feu couve sous la cendre. Les portes du cataclysme national sont grandement ouvertes. Le syndrome centrafricain nous guette. Personne n'en prend conscience. La paix de demain se prépare maintenant. Quand le léopard partira, les chacals se livreront à une guerre sans merci et ce sera le cataclysme. Je n'accepterai pas que notre pays parte un jour en fumée. Comme cela a déjà été le cas. Les règlements de comptes entre les chefs militaires occasionnés par des luttes politiques ne favorisent pas la bonne tenue des armées.

Anticipons les réformes afin d'éviter de sauter de putsch en putsch, après la présidence du général d'armée Denis Sassou Nguesso. Dans les périodes troubles, les chefs sont nombreux. Les antivaleurs prennent le dessus sur les valeurs sûres. La corruption s'installe. L'esclave s'assied sur le trône du roi. Tout devient fragile. La débâcle commence. Il est nécessaire d'envisager des mesures qui préparent l'avenir pendant qu'il en est encore temps. L'armée ne porte pas son attention à la protection de nos frontières. Elle s'abreuve et s'aveugle de politique. Elle préfère s'accrocher aux postes politiques : être au Bureau Politique et au Comité Central du Parti.

En 1997, le général galonné, grâce à ses baïonnettes, s'est emparé de nouveau du pouvoir. Et après le général, ce sera le colonel, puis le commandant, le capitaine, le lieutenant, le sergent etc. Il est temps d'anticiper afin d'arrêter, à temps, la descente aux enfers à laquelle le pays tout entier est exposé. Quand l'armée est contre le pouvoir civil, elle est de fait contre les institutions de la République, ainsi, contre elle-même. Elle scie la chaise institutionnelle sur laquelle nous sommes tous assis.

Les esprits alertes ne peuvent assister sans mot dire à ce sciage institutionnel. L'audace s'impose pour porter le problème sur la table de la République. Le régime militaire est contestable dans son principe comme dans ses applications. Il est contestable par son origine militaire et son essence réactionnaire. Le peuple n'en veut plus et n'en voudra plus !

DEVOIR DE MÉMOIRE OU DEUIL SANS FIN

Il existe des systèmes, des méthodes, des actions dotés d'intentionnalités malveillantes, qui sont délibérément mis en œuvre par les humains sur d'autres humains, dans le but de détruire psychiquement, d'extorquer ou de confisquer leurs biens, leurs richesses. De par ce fait, ces systèmes, ces méthodes, ces actions sont à l'origine de psychopathologies spécifiques, essentiellement de nature traumatique. Elles nécessitent d'élaborer des prises en charge thérapeutiques spécifiques.

Le 5 septembre 1991 se produisit l'accident ferroviaire de Nvougouti. Deux trains circulant en sens inverse entraient en collision à un kilomètre de la gare de Nvougouti. Le choc fut brutal et le bilan lourd : cent morts et plusieurs blessés. Depuis les veufs, les orphelins, les parents et les blessés attendent encore le résultat d'une prétendue enquête sur les causes de l'accident et l'indemnisation des victimes. Le Chemin de Fer Congo Océan (CFCO) entreprise publique avait pourtant causé la mort de ses clients et blessés d'autres. Notons aussi que les parents des quatre morts et vingt-trois blessés graves de la collision du 24 septembre 2013 entre deux trains à Kinkembo sont logés à la même enseigne. Les pouvoirs publics s'obstinent à ne point réparer les torts causés par les dysfonctionnements du CFCO. L'attention accordée par l'Etat à ses concitoyens n'est pas la même pour tout le monde. Les pouvoirs publics autorisent les réparations selon que les victimes sont ethniquement ou localement plus proches des piliers du régime. Les lieux de l'accident influent sur les procédures de prise de décision d'indemnisation.

Dans les couloirs de la République, on chuchote qu'une villa située dans un quartier huppé n'a pas la même valeur que celle construite dans un quartier populaire. Les indemnisations obéissent aux logiques marchandes des biens immobiliers. Les Congolais ne sont pas égaux en droit. D'une certaine façon, il est demandé de choisir intelligemment le lieu de l'accident pour accroître les chances d'indemnisation. Les victimes des explosions du 4 mars 2012 auraient plus de valeur que toutes les autres victimes. Une valeur qui procède du fait que les explosions ont eu lieu à quelques centaines de mètres de la villa privée du général Président de la République. Cette justice à géométrie variable continue à faire du tort à la République. L'Etat manque de culture d'indemnisation des victimes. La proposition de prévoir dans le budget annuel un chapitre sur des fonds d'indemnisation des victimes ouvrira une ère nouvelle en politique. L'Etat, garant de la sécurité des personnes et des biens, doit en la matière assumer toutes ses responsabilités. Restaurer, réparer, indemniser, dédommager sont des ingrédients de justice sociale sans lesquels la paix ne peut être au rendez-vous. Que les pouvoirs publics cessent de créer une société de défiance et d'indifférence.

On ne peut rien attendre des seigneurs des guerres civiles qui ont accaparé les trésors de la République. Tant leur vision de la chose publique est courte. Du coup, les yeux du peuple voient plus loin que les leurs. Les psychologues s'accordent sur le fait que des porteurs d'armes, des braqueurs, des bandits de grand chemin ont une vue courte des choses. Ils sont portés par l'immédiateté et l'urgence. L'urgence de violer la loi républicaine est plus simpliste que de passer des heures

entières à parlementer. L'urgence de défier, de neutraliser les potentiels concurrents, est plus avantageuse pour conserver le pouvoir que toute autre chose. On n'est pas loin de l'histoire d'un homme armé qui ne cherche pas à parlementer avec une jeune femme peu complaisante. La solution : passer à l'acte *manu militari*. Les responsabilités publiques sont harassantes ; grande est la tentation de régler certaines situations par le recours à la violence. Il est improbable qu'une armée au pouvoir puisse faire face aux situations difficiles par des moyens légaux. Les militaires en politique mènent une politique d'exception et violent constamment les lois.

Les intellectuels congolais ont conduit des travaux sur les violences politiques qui étranglent notre patrie. D'une grande qualité, ces travaux ont été initiés sans la participation effective des victimes. Les pouvoirs publics n'ont pas assumé ce qu'ils qualifiaient de bêtise humaine. Les gouvernants de demain devront traiter la question des souffrances des victimes avec la plus grande attention. Inacceptable est le piétinement permanent des victimes. Nous créerons un ministère chargé d'animer la commission vérité et réconciliation. Il s'agira de s'imprégner des expériences réussies de réconciliation de certains pays, de sillonner le pays afin de recueillir et d'archiver par des supports écrits et numériques, les souffrances endurées par les populations. *Vox populi* : donner la voix au peuple est notre devoir. Pardonner sans se taire, pardonner sans bafouer l'exigence de vérité et de justice, pardonner et mettre les bourreaux en face de leurs responsabilités. Le devoir de mémoire est une exigence qui s'impose à tous.

Chaque crise socio-politique a été l'occasion tant attendue par une catégorie d'hommes politiques de rafler la mise en programmant systématiquement les assassinats bien ciblés touchant particulièrement une ou deux régions. Des pratiques qui ont traumatisé toute la société. Nous n'économiserons aucun effort afin que ce traumatisme né des violences politiques soit traité sans passion. Il n'y aura pas de vainqueurs, d'un côté et de l'autre côté, des vaincus. Aux esprits revanchards, n'attendez pas de nous la vengeance. Le sang pour le sang, le sang gratuit, le sang innocent, comme ça a souvent été le cas, ne fait pas partie de l'idée haute que nous nous faisons de la gestion de la cité. Je reste persuadé qu'on ne lave pas le sang avec le sang, mais avec de l'eau. On ne soigne pas le mal par le mal. On ne corrige pas un mal par un autre. Défier, diaboliser, exclure une frange de la population est une faute politique. Les luttes intestines affaiblissent la République. L'avenir sourit aux peuples qui resteront unis et qui sauront s'assurer la liberté de leurs alliances.

Plus qu'un combattant, un héros, un leader, un génie politique, Nelson Mandela nous en a donné la preuve. Après vingt-sept ans d'emprisonnement, d'autres auraient abandonné la lutte. Mais lui, le combattant inlassable en faveur des droits de l'homme a su puiser en lui des forces insoupçonnées pour résister et triompher. Il a pardonné à ceux qui l'avaient privé de liberté. Il a su trouver les mots pour pacifier une nation à feu et à sang. Il a incité son peuple à réprimer son désir de vengeance. On ne bâtit pas un pays sur la colère et la violence. On ne corrige pas une faute par une autre faute.

Cela dit, il faut savoir que tout conflit entre les frères laisse des traces indélébiles. Si les impacts des balles sur nos murs ne sont plus visibles, rien ne nous donne la preuve que les blessures de nos cœurs ont été cicatrisées. Ne retombons pas dans le piège de la barbarie. Donnons-nous la paix. Ayons soif de la justice. Aux politiques revanchards, soyez pacifiques, on vous laissera en paix. Qui tue par l'épée périra par l'épée. Qui tue par l'eau périra par l'eau. Qui tue par le feu périra par le feu et qui tue par complaisance périra par complaisance. On a récolté ce qu'on avait semé. Si aujourd'hui nous semons l'œil de cyclone, nous récolterons à coup sûr le même œil. Travaillons pour une société prospère et non pour une société tyrannique et pauvre. Une République n'est pas une jungle. L'ordre est la première Loi de la République. Le choix est clair entre l'ordre et le désordre, entre la République et la jungle. Nous devons être capables d'une paix des braves, mais ne jamais oublier, qu'il n'y pas de démocratie, de développement et de paix, s'il n'y a pas de travail de mémoire sur les crimes des Etats.

Aucune manipulation ne sera permise, aucune instrumentalisation ne sera admise, aucun double jeu ne sera accepté dans cette entreprise de vérité et de réconciliation. Nous sommes dans les temps du mûrissement et de la reconstruction, je veux dire de la restauration. C'est une loi. Nul n'a la capacité de la violer. Il y a un temps à tout. Est révolu le temps où on pillait et on se laissait piller. Le peuple a soif de paix. Du foyer de feu, aucune plante ne germe. Si nous voulons construire le pays, il importe de mettre définitivement hors-jeu toutes politiques qui abîment la fierté du peuple et salissent le pays par des flots de sang. Je me dépenserai

sans compter pour que soit observé le respect de la vie,
le rejet de la violence, le respect de l'autre, le respect de
l'étranger.

L'URGENCE DE LA SITUATION IMPOSE L'IMMEDIATETE DE L'ACTION

Dans un cours le professeur posa cette question : « *Est-ce que les mêmes causes provoquent toujours les mêmes effets ?* ». Après quelques secondes de silence et d'hésitations, un des élèves intervint et dit : « *Non ! Si l'on tombe dans les escaliers, on peut se casser un ou deux tibias, c'est pourtant la même cause à chaque fois, on tombe* ». C'est un exemple décréta le professeur. La réponse de l'élève handicapé de naissance traduit une expérience vécue ; il a l'expérience des chutes quotidiennes. Les résultats diffèrent, à chaque fois que l'on tombe. Les mêmes causes ne produisent pas rigoureusement et systématiquement les mêmes effets : le cadre et le contexte influent largement. Les effets d'une chute peuvent être mineurs, insignifiants comme, ils peuvent être énormément catastrophiques. Le coup d'Etat du 31 juillet 1968 du capitaine Marien Ngouabi contre le président Alphonse Massamba Debat, n'a pas eu les mêmes effets que celui du 18 mars 1977 intervenu contre le capitaine Ngouabi. Le coup d'Etat du colonel Denis Sassou Nguesso contre le général Yhombi a les allures d'une révolution de palais, alors que celui du 5 juin 1997, qu'il fomenta contre le professeur Pascal Lissouba a été une véritable guerre civile. La République n'est pas encore à l'abri de ce genre de violences. Si l'on n'y prend pas garde, un tsunami, plus important que ce que nous avons connu, emportera toute la République. Nous hésitons à éteindre le feu qui couve encore. On attend qu'il prenne des proportions incontrôlables. Dommage ! Il consumera tout.

Il y a trop de distance entre ce que pensent et vivent les Congolais et ce que disent les responsables politiques. Il y a trop de distance entre ce qui est dit et ce qui est fait. Une pensée, quelle qu'elle soit, représente un véritable danger si elle perd le contact avec la réalité. Il était une fois un fin lettré chinois, adepte du tch'an, du nom de Wang-Tze-fou, qui aimait citer devant ses étudiants la formule bien connue de Lao-tseu : « *Au lieu de donner un poisson à un homme affamé, apprends-lui plutôt à pêcher* ». Il développait cette pensée avec éloquence : « *Voyez-vous* », disait-il, à ses étudiants, « *quand vous aurez donné dix fois un poisson à un malheureux qui meurt de faim si à la onzième vous ne lui donnez rien, il mourra. Mais si vous lui avez appris à pêcher il survivra, et vous lui aurez rendu sa dignité de surcroît* ».

Houo-houan était novice, et il étudiait le tch'an avec le fin lettré. Il écoutait avec dévotion ce que disait le maître, et chacune de ses paroles lui était sacrées. Or il arriva qu'un jour il rencontra au bord de la rivière un misérable qui mourait de faim. Il se garda bien de lui offrir l'un des poissons qu'il venait de pêcher. Il entreprit d'expliquer à l'indigent, suivant en cela les leçons de son honorable maître, comment l'on pêchait. Il lui enseigna avec force détail la façon de tailler une canne à pêche dans un bois ni trop dur ni trop tendre, comment apprêter sa ligne, utiliser un hameçon, le lancer adroitement. Il était en train de lui montrer comment creuser la terre pour y ramasser des vers quand l'homme mourut stupidement.

L'urgence de la situation exige une action rapide. A chaque problème, il faut chercher une réponse juste. Au cas contraire, c'est la désolation, les pleurs et les grincements de dents. On ne sauve pas de vie en se

complaisant dans la philosophie. Autrefois ils ont donné la priorité au marxisme, aujourd'hui, ils donnent la priorité au clan, à l'ethnie, à la région, faisant de la différence des ethnies une différence de classe.

D'une part des ethnies milliardaires, de l'autre les ethnies paupérisées par des rebellions montées de toutes pièces et par des pratiques politiques revanchardes. Des politiques qui placent certains dans le toujours plus des richesses et précipitent d'autres dans le toujours plus de pauvreté. La faute de ceux qu'on a exclu des richesses nationales est semble-t-il d'avoir appartenu au même terroir que les leaders politiques qui ont perdu la confrontation sanglante avec le général d'armée redevenu depuis lors chef de l'Etat. Les vainqueurs rechignent à mettre sur pied un Etat transcendant les particularismes. Grisés par la victoire, ils commettent la faute de diriger l'Etat en s'appuyant sur une armée ethnicisée.

Les Congolais meurent de faim. Certains par manque d'oxygène à l'hôpital meurent sottement. D'autres décèdent des suites d'un mauvais diagnostic. Et les responsables politiques regardent ailleurs. Ils ne voient pas, n'écoutent pas, ne constatent pas, ne tirent pas les conclusions adéquates. Ils sont insensibles aux gémissements d'un peuple à genoux. Leurs ventres rassasiés n'ont point d'oreille. La bouche qui mange ne parle pas.

Les responsables politiques ont perdu le sens pratique. Ils croient dur comme fer que la souveraineté alimentaire est dans toutes les familles. Ils confondent leur souveraineté alimentaire et la sous-alimentation dans laquelle se débat tout un peuple. La véritable paix

commence par la paix des ventres. Coupés de la réalité depuis des lustres, les gouvernants sont dans un état de lévitation et vivent dans un pays qui n'est pas le Congo. Il faudrait un temps de réadaptation afin qu'ils prennent conscience des souffrances du peuple. Le directeur général du Centre Hospitalier de Brazzaville se soigne à Paris. Le 30 octobre 2013, l'Assemblée Nationale a signé avec l'hôpital américain de Paris une convention de soins médicaux au profit de nos responsables politiques. Cette convention donne la preuve de leur confiance dans les hôpitaux des autres.

Qui ne sait pas que notre pays est le château d'eau de l'Afrique. De tout point de vue, le Congo n'a pas de problème d'eau. Il a plutôt le problème de trop d'eau. Le manque d'eau dans nos robinets, la faute en incombe aux pouvoirs publics. Si nous sommes incapables de marcher sur les eaux du fleuve Congo, ce n'est pas sur les eaux de Jéricho que nous pourrions le faire.

Les étrangers de passage à Brazzaville s'étonnent de voir notre ville manquer d'eau alors que le deuxième fleuve le plus puissant au monde coule sur nos terres. L'occasion de rappeler que l'architecture de nos villes doit intégrer nécessairement la problématique des pluies torrentielles qui multiplie des inondations record. Je ne cherche pas à avoir raison mais à voir où est le vrai et le possible. Les inondations torrentielles causent des dégâts matériels importants dans nos quartiers. Les pouvoirs publics devront mener une politique visant à réduire le risque d'inondation. Les gouvernants de demain acceptent de relever le défi en mettant sur pied des systèmes d'écoulement des eaux pluviales, la construction de déversoirs, l'aménagement des cours d'eau.

LE REGIME MILITAIRE N'A TENU QUE PAR NOTRE SOUTIEN

Revenu au pouvoir par coup d'Etat, ayant fait des milliers de morts, le général d'armée se comporte comme en pays conquis. Le 16 octobre 1997, le général d'armée Denis Sassou Nguesso prit tout, à la fois, d'un seul coup et d'une seule main. Le lion n'a pas les mœurs du renard. On est très loin des événements du 18 mars 1977 qui conduisirent aux assassinats de très hautes personnalités militaires et civiles parmi lesquelles le commandant Marien Ngouabi, chef de l'Etat. Après avoir assuré l'intérim de la présidence de la République, le colonel, ministre de la Défense, Denis Sassou Nguesso transmit, quelques jours plus tard, le pouvoir à l'officier le plus ancien dans le grade le plus élevé, en l'occurrence, le général de brigade Joachim Yhombi Opango. Aujourd'hui, le contexte n'est pas le même. Il est lui-même l'officier le plus ancien dans le grade le plus élevé et, le pays a été conquis par lui, par lui seul. Il est normal que l'un de ses fils ou de ses neveux attende de monter au trône du royaume conquis par le général père ou oncle. Ainsi nous aurons des rois sans couronne, sans royaume et sans ancêtres. Peut-être pense-t-il que le général De Gaulle a laissé la France entre les mains de l'un de ses fils.

Plus un feu est alimenté en bois, plus il en dévore. En revanche il finit par s'éteindre de lui-même quand on cesse de l'alimenter. Rien ne dure éternellement. Toutes les choses de ce monde ont un terme à leur existence. Il est inévitable que le corps succombe si rien n'intervient pour le ranimer. Plus on les aide à tripatouiller les Constitutions et les élections, plus ils font le gros dos,

plus ils narguent le peuple. Plus on les sert, plus ils ruinent et détruisent. Mais si on ne leur fournit rien, si on ne leur obéit pas, ils restent nus et défaits et ne sont plus rien. La branche, n'ayant plus de suc, ni d'aliment à sa racine, devient sèche et morte. Si le feu de la dictature continue à brûler, c'est tout simplement à cause des soutiens venant de toutes les sphères de la société. Les méchants ne subsistent pas dans l'association des justes. Tout ce qui nous arrive, arrive par notre passivité, sinon par notre soutien.

Quand les peuples n'ont pas les dirigeants qu'ils souhaitent, ils ont ceux qu'ils méritent. Trop de mains sont trop sales et ont obtenu leurs positions politiques par les armes et le sang et par notre allégeance. La dictature n'est debout que parce que nous sommes à genoux. En se relevant et en la secouant, les producteurs de dictature prendront nécessairement la poudre d'escampette. Tout est rapport de force. Aujourd'hui, le rapport de force est favorable à la dictature. Comme il est favorable aux anti-valeurs, à l'insalubrité des logements, à la cherté de la vie, au gangstérisme politique. Or demain est un autre jour. Un autre rapport de force est possible. Pourvu qu'on y travaille, qu'on amorce les changements nécessaires.

On collabore ou on résiste ou on attend.

DES MALADRESSES, TOUJOURS DES MALADRESSES,

ENCORE DES MALADRESSES

Le bon sens exige que les hommes soient capables de voir, à travers les brouillards d'aujourd'hui, les réalités de demain. Nul ne doit faire peser sur la société le fardeau de sa paresse, de son imprévoyance, encore

moins de sa gourmandise. Dans une interview accordée à Jeune Afrique du 27 mai 1997, le général d'armée reconnaît ses maladresses en ces termes : « *Mon erreur est d'avoir tardé à réformer le secteur économique en 1980. Nous avons décidé de le redresser au lieu de le réformer. Nous savions pourtant qu'il n'était pas très performant. Or il a entraîné dans sa chute les banques. La deuxième erreur concerne également l'économie. Nous n'avions pas compris à temps que l'Etat ne pouvait pas s'occuper de l'agriculture. Il aurait dû s'occuper des tâches en amont, c'est-à-dire créer des infrastructures, appuyer la production paysanne, les coopératives, les sociétés privées* ». L'intelligence de voir les maux quand ils naissent, n'est pas donnée à tout le monde. La confusion des mots finit toujours par entraîner celle des choses.

Quand la pensée est confuse en amont, il y a peu de chances que l'action réussisse en aval. Le nombre d'années déjà effectué au poste de chef de l'Etat ne donne pas le droit de mal faire. Sinon le mot expérience n'a plus de sens. Sinon le mot compétence est à retirer des discours officiels. Quand on saute une erreur, on tombe toujours dans une autre. La franchise du général d'armée met à nu la logique de fonctionnement clientéliste du Parti Congolais du Travail (PCT). Dans les années soixante-dix, l'accès au poste de direction était lié au degré de militantisme dans le parti révolutionnaire. Hier comme aujourd'hui, les intérêts catégoriels sont au-dessus de l'économie et des banques de la République. Le choix va à la République des copains et des coquins. Le général d'armée est héritier et manager d'une logique des incohérences.

Si on ne prend pas les mesures nécessaires pour changer ce qui doit être changé, alors on fait quoi ? La cuisine de maladresses du Parti Congolais du Travail des années soixante-dix est reproduite de manière inquiétante. Les vieilles recettes continuent allégrement à faire du chemin. Le président de la République les voit, et son équipe aussi. Les populations continuent à en subir lourdement les conséquences. Elles attendent, comme à l'accoutumée, un *mea culpa*. Le *bis repetita* : Le « *j'assume* » va encore résonner à la radio, à la télévision et les journalistes en feront le relais pour qu'il soit bien ancré dans la conscience de chaque Congolais. Eh oui ! Mêmes les méchants inspirent quelque respect lorsqu'on les voit de près. Si féroce que soit le léopard, lui aussi, a ses bons côtés qui le rendent abordable. Le « *j'assume* » du général d'armée Denis Sassou Nguesso a fasciné les conférenciers d'abord et le peuple après. Il a recréé confiance, fait naître et multiplier les courtisans. Depuis, le « *j'assume* » a relancé la machine qui priorise les intérêts catégoriels, nourrit les égoïsmes corporatistes. Le système continue à être le porteparole des individualismes sectoriels. Il passe tout son temps à étouffer ce que nous représentons tous : l'intérêt général, l'intérêt des Congolais, l'intérêt du Congo, le nous-tous.

Le Congo, pays émergent en 2025 alors que nous restons déliquescents dans tous les domaines ! Au lieu de voir cette déliquescence et rectifier le tir, les politiques bernent les Congolais par des slogans audacieux mais creux. Les slogans réussissent ; les politiques publiques échouent. En 2025, martèle le régime de Brazzaville, nous serons dans le groupe des pays émergents. La République paralytique veut

marcher. Sur les causes de la paralysie, silence. Il suffit que le Congo veuille marcher. Le régime militaire parle de croissance. Le peuple parle de déclin. A entendre le régime, nous sommes excellents dans les industries du tourisme, nos écoles sont compétitives, nos jeunes diplômés sont férus de technologie, les constructions des logements sociaux sortent de terre comme des champignons et sont à la portée de la classe moyenne. Nous sommes trop loin du processus émergent. La preuve : nous ne sommes excellents dans aucun domaine. Mais rien n'est perdu, à condition qu'on opère un virage à 180 degrés. Si tant est vrai que les fondations de cette émergence sont solides, nous faisons une proposition-test au gouvernement qui consiste à observer une trêve de six mois, durant laquelle le Congo ne commercera pas ses ressources naturelles. Fermons donc le robinet du pétrole, de l'industrie du bois, des mines dures et nous verrons si la trésorerie du pays tiendra trois semaines.

Souvenons-nous du plan quinquennal 82-86. Ce plan avait lamentablement échoué du fait que l'essentiel de son financement venait des recettes pétrolières. Le pétrole qui avait ravi au bois la première place dans l'économie, représentait quatre-vingt-dix pour cent des exportations et plus de soixante-dix pour cent du budget de l'Etat. La production augmentait régulièrement : elle était passée de moins de deux millions de tonnes à la fin de la précédente décennie à près de cinq millions. A terme, l'objectif annuel était de dix millions. Les cours étaient à un bon niveau, le dollar montait. Conséquence : des recettes pétrolières en hausse constante. A partir de fin 1983, la conjoncture bascule. La chute des prix du pétrole entraîna une dégradation des finances. Ce fut la

récession : près d'un tiers des projets prévus par le premier plan quinquennal (1982-1987) avaient été abandonnés. Ayant tout misé sur l'or noir, le gouvernement militaire de Brazzaville se trouvait étranglé par un renversement de conjoncture que les années prospères ne pouvaient laisser présager. De peu de connaissances que nous avons du monde animalier, nous savons qu'il n'existe pas de bête sauvage qui après s'être sauvée une fois, retourne bêtement sous la chaîne qu'elle a brisée. Aujourd'hui, il est urgent de diversifier et de libéraliser l'économie. Le développement est aussi la multiplication des choix quantitatifs et qualitatifs.

Le projet politique est une solution de papier qui n'atteint les résultats escomptés que s'il y a cohésion et cohérence durant la phase d'exécution. Le président de la République doit accompagner chacune de ses paroles. Tous les discours n'avancent point les choses. Il faut faire et non dire, et les actes décident mieux que les paroles. Le peuple ne supporte pas ceux dont les paroles vont plus vite et plus loin que les actes. Le projet politique doit être accompagné par un univers déjà construit. Des moyens disponibles et des obstacles de terrain connus d'avance augmentent les chances du succès d'un programme politique. Le professionnalisme, c'est aussi le comportement. Les décrets n'empêchent pas le mal de se propager. La rigueur, la discipline, la loyauté, la réputation, l'honnêteté, la crédibilité, en somme, la conscience professionnelle, sont des valeurs cardinales pour réussir l'exécution des tâches. La technicité et la compétence sont des coquilles vides si elles ne s'accompagnent de professionnalisme comportemental permanent.

Inutile de développer l'économie forestière, si on ne traite pas les vraies questions : développer la transformation locale et favoriser la participation des entreprises locales à la filière bois. Les étrangers qui contrôlent l'exploitation du bois pensent d'abord avant tout à leur pays. Ils ne peuvent donc pas se préoccuper du manque de chaises et de tables dans nos écoles.

L'ARMEE POLITIQUE GAGNE TOUJOURS ET A TOUS LES COUPS

La prétention du loup est toujours d'avoir raison dans son injustice face à l'agneau. Et si on reprogrammait les choses : admettons que nous adoptions une nouvelle loi de programmation militaire qui retire aux forces armées le port et la dotation en armes et engins lourds (chars, hélicoptères..) pour leur laisser uniquement des matraques. L'armée aura des allures de Garde suisse ou pontificale et on verra de quelle manière elle continuera à s'immiscer dans la gestion de la chose publique. Les militaires sont des hommes comme nous, à la seule différence que la République les a dotés des moyens de défense afin de protéger la patrie de toute barbarie extérieure. Et le peuple souverain peut décider à n'importe quel moment de retirer les armes des mains de l'armée. Qu'advient-il si le personnel médical bafouait allégrement le serment d'Hippocrate et administrerait la mort en lieu et place de la volonté de sauver des vies ? Et si les chirurgiens se comportaient en saboteurs du corps des patients sur la table d'opération. Et si les gynécologues faisaient mal leur travail, utilisaient leur position pour autre chose. Pourquoi donc les forces armées continuent-elles à travestir leur rôle ?

Si l'ancien Premier ministre Ambroise Noumazalay avait été militaire de formation, ce n'est pas le capitaine Marien Ngouabi qui aurait accédé à la magistrature suprême le 31 juillet 1968. Si l'ancien cacique du Parti Congolais du Travail, Jean Pierre Thystère Tchycaya avait été un officier militaire, il n'aurait pas aidé le colonel Denis Sassou Nguesso à faire tomber le général

Joachim Yhombi Opango. Il aurait lui-même pris le pouvoir, le 5 février 1979. Il aurait suffi à l'ancien Premier ministre de transition André Milongo d'être sergent pour prendre le pouvoir face au général Denis Sassou Nguesso, en 2002. Si donc Noumazalay, Thystère Tchycaya et André Milongo avaient été des militaires, ils auraient, chacun à son époque, accédé à la présidence de la République. S'ils ont cédé c'est juste parce qu'ils étaient placés du mauvais côté du fusil c'est-à-dire du côté par où sort la balle. L'arme sur la tempe a eu raison de leurs ambitions.

De toutes ces personnalités, je vais m'attarder sur André Milongo à cause de l'exceptionnalité de son parcours politique. Ancien haut fonctionnaire de la Banque Mondiale, il est élu Premier ministre de transition par les participants à la conférence nationale souveraine. Il organise les élections et les perd au profit de Pascal Lissouba. Dans la foulée, il crée l'Union pour la Démocratie et la République, devient président de l'Assemblée Nationale jusqu'au coup d'Etat du 5 juin 1997 qui contraint à l'exil les deux autres leaders du pays, en l'occurrence, Pascal Lissouba et Bernard Kolelas. Milongo dénonçait la prolifération des armes dans le pays. Ses adversaires lui reprochaient la vanité de ce principe de précaution. Lors de l'élection présidentielle de 2002, il est candidat de l'opposition. Le 8 mars 2002, il tient son dernier meeting de campagne au centre sportif de Makélékélé. Il fait le plein alors que le meeting du chef de l'Etat sortant, le général d'armée Denis Sassou Nguesso, se tenant au boulevard des armées, laisse à désirer. Devant une foule immense, l'ancien Premier ministre, qui a reçu le soutien total des partisans de l'ancien Président de la République Pascal

Lissouba et ceux de l'emblématique Bernard Kolelas, tous deux en exil, annonce le retrait de sa candidature pour ne pas cautionner, dit-il, des élections truquées d'avance. Le chef de village ne voit pas le diable, dit-on au Congo. Ce retrait, intervenu soixante-douze heures avant le scrutin, donne la preuve que le diable était aux prises avec le diable. A chaque confrontation, c'est toujours l'homme en arme qui l'emporte.

La longévité du pouvoir des frères ennemis du Comité Militaire du Parti s'explique par le fait qu'ils se sont placés du côté de la crosse du fusil. Placé du côté de cette crosse, le capitaine Marien Ngouabi réussit à ravir le pouvoir des mains de l'instituteur Alphonse Massamba Debat. Les forces armées veillent pour que la gâchette soit bien tenue et que le fusil braqué sur les civils, potentiels concurrents, ne tombe pas. Le jour où par le jeu d'inversion des rôles, les militaires subversifs se retrouveront en face du fusil, c'est-à-dire du côté par où sort la balle, ils laisseront le pouvoir sans coup férir. Par le maniement des armes, les militaires font des civils des marionnettes du jeu politique. Ils trouvent le jeu plaisant. Ils ne sauront l'arrêter sans un châtiment exemplaire.

Seuls les actes fondateurs orientent les peuples. Les militaires gabonais ne mangent pas le pain de la subversion. Du 18 au 20 février 1964, les officiers de l'armée gabonaise avaient placé du côté par où sort la balle le Président Léon M'ba et ses dignitaires dont Albert Bernard Bongo. Ce qui permit à l'ancien président de la Cour suprême, Jean Hilaire Aubame de former un nouveau gouvernement. Mais l'intervention des parachutistes français en faveur des personnalités civiles déchues va intervertir l'ordre. La bataille livrée

par les français place la petite armée gabonaise du côté où sifflent les balles. Une vingtaine d'officiers gabonais y laisseront leur vie. Depuis l'armée a bien compris la leçon. Traumatisée par ce fait, l'armée tétanisée sait comment se tenir et je pense que l'apolitisme de l'armée gabonaise a encore des beaux jours devant lui.

Fontaine je ne boirai plus l'eau de ta subversion. Les solutions existent pour qu'enfin l'armée ne mange plus le pain de la subversion.

Du point de vue constitutionnel, il n'y a pas nécessité à former de commission électorale indépendante. L'organisation des élections est une tâche relevant du gouvernement. Je cautionne la nécessité de laisser à l'Etat le soin d'assumer ses fonctions. Le gouvernement de De Klerk a permis l'accès de Nelson Mandela au pouvoir, tout comme, le gouvernement de Milongo avait permis l'arrivée de Pascal Lissouba au pouvoir. Une commission indépendante électorale n'a aucune valeur dans un système politique pipé par les armes. Réclamer une commission électorale c'est poser mal le problème. La meilleure résolution est de dégager les forces publiques du terrain politique.

Je concède que le chef de l'Etat ait des pouvoirs importants mais pas illimités comme c'est le cas aujourd'hui. Il est légitime que le Président de la République exerce des pouvoirs importants que lui confère la Constitution. En revanche, il est illégitime qu'il s'arroge des pouvoirs illimités, pouvoirs qui lui viennent des armes. Les pouvoirs extensibles à l'infini tuent l'esprit même de la Constitution. Les pouvoirs illimités font de la Constitution une lettre morte. L'extensibilité des pouvoirs conférés, par l'art de manier

les armes, devient de fait un droit qui autorise un chef d'Etat militaire de se représenter pour la énième fois ou de laisser le poste présidentiel au profit de son fils, de son oncle, le cas échéant. L'âge du général président a moins d'importance. Qui peut oser demander l'âge à une personne armée qui souhaite rempiler ? Je verse au dossier l'image des enfants soldats qui exercent des pouvoirs illimités sur leurs aînés physiquement plus forts et intellectuellement plus matures. Les militaires obligent les civils à faire bonne mine, à jouer le jeu, à feindre que tout va bien alors que la réalité dit autre chose. Dans les meetings, face au public, les leaders civils donnent l'apparence d'être à l'aise alors que leur conscience reste trouble.

La faiblesse des toges face au fusil est plus qu'une évidence. L'histoire politique de notre pays corrobore le fait que l'armée rafle toujours la mise. Le capitaine Ngouabi a vaincu l'instituteur Massamba Debat ; le capitaine Ngouabi a contraint à l'exil maître Moundileno Massengo. Le général d'armée Denis Sassou Nguesso a eu raison de l'enseignant Thystère Tchycaya, du leader charismatique Bernard Kolelas, de l'économiste André Millongo et du professeur Pascal Lissouba, etc. A chaque confrontation politique entre deux leaders, celui qui détient une arme voit sa victoire assurée face à celui qui en est dépourvue. Marien Ngouabi est dégradé au rang de soldat et mis aux arrêts à cause de son activisme politique. Pour les parachutistes, le commandement, c'était le capitaine Marien Ngouabi, personne d'autre. Non seulement ils refusèrent la dégradation de leur chef, mais ils allèrent jusqu'à le tirer de sa prison. Humilié, injurié, menacé de mort par la troupe de Marien Ngouabi, le Président Massamba Debat s'inclina

et donna sa démission. L'arme à la main, l'armée s'installa au pouvoir avec pour devise la mort permanente. L'assassinat de Marien Ngouabi, le 18 mars 1977, en est une parfaite illustration.

L'ARMEE POLITIQUE, LA RAISON DU PLUS FORT QUI EST TOUJOURS LA MAUVAISE

En 2016, le général d'armée Denis Sassou Nguesso totalisera trente-deux ans de règne sans partage. Neuf ans de présidence de Marien Ngouabi et les deux ans de présidence du Général Joachim Yhombi Opango, quarante-trois ans de dictature militaire ne suffisent pas. Les officiers politiques, à l'image du chimpanzé qui préfère se faire prendre plutôt que de lâcher le fruit qui le retient dans le piège, s'opposeront à l'idée du retrait de l'armée de la scène politique. Face à cette situation une seule alternative : un retrait pacifique ou violent, la paix ou le sang. Sur le terrain de la violence, l'armée a un avantage de taille. Le rapport de force lui est favorable. Mais j'en appelle au bon sens des officiers, au cas contraire, nous serons obligés d'aller les yeux ouverts au casse-pipe. Depuis le premier coup d'Etat réussi le 31 juillet 1968, le peuple souverain est acculé. Les viols, les pillages, les meurtres gratuits ont été au rendez-vous. Des villages ont été ruinés. Chaque jour a son lot de désolations. Maintenant ça suffit ! Nous ne resterons plus au bord du fleuve en laissant passer les cadavres. La situation n'accepte plus des pas en arrière. La situation impose des pas en avant. Mieux vaut avancer et mourir. Craindre le mal pour tomber dans un autre n'est plus acceptable. Déraisonnable si l'armée ne se conforme pas à la volonté du peuple souverain. Si elle s'obstine à rester maîtresse de la scène politique, la perte continuera. La République ira de défaite en défaite.

Ce qui nous restera à faire, c'est de choisir en conscience l'itinéraire le plus susceptible de nous perdre. Bien

entendu, on n'obtient rien par des procédés violents, mais si telle est l'unique solution pour mettre de l'ordre dans la République, ordre qui passe par le retour à la caserne des forces armées, nous serons obligés de nous y faire. Vu l'importance de la question, je propose que le retour à la caserne des forces armées soit soumis au référendum. Le peuple tranchera. Le retournement des situations, comme cela a été le cas, au sortir de la conférence nationale souveraine dans les années quatre-vingt-dix, où on a vu l'armée quitter la scène politique sans vraiment la quitter, sera considéré par le peuple souverain comme une haute trahison.

En toute franchise, l'armée a profané le sanctuaire de la République. Installée au pouvoir *ad vitam aeternam* avec la complicité des armes, l'armée ou plus précisément son management tire le pays vers la médiocrité. Les esprits moins éveillés pourraient avoir du mal à établir le lien entre la médiocrité d'un individu, d'une institution ou de tout un peuple avec l'armée. J'avoue que le lien y est subtil. Mais quelques exemples suffisent à donner des pistes susceptibles de réveiller les consciences. Je laisse le soin aux sociologues de procéder aux enquêtes quantitatives pour révéler la profondeur de l'abîme. A Brazzaville, tout comme à Pointe-Noire, le respect et la valeur d'un chauffeur de taxi se mesure par sa capacité à mobiliser son réseau militaire. Le véhicule de transport du lieutenant a des passe-droits et n'est pas du tout concerné par le code de la route. Cette situation met à nu la cupidité de certains gendarmes chargés de réguler la circulation routière. Evoquer le nom d'un colonel suffit à obtenir la libération d'un prisonnier, à stopper une instruction judiciaire. Le pied du colonel est à la caserne, sa tête au Bureau

politique, sa main signe les décrets. Plus grave, nos soldats agissent en bande. Il suffit d'avoir un problème avec l'un d'eux pour que toute la bande se mette en branle. Qui peut alors défier de tels pouvoirs ? Personne. Refusant d'être dans le cortège des victimes, la main du juge demeure impuissante, sa bouche hésite à dire le droit. Tétanisé par l'assassinat du premier cardinal Emile Biayenda, un certain 22 mars 1977, le collège des évêques se tient à distance respectueuse du régime militarisé.

Quand les militaires circulent les armes en bandoulière dans les ors de la République, il va de soi, qu'ils commencent par confisquer les trésors. A-t-on vu un homme armé, qui s'est arrogé le droit de partager les richesses de la nation, être au-dessus de la mêlée, de l'individualisme, être juste dans le partage ? Ce qui vaut pour un individu vaut pour une institution. La politisation de l'armée est au service avant tout de ses propres intérêts. Que cherchent les militaires sur la scène politique, si ce n'est de biaiser le partage équitable des richesses ? Les psychanalystes avanceront la thèse selon laquelle les militaires, à l'instar de tout homme, ont besoin des honneurs pour exister. Ainsi la tentation du pouvoir proviendrait d'un ego surdimensionné des chefs militaires qui désirent être au centre de l'attention. Ne dit-on pas : A tout seigneur, tout honneur ? Comme l'on sait, le gonflement du « *je* » au cours des cérémonies officielles où l'on voit les politiques recevoir les honneurs fait de la politique un jeu et rend supportable le poids des responsabilités. Cette explication psychanalytique ne résiste pas aux critiques puisqu'il n'est aucune corporation qui pourrait concurrencer les honneurs rendus aux officiers de

l'armée. L'officier supérieur passe et repasse les troupes en revue. Il se fait présenter les armes et crée ainsi le spectacle de l'allégeance, de la subordination. Il est dans un rapport inférieur et supérieur, de soumission à autorité. Une fois de plus, le débordement de l'armée sur la scène politique ne peut trouver de justification dans le cadre d'une accumulation des honneurs.

QUE L'ARMÉE CESSE DE MENACER LES POPULATIONS !

« *Qu'il me haïsse pourvu qu'il me craigne* ». Le pouvoir absolu rend absolument fou. Les potentats, qui ne sont ni contrôlés par les Assemblées, ni freinés par la force du droit et de la justice, peuvent laisser exprimer leur folie et conduire ainsi leur pays au désordre et à la destruction. En lieu et place de faire l'Histoire, de marquer l'Histoire, le régime exceptionnel de Brazzaville fait la mauvaise histoire. Le général président veut être l'Histoire. Il enchaîne l'Histoire alors qu'il est lui-même enchaîné par les caprices d'une armée gangstérisée.

Je refuse d'établir l'arithmétique de la violence du régime militaire au pouvoir depuis 1968. Combien de milliers de morts ? Dix mille ou quinze mille morts ? Vingt mille ou vingt-cinq mille morts ? Ni les bourreaux ni le camp des victimes ne peuvent s'accorder sur le chiffre exact. L'impôt du sang n'est pas dans les chiffres. Il est dans la chair des hommes. Nul ne peut contester le fait que le peuple a payé un lourd tribut. Crime et terreur accompagnent le régime militaire : « *je suis sangsue et je suce leur sang* ». Le régime militaire restera célèbre pour des mauvaises raisons. On le décrit comme un monstre massacrant sans raison et sans provocation les citoyens et les foules paisibles. Il souffre d'un délire de persécution et voit les ennemis partout.

Je reste persuadé qu'un gouvernement civil ne peut se permettre d'assassiner le premier cardinal de l'histoire de la République. Nous savons que le Comité Militaire du Parti (CMP) était composé de onze officiers. Admettons que le Président de ce Comité Joachim

Yhombi Opango, chef de l'Etat et son premier viceprésident Denis Sassou Nguesso, ministre de la Défense étaient des personnalités civiles et les neuf autres membres étaient des officiers. S'ils n'étaient pas militaires, ces deux personnalités les plus en vue du CMP n'allaient pas se permettre d'assassiner le cardinal Emile Biayenda. Ils se sont servis de leur position dans l'armée pour perpétrer cet assassinat. Autrement je ne vois pas comment ils s'y seraient pris.

En dehors de l'assassinat du cardinal, me vient présent à l'esprit, les premiers assassinats politiques de l'histoire de la République perpétrés en février 1965, entraînant la disparition des trois hauts fonctionnaires, en l'occurrence, Anselme Massouémé, Lazare Matsocota et Joseph Pouabou. Les auteurs de ce crime sont les extrémistes du gouvernement qui contrôlaient les milices du parti. L'introduction et la circulation des armes sur la scène politique sont à l'origine de toutes les violences orchestrées dans le pays. Les personnalités civiles faisant partie des groupes des extrémistes, usant des armes, ont réglé par la violence la concurrence politique. Ce qui leur a réussi. Puisque dans un combat, le premier qui recourt à une arme a plus de chance de l'emporter sur son adversaire, peu importe qu'il soit civil ou militaire. Les intellectuels révolutionnaires parmi lesquels Lissouba, Ndala, Noumazalay, grâce aux armes, ont conservé le pouvoir après avoir éliminé leurs adversaires supposés, en l'occurrence Massouémé, Matsocota et Pouabou.

La présence des fusils au sein du gouvernement met de nombreux responsables politiques civils dans l'impossibilité de travailler dans de bonnes conditions. Et en période de trouble, la situation empire et touche

aussi les militaires. En 1972, l'atmosphère née de l'existence du maquis de Ange Diawara, qui géographiquement, se situait à une soixantaine de kilomètres de Brazzaville, créait une véritable psychose. L'impossibilité de travailler était donc une réalité concrète qui pesait lourd sur la vie politique de la capitale. C'est dire que dans un contexte de coup d'Etat permanent, tout gouvernement est mis dans l'impossibilité de travailler. Il est obligé de consacrer ses forces à déjouer les tentatives de coups d'Etat. Ce qui l'empêche d'agir efficacement dans tous les autres domaines d'intervention. Le bruit des bottes permanent ne favorise pas un climat de travail adéquat.

Dans un discours prononcé à la Conférence Nationale Souveraine, le général président Denis Sassou Nguesso, qui vient d'effleurer la destitution, assume la responsabilité de toutes les violences politiques orchestrées dans le pays depuis les indépendances. Se projetant dans l'avenir, il fait le serment de ne plus récidiver : « *Faut-il enjamber d'autres corps pour arriver à la démocratie ? Ma réponse est non* », déclare-t-il, « *car en dernier ressort le problème fondamental demeure celui de l'homme, celui de notre vie en société. Non, car l'on ne construit jamais l'unité et l'avenir sur les déchirements et la haine* ». Le général solde le passif et dissipe ses responsabilités. La reconnaissance des erreurs du passé n'est pas l'assurance des succès à venir. Le discours du général est d'une inintelligence sûre d'elle-même ; une inintelligence annonciatrice de toute tyrannie. L'armée politique a enjambé d'autres corps pour revenir au pouvoir et tuer la démocratie. Elle repartira en 2016, telle qu'elle était venue. Le marché de la violence a encore un bel avenir !

UNE AMBITIEUSE LOI DE PROGRAMMATION MILITAIRE

Lors de la tentative du coup d'Etat du 27 juin 1966 contre le Président Alphonse Massamba Debat, l'aile putschiste de l'armée, en l'occurrence, les paracommandos, ont jeté en prison le commandant en chef des forces armées, le colonel David Mountsaka, et le directeur de la Police Michel Bindi. Pendant une semaine, l'armée est décapitée. Les parachutistes n'ont jamais mesuré les conséquences désastreuses de cette décapitation. Qu'aurait-il pu se passer si durant la mise aux arrêts du commandant en chef des forces armées, un pays étranger entraînait en guerre contre notre pays ? Qui aurait pris la tête des opérations militaires pour défendre la patrie contre nos agresseurs ? Une armée où les subalternes mettent aux arrêts le chef d'étatmajor général, l'incarnation de l'autorité militaire, n'est pas une armée, elle est autre chose.

Peu avant la guerre civile de 1993, le chef d'état-major, le général Jean Marie Michel Mokoko attirait l'attention des politiques sur le fait que l'armée n'était pas formée pour contenir une guérilla urbaine. Cette mise en garde, pleine de franchise, révélait l'impuissance d'une armée incapable d'assurer la plus petite de ses missions.

Le régime militaire de Brazzaville a un avis sur tout sans en avoir un sur la défense du territoire national. Quel avantage y a-t-il à transformer les soldats d'une armée régulière en renverseurs des institutions ? Aucun. Il n'y a pas de politique qui réussit quand les armes succombent. Nos forces armées ont succombé à la tentation du pouvoir. Il n'y a rien à attendre d'une

sentinelle ivre et aveugle. Nos armées sont hors-piste. Je ne crois pas qu'elles décolleront en cas de danger.

Nos armées ont braqué leurs jumelles sur les trésors de la République. Elles gèrent l'imprévisible et nous disent de garder confiance en elles. Les généraux, ces prestigieux magnétiseurs de la République nous disent de « *dormir tranquille* ». Je reste lucide. Nos généraux rêvent. J'aime les rêveurs, à condition qu'ils rêvent seuls, à condition qu'ils n'enferment pas le peuple dans leur fiction.

Maintenant, il est urgent d'organiser les institutions politiques de façon à favoriser la création et le bon fonctionnement de nos armées. Il en va de notre sécurité. Les armées de mauvaise qualité affectent dangereusement leur République. Seule une ambitieuse Loi de Programmation Militaire (LPM) donnera à nos forces armées confiance et puissance. Elle mettra fin à un armement disparate, à une absence totale de motivation, à l'équipement en lambeaux, aux soldats sans chaussures, à un encadrement défaillant, à l'approvisionnement aléatoire. Que peut-être la fierté de nos marins quand des deux bateaux à leur service, il n'y en a qu'un seul qui puisse quitter le port ? Quand un hélicoptère sur deux ne peut pas décoller parce qu'on manque de pièces de rechange ?

Demander aux militaires de repartir à la caserne, ce n'est pas les paupériser, ce n'est pas leur retirer des privilèges. Loin s'en faut. Notre volonté est de les soustraire à la paresse et aux amusements. Une armée qui s'adonne aux plaisirs plus qu'aux armes amenuise les possibilités de victoire sur une agression étrangère.

Je propose que nous unissions nos intelligences pour que la République ait une armée et que l'armée ait une République. Une Loi de Programmation Militaire est l'unique moyen de mettre sur pied une armée entraînée, disciplinée et équipée. Je plaide pour une armée capable de manœuvre. C'est en manœuvrant

58

que l'on couvre tout le pays, point de couverture sans une armée prête à marcher sur l'heure, n'importe où. Quand le pronostic de vie est engagé, la rapidité, disent les médecins, est un gage de survie. La nouvelle Loi de Programmation Militaire aura pour objectif de monter un terrible système mécanique de feu, de choc, de vitesse et de camouflage. Elle est la condition nécessaire pour doter le pays d'une armée capable de mouvements, de surprises, d'irruptions et de poursuites.

Je plaide pour une armée républicaine, neutre à l'égard des partis politiques, ayant pour vocation la sauvegarde de l'intégrité territoriale et de l'indépendance nationale, garante de la sécurité du peuple et des institutions de la République, disciplinée, respectueuse de l'autorité politique et observant les rites, les traditions et éthique militaires. Tout ce qui vient des partis : passions affichées, surenchère des doctrines, choix ou exclusion des hommes d'après leurs opinions, corrompt le corps militaire. Pour garder l'effectivité de sa puissance, l'armée doit redevenir apolitique. Les parlementaires devront voter une loi interdisant purement et simplement le vote des militaires. Cette solution radicale présente l'avantage de protéger les militaires des manipulations, de réhabiliter le patriotisme et la fraternité des armes. Ce chemin est à explorer, il n'est

pas à imposer. Je rappelle que l'armée sénégalaise a été exclue du vote jusqu'aux élections présidentielles de 2012. En France, le droit de vote des militaires de carrière n'est intervenu que le 17 août 1945, soit une année après celui des femmes.

UNE ARMÉE AU-DESSUS DE TOUTES LES INSTITUTIONS DE LA RÉPUBLIQUE

L'armée ne peut pas disposer de l'Etat et de ses citoyens. Ce n'est pas l'Etat qui appartient à l'armée, c'est l'armée qui doit appartenir à l'Etat. Elle doit répondre sous l'autorité de l'Etat. Si l'armée ne veut pas être en dessous, qu'elle ne soit pas au-dessus des autres institutions. J'ai passé au peigne fin les 191 articles de la Constitution, mais je n'ai vu aucun article facile d'application pour un militaire assumant la fonction du chef de l'Etat. L'article 171 de la Constitution rappelle que *« la Force publique est apolitique. Elle est soumise aux lois et règlements de la République. Elle est instituée dans l'intérêt général. Nul ne doit l'utiliser à des fins personnelles. La Force publique, est subordonnée à l'autorité civile. Elle n'agit que dans le cadre des lois et règlements. Les conditions de sa mise en œuvre sont fixées par la loi »*. Le désaccord est profond entre l'armée et la réalité politique puisque qu'elle est au pouvoir. On constate que la Force publique, après insubordination à l'autorité civile, s'est substituée à elle. La Force publique est apolitique, a-t-on retenu, dans la Constitution du 20 janvier 2002. De mon entendement, cela veut dire que, le pouvoir qui vient du peuple souverain peut aller n'importe où et chez n'importe qui sauf chez les militaires. Seule une personnalité civile, si elle le souhaite, peut capter et porter à n'importe quel moment ce pouvoir venant du peuple.

Au préjudice de la Constitution, sans gêne, les militaires se sont « agrafés » au pouvoir et continuent à faire partie de la liste des compétiteurs dans la course au pouvoir. Pour mettre fin à ce préjudice, il est nécessaire de

légitimer par voie référendaire cette intrusion. Cette réforme constitutionnelle ferait de la Force publique une institution politique à part entière. Ainsi l'armée ne sera plus soumise aux lois et règlements de la République. L'autorité civile sera subordonnée à l'autorité militaire, comme c'est le cas depuis le 31 juillet 1968. Par la loi, nous légaliserons l'acharnement de l'armée à vouloir rester dans un champ réservé exclusivement aux personnalités civiles. Nous attacherons la légalité républicaine à un char et la légitimité à une grenade. Char et grenade connaissent le chemin de la modernisation du pays. Char et grenade conduiront les Congolais vers plus de progrès.

Entre temps, la conscience du soldat sera apaisée. L'armée ne défoncera plus les portes de la République et ne violera plus la Loi fondamentale. Par cette disposition constitutionnelle, le soldat sera conforme à la loi et agira selon la loi. La souveraineté ne viendra plus du peuple mais de l'armée, c'est elle qui la délèguera. Plus personne ne dira à l'armée de déposer les armes et de rentrer à la caserne. Plus personne ne dira que les institutions de la République sont bafouées. Ainsi continuera la République des grands manieurs d'armes et d'argent du Trésor public. L'armée sera au-dessus de la Constitution et, la République sera au-dessous de l'armée.

Loin de moi l'idée que l'armée ou un militaire au pouvoir ne peut pas faire respecter la loi, faire régner l'ordre public, je dis simplement qu'un officier au pouvoir a plus du mal à respecter les lois de la République. Faire respecter la loi et respecter soimême la loi n'a pas la même portée pratique. Exiger des autres l'observation des lois peut se révéler ludique alors que la tâche la plus difficile consisterait à respecter soi-même les mêmes

lois. Dans ce domaine, l'armée est la dernière de la classe au panneau d'affichage. Ce qui n'est pas de sa faute, le fusil autorise tout, permet tout, lorsque le cadre de son maniement est mal défini. Pour se maintenir au pouvoir, l'armée est obligée de trouver des alliés parmi les hommes politiques à qui elle saupoudre quelques privilèges. La corruption augmente toujours parmi les corrupteurs, et elle augmente parmi ceux qui sont déjà corrompus. Ils avaient commencé par un œuf, ils ont augmenté la prise en s'accaparant d'un bœuf, aujourd'hui, le cheptel a disparu. Dans un système politique où le pouvoir est absolu, la corruption est aussi absolue.

Les personnalités civiles soutiennent l'armée au pouvoir, sur laquelle elles s'appuient pour soumettre à la barbarie tout un peuple. Complices des cruautés du régime militaire, elles corrompent autant qu'elles sont corrompues. Les complices prennent part au butin, sous le regard du grand tyran. Tout devient clair. Ce sont des tyranneaux qui consolident le pouvoir militaire du grand tyran. Car il est physiquement impossible qu'une personne ou un petit nombre d'officiers puisse contenir toute une population, s'il ne trouve d'alliés parmi les civils. Le parlement, la Cour constitutionnelle, la Haute cour de justice, la Cour des comptes, le conseil supérieur de la liberté de communication, le médiateur de la République, la commission nationale des droits de l'homme ont une existence constitutionnelle. Ces institutions ont toutes été mises en place. En revanche, de la volonté de l'armée, elles sont des coquilles vides. Une parodie qui profite aux militaires. En effet la bonne marche de ces institutions favoriserait la démocratie et signerait l'acte de décès de la vie politique de l'armée. A l'intérieur du régime, on veille afin que ces institutions

potentiellement répulsives à la barbarie fonctionnent *a minima*.

Il est dit que le Parlement exerce le pouvoir législatif et contrôle l'action de l'Exécutif. Ses moyens d'information et de contrôle sont : l'interpellation, la question écrite, la question orale, la question d'actualité, l'audition en commission, l'enquête parlementaire. Quelle est la valeur d'une enquête parlementaire dans un pays sous la coupe des fusils ? Quel député peut s'offrir le luxe d'interpeller ou d'ouvrir une enquête sérieuse sur les dysfonctionnements des pouvoirs publics militarisés ? Dans notre pays, plusieurs questions devraient ouvrir une enquête parlementaire digne de la République. Le rapt des militaires congolais par l'armée angolaise le 14 octobre 2013, les explosions du 4 mars 2012, l'affaire des disparus du Beach, les malversations financières sont autant de questions qui posent problème, font polémiques et devraient en bonne et due forme favoriser les enquêtes parlementaires.

Le 18 mars 1977, le Président de la République, le commandant Marien Ngouabi est sauvagement assassiné et est institué un Comité Militaire du Parti. Mais que signifie Comité Militaire du Parti, si ce n'est un hold-up du parti et de l'Etat par les militaires. On voit mal comment des Assemblées législatives pourraient contrôler efficacement l'action des ministres militaires ou d'un gouvernement dirigé par des officiers. Au Bureau Politique, la plus haute instance du pays, sous le monopartisme, les personnalités civiles écoutaient religieusement la personnalité la mieux pourvue en commandement militaire. Dans les mêmes conditions, en République Démocratique du Congo, ex Zaïre, le maréchal Mobutu prenait pour femme les épouses de ses ministres, sans que ceux-ci ne lèvent le doigt, ni ne

toussent. Face aux militaires, les politiques civiles ne peuvent que s'enfermer dans un mutisme. C'est une question de sens pratique. Le général président de la République nomme les députés en lieu et place de l'élection. Un certain André, sénateur du Parti Congolais du Travail, déclarait qu'il avait été nommé par le Président Denis Sassou Nguesso. C'est par la volonté du général président qu'il était devenu sénateur, et non par celle du Peuple congolais. Il restera sénateur tant que le général d'armée ne lui dira pas de s'asseoir. Le jour où le général lui dira : André tu as suffisamment fait, il faut te reposer, il ira sans rien dire, sans rechigner. Monsieur André, le peuple vous informe que votre deal avec le général prend fin. Le peuple met fin à votre tour de passe-passe. Le peuple te dit de t'asseoir. Il ordonne de vous asseoir tous. La parole est au peuple.

On entend chançonner : « *ne touche pas à ma Constitution* ». Ces chansonnettes bercent le peuple et la caravane passe. Le maître de la caravane, ne jurant que par les armes, continue son parcours de dictateur. S'il s'autorise de tels abus, c'est justement parce qu'il est d'abord et avant tout militaire. Il puise de tels abus non pas dans la fonction du chef de l'Etat mais dans celle de l'armée. Par le fusil, le général d'armée neutralise physiquement ou symboliquement les politiques ainsi que le peuple tout entier. Si déjà, on ne peut opposer quelque chose à un bandit de grand chemin, bourré d'armes, rencontré hasardeusement dans la rue, que peut-on dire face à un général d'armée, de surcroît, chef de l'Etat ?

LES SENTINELLES DE LA REPUBLIQUE DORMENT

Le soleil se couche, mais le danger ne se couche jamais. Si l'hyène est en permanence en éveil, c'est qu'elle sait qu'elle a peu d'amis sur cette terre, disait Ahmadou Kourouma. Bien qu'elle porte des mâchoires d'une puissance redoutable qui garantissent un minimum de sécurité et de survie face à ses adversaires, elle ne peut se permettre de baisser la garde, faute de quoi, elle périrait. Cela est un avertissement à prendre au sérieux dans un monde qui court à grande vitesse contre la montre et fabrique de plus en plus d'insécurité. Il n'est de paix sans sécurité. Les Forces armées congolaises ne veillent ni ne surveillent nos frontières. Le jour, elles s'enivrent des postes politiques. Ereintées par des responsabilités civiles du jour, elles se prélassent et dorment la nuit. L'armée s'amuse.

Il va de la nature des militaires au pouvoir de concentrer tous les pouvoirs. Bokassa détenait huit postes de responsabilité jusqu'en 1976. Président de la République, chef du gouvernement, président du Mouvement pour l'Evolution Sociale de l'Afrique Noire (MESAS), ministre de la Défense, de la fonction publique, sécurité sociale, garde des Sceaux, ministre de l'intérieur. Le 4 décembre 1977, il se fait couronner empereur. Voilà ce qui arrive, quand dans un pays, le pouvoir est au bout du fusil et que le fusil, lui-même, est au bout du pouvoir.

Le capitaine Luc Kimbouala Kaya fut en même temps commandant de la zone n°1, commandant d'armes de Pointe-Noire, commandant du régiment interarmes, commandant de la marine, membre du comité central,

membre du Bureau Politique, commissaire politique adjoint à l'armée, responsable des problèmes économiques de l'armée. Certains militaires étaient devenus ministres chargés de la défense et de la sécurité et coordonnateurs des organisations des masses du parti. A la tête des organisations des femmes, des jeunes, des syndicats et autres associations, le fusil a eu raison du civil, biaisant de fait le jeu politique et traumatisant le jeu social. La ruée vers les postes politiques affecte la valeur opérationnelle des unités et intensifie la désintégration, le sous encadrement, l'inactivité, la désorganisation, l'inefficacité de l'administration militaire. Je suis persuadé que nos armées ne résisteraient pas longtemps face à une guerre menée contre elles par un pays étranger. Je parie qu'elles ne tiendraient pas plus de quatre heures. Qu'advierait-il si un artiste de renom ou un professeur de Chimie à l'université Marien Ngouabi s'introduisait dans une unité militaire et en prenait le commandement ? Les militaires accepteraient-ils d'être sous le commandement de cet intrus ? Admettant que cet artiste ou ce professeur ait été accepté, réussira-t-il à mener à bien le commandement de cette unité ? L'armée n'a pas vocation à accéder à des postes politiques, tout comme, des civils sans formation militaire, jamais recrutés dans l'armée, n'ont pas le droit de s'y introduire et d'en prendre le commandement. Quelle que soit la gravité de la situation, il ne peut y avoir de confusion de rôle entre l'armée et le politique. La conduite de la guerre appartient à l'homme d'Etat, l'homme politique, les opérations sont le fait du militaire. La Constitution confère au premier la qualité de chef des armées et aussi de chef suprême des armées.

Dans un souci de protection de leurs biens et de leur personne, les peuples érigent des armées. Sachant que les ennemis peuvent surgir à tout moment et de tous les côtés, ils ont mis en place des unités militaires

68

capables dans leur domaine respectif de donner le meilleur d'elles-mêmes pour défendre l'espace vital. Les Armées de Terre, de l'Air, de Mer, la Gendarmerie et la Police obéissent à une logique de défense du territoire.

La marine nationale est la première unité militaire responsable de la sûreté et de la sécurité de nos surfaces marines et sous-marines. Vingt-quatre heures sur vingt-quatre, les marins doivent répondre à toute agression venant des mers. Une mission si difficile qu'elle exige des moyens colossaux en hommes et en matériels. Qui sont nos garde-côtes ? Où sont-ils ? De quelles conditions physiques répondent-ils ? De combien d'hommes et d'appareils l'armée de l'air dispose-t-elle pour surveiller notre espace aérien ? Quelle est leur capacité de résistance et de riposte en cas d'agression extérieure ? Les militaires ont une exigence de temps et de devoir pour protéger le Congo. Leur mission n'est pas d'assassiner les plus hautes personnalités du pays, ni de déstabiliser les institutions républicaines. Mes généraux, le peuple n'est pas un champ de bataille. Si vous voulez la guerre, faites de telle sorte qu'elle n'entre pas à l'intérieur de nos frontières.

LES FORCES ARMEES CONFISCATOIRES DES RICHESSES NATIONALES

La confiscation des postes politiques intègre la logique de confiscation des richesses nationales. L'une ne va pas sans l'autre. La confiscation des richesses nationales crée d'une part la surabondance et d'autre part la rareté. Cette rareté est à l'origine des violences. Les chefs militaires, aussi spirituels qu'ils puissent être, ne peuvent réussir la difficile entreprise de répartition équitable des richesses. Les Congolais, ce peuple si intelligent, ne savent plus qu'on ne laisse pas un loup affamé au milieu d'un troupeau de moutons ; on ne garde pas un fagot de bois en le mettant au feu. Dans des conditions normales, la justice sociale est loin d'être au rendez-vous. Elle l'est moins lorsque les conditions sont biaisées. La présence de l'armée dans la sphère politique tue continuellement l'égalité des droits, des chances, et fait de la méritocratie une coquille vide. Comment gravir les échelons de la méritocratie quand le chemin est jonché des épines de l'injustice et de l'inégalité ?

L'égalité juridique face à la loi, qui consiste à garantir à l'ensemble des Congolais les mêmes droits sociaux et politiques, est battue en brèche. Les besoins primaires de la population ne sont pas assurés. La République des militaires poursuit sa marche sans remord. Dans le même temps, la possibilité donnée à tout Congolais d'accéder à une position sociale, sans tenir compte de l'appartenance ethnique ou régionale, s'éloigne de plus en plus. L'armée elle-même est touchée de plein fouet par une inégalité des chances et une fausse méritocratie. Depuis sa création, l'armée compte quarante-trois généraux dont vingt-cinq appartiennent à une seule

région, les dix-huit autres sont répartis dans neuf régions. Ainsi les positions sociales ne sont plus obtenues par le mérite et les talents individuels. Sur le chemin de la méritocratie trop d'hommes sont bourrés de trop d'armes.

En matière de développement économique ou de progrès social, le régime de Brazzaville choisit toujours un mauvais chemin et arrive partout trop tard. Les délestages de l'eau et de l'électricité continuent leur chemin. Notre pays n'est pas un terrain propice aux affaires. L'enquête Doing Business, publiée chaque année par la Banque mondiale, qui, grâce à une dizaine d'indicateurs, mesure le climat des affaires dans les différents pays du monde, classe le Congo à la 183^{ème} place sur 185 pays. Pas d'inquiétude le Congo sera émergent en 2025 ! Les hommes en uniforme définissent les règles du jeu politique les favorisant et se permettent tout, alimentant la corruption qui entrave le développement et étouffe le progrès.

La présence de l'armée sur la scène politique introduit un climat de complot permanent qui impacte « *négativement* » le développement du pays. Dans ce climat d'insécurité permanente, le chef de l'Etat et son gouvernement sont obligés de consacrer plus de quatre-vingts pour cent de leur temps aux interrogations de survie, comment se maintenir au pouvoir. La remarque est simpliste mais pleine de signification. Qu'advierait-il si le Président français en raison de son job habituel devrait en plus se préoccuper de la sécurité de sa propre personne ? Marien Ngouabi, Joachim Yhombi Opango, Denis Sassou Nguesso sont trois chefs d'Etat qui ont fait du Trésor public, un trésor

avant tout de la protection de leur personne c'est-à-dire de leur pouvoir.

L'ARMÉE N'A PAS VOCATION A FAIRE LA POLITIQUE

Le président de la République est au-dessus des partis ; il est le premier représentant de la nation, un arbitre impartial et indiscuté. Gardien et garant de la Constitution, il est à la fois arbitre et premier responsable national. Plus que la hiérarchie militaire, le rôle du politique est de veiller de très près à ce que les représentants des forces armées ou de la police ne fassent pas dans l'exercice de leurs missions d'abus regrettables. Le gouvernement civil de demain sanctionnera avec la plus grande fermeté tous les agents de l'ordre qui, à l'occasion de leur nécessaire mission de contrôle, seraient amenés à confondre leur mission avec le simple règlement des comptes. Parlant vrai, commençons par voir les choses telles qu'elles sont. Les politiques ne peuvent être des militaires et des militaires être des politiques. Un homme en treillis, l'arme à la main, ne peut arbitrer le jeu politique.

Le Conseil des ministres et l'Assemblée parlementaire sont des hauts lieux où se décident les intérêts stratégiques de la République. Les fusils et les stylos ne doivent pas y cohabiter. Il est strictement interdit à la barbarie de s'y introduire. Aucun équipage d'un vol n'accepterait de laisser monter un passager muni d'armes. Ça va de la sécurité de tous les passagers à bord. La présence des hommes en treillis au Conseil des ministres, à l'Assemblée nationale et sénatoriale est la preuve que le pays est sous la dictature. Le gouvernement, les Assemblées parlementaires, les partis politiques sont des lieux par excellence de débats,

de joutes oratoires. Et les débats cessent d'être francs dans un gouvernement, dans une assemblée, dans une organisation politique où l'on note la présence des officiers. Les joutes oratoires peuvent dégénérer en bataille rangée. Au collège, il suffit qu'un des élèves mette en branle sa bande pour que les disputes de classe se terminent en règlements de comptes à l'extérieur. Entre un homme armé et un homme désarmé, il n'y a pas du tout de rapport d'égalité. Le premier obéit nécessairement au second.

Dans une chasse au trésor, un homme désarmé ne peut être en sûreté parmi les hommes armés. Le général ministre de la Défense, le colonel parlementaire, le général chef de parti peut par simple regard faire taire un collègue. On est loin de l'obligation qu'à un ministre de dire au Premier ministre et au président de la République ce qu'il pense. Le faire est un droit et un devoir. En revanche ce qu'il n'a pas le droit de faire, à moins de démissionner, c'est de manifester son désaccord à l'extérieur. Je rappelle que c'est la qualité des débats menés au sein du gouvernement et dans les autres institutions de l'Etat qui fonde un régime démocratique. Le débat public prépare l'alternance. Le chemin des armes ne conduit jamais à l'alternance politique. Faites taire les armes et vous verrez l'alternance s'opérer. Retirez les armes de la scène politique et vous verrez l'alternance entrer dans le jeu politique. En ce qui nous concerne, nous prenons l'engagement de mettre de l'ordre dans la République. De ce point de vue, nous veillerons à ce que les militaires ne travestissent plus le Conseil des ministres, ce moment rituel et central de la vie de l'Exécutif. Leur

mission est la protection du Conseil des ministres, ce haut lieu de la République.

L'armée au pouvoir verse facilement sur le mensonge organisé. Mensonge d'où procède directement l'irréalité politique. Les intellectuels du régime ont subi la contagion du mensonge. Ils ne savent plus distinguer le vrai du faux. Rien, dans notre pays, n'a été vrai, je veux dire, rien ne s'y est montré à visage découvert.

Depuis près de quarante ans, rien n'y a été perçu sous son véritable jour. A la conférence nationale souveraine, on découvrit stupéfait que le pays était surendetté. Depuis le retour au pouvoir des développeurs du double jeu, les mots « *dette publique, surendettement, chômage des jeunes* » ont disparu des radars politiques. Les bradeurs bellicistes du régime ont le sens du marché des idées noires.

N'EST NULLE PART CELUI QUI EST PARTOUT

Aussi puissante qu'elle puisse être, je ne vois pas comment une armée peut être en mesure de s'occuper de tout, comme c'est le cas aujourd'hui dans notre pays. Nos armées s'occupent des affaires étrangères, des affaires sociales, de la justice, des hydrocarbures, des mines solides, de l'agriculture, de l'élevage, de la pêche, de la santé, du sport, des partis politiques. En même temps, nos forces armées prétendent être en capacité de défendre notre territoire en cas d'agression extérieure. Les courtisans du régime militarisé allèguent le fait que le gouvernement n'est composé que de trois ministres officiers généraux. Ainsi nous exagérons. Nos forces armées ne s'occupent pas de tout et ne sont pas présentes partout où elles ne devraient pas être. La preuve, les ministères des grands travaux, de l'économie forestière, des affaires étrangères, etc., sont occupés par des personnalités civiles. Une averse ne fait pas la moisson. La présence de trois officiers au gouvernement ne signifie pas que tout l'Exécutif est composé des militaires.

Nous n'en disconvenons pas, mais regardons les choses de près. N'est-ce pas la main militaire qui a délégué une parcelle de son pouvoir par nomination aux membres du gouvernement ? Si trois personnes armées peuvent prendre en otage cinquante personnes, ne serait-il pas possible que trois officiers ministres puissent influencer tout un gouvernement, la nation entière. Il suffit que le général ministre du travail et de la sécurité sociale, de la défense, ou celui de l'intérieur, ou encore celui des mines et géologie, s'autorisent des écarts, s'adonnent au pillage de la République pour que leurs collègues

fassent autant. C'est une loi : les fruits pourris contaminent ceux qui sont sains. Mélangez la couleur jaune et la couleur blanche, vous verrez celle qui restera. Nos malheurs proviennent du fait que les fonctions de l'Etat ne sont pas confiées à des mains différentes. L'armée s'accapare la fonction d'exécuter, de légiférer et de juger. Le souverain n'est plus le peuple. Le souverain est le général qui nomme, convoque ou retarde les élections.

LES MINISTRES DE LA REPUBLIQUE PRETENT SERMENT A L'ARMEE

Les ministres, les hauts fonctionnaires, dignitaires et notables prêtent serment à la puissance militaire. La civilité disparaît au profit d'un pouvoir d'exception incarné par les toutes puissantes forces armées. Le régime militarisé a fait le ministre qui parle à sa place. Le ministre n'existe réellement que parce qu'il fait exister en retour le régime militarisé. En réussissant le coup d'Etat, la présidence militaire délègue au ministre le pouvoir d'agir à sa place, de signer à sa place, lui donne une procuration, c'est-à-dire le plein pouvoir d'agir pour elle. L'officier putschiste s'arroge le pouvoir de nomination aux emplois civils et militaires. Les ambassadeurs, les ministres, les représentants spéciaux, les conseillers reçoivent mandat de la part de l'autorité putschiste. Leur mission consiste à représenter et à faire valoir les intérêts du détenteur effectif du pouvoir de nomination. La présidence du général d'armée est la cause sans laquelle le ministre n'a pas de pouvoir. Il est un fait qu'un serviteur n'est pas plus grand que son maître, ni un envoyé plus grand que celui qui l'envoie. Le délégué s'efface complètement au profit de la dictature militaire. Chacun dans ses fonctions devient l'incarnation physique, le porte-parole des intérêts de l'armée au pouvoir.

L'intérêt du ministre et les intérêts du général d'armée se confondent dans une grande mesure. Le ministre n'a pas de feuille de route, de mission hors des intérêts du régime militaire. Les ministres, qui servent bien les intérêts du régime issu du coup d'Etat, deviennent généralement ministre d'Etat, c'est-à-dire, des ministres

qui se servent bien en le servant. Ça leur profite et c'est important qu'il en soit ainsi pour que ça fonctionne. Le régime militaire corrompt le civil. Ce qui n'est pas le cas du régime civil. Le régime civil ne peut corrompre l'armée sans se corrompre lui-même. S'il réussit à corrompre l'armée, le pouvoir civil réalise un attentat contre lui-même. Les ministres, tenant leur parcelle de pouvoir du régime civil, sont à l'abri du vice et de la corruption, du malfaire. Ces derniers ne vouent pas leur obéissance aux caprices des armes au pouvoir. Ils n'ont point d'intérêt hors de l'intérêt général que le peuple souverain a librement délégué au chef de l'Exécutif. La présidence de la République exercée par une personnalité civile ne peut, elle seule, tenir en respect sans l'appui des lois tous les autres pouvoirs.

Cessons de confier la sécurité de nos biens et personnes aux personnalités à qui nous donnons aussi le partage de nos revenus, fruits de nos labeurs. Ne pas le faire, c'est déjà s'éloigner de la théorie de la séparation des pouvoirs, développée par Montesquieu. Le faire est le premier pas en vue d'expérimenter la théorie de séparation des pouvoirs qui paraît simpliste mais est d'une grande complexité d'application. J'épouse le précepte selon lequel « le pouvoir doit arrêter le pouvoir ». La fonction de légiférer doit être séparée de la fonction d'exécuter. Toutes les deux doivent être différentes de la fonction de juger, c'est-à-dire de trancher sur les conflits qui peuvent naître entre les citoyens eux-mêmes, entre les citoyens et l'Etat, entre les institutions. Personne ne peut être à la fois parlementaire et ministre, c'est-à-dire juge et partie, contrôleur et contrôlé.

La présence des militaires dans la fonction de l'Exécutif donne lieu aux mascarades de procès tenus dans le pays. Les procès de l'assassinat de Marien Ngouabi, de Jean Pierre Thystère Tchycaya, des disparus du Beach, du colonel Marcel Tsourou ont accouché d'une souris.

Dans les mêmes conditions, les procès qui interviendront demain, donneront les mêmes résultats. Nos armées jouent au mauvais jeu. Elles continuent à mettre en cause les décisions des juges. Oui la République est veuve de la justice.

LE LION, ROI DE LA FORET, TIRE SA FEROCITE DE LA PEUR

Depuis le coup d'Etat du 31 juillet 1968, le système militarisé mis en place aveugle, épuise, extermine, dévore, use, assoiffe, étouffe, asphyxie, gagne toujours et à tous les coups, gangrène, blesse, torture, tue, égorge, affame, empoisonne, avilit, terrasse, repousse, attaque sans répit, essouffle, appauvrit, récidive les maladresses, accable, malmène, surveille, épie, fiche, emprisonne, prostitue, corrompt, vole, pille, brade, spolie, détourne, confisque, persécute, opprime, prompt dans le mal. Il défie, paralyse, humilie, divise, oppose, oppresse, assiège, asservit, assujettit, harcèle, traque, menace, intimide, mord, intrigue, décrète, scelle et détourne le destin de la nation et de sa République. Il purge, radie, écarte et pousse à l'exil la jeunesse et les meilleurs de l'élite. C'est un système suffisant, autosuffisant, vengeur tout terrain, cassant, imprévoyant, imperceptible, avare et nombriliste, turbulent, impulsif, intrusif, autoritaire, vicieux, tentaculaire, barbare, géant, fort. C'est un bulldozer, un monstre aux mille gueules, sans cœur, sans humanité. Il multiplie les inconvénients et dérange la tranquillité du pays. Il punit les innocents, embastille les justes et renvoie les bourreaux. Il nargue les étudiants, balaie les syndicalistes, se délecte des hommes d'affaires mafieux, se moque des préoccupations des paysans, sacrifie des chaînes de générations, jette le bon grain et conserve l'ivraie, mêle le profane au sacré. Il ne souffre pas qu'on nomme son régime dictature.

Quand la malvoyance s'installe au pouvoir, la surdité l'accompagne. Le régime militariste n'écoute que les conseils de ses intérêts matériels. Il piège et pousse à la

faute, conspire avec brio, désinforme, choque et traumatise. Il est redoutable, terrible, dangereux, horrible, immonde, monstrueux, hideux, cynique, opportuniste, imposteur, usurpe le nom, les titres, les droits sans en avoir le mandat. Il tronque, fraude, triche, truande, achète les consciences, bourre les urnes, manipule ses résultats. C'est un mal abstrait, insaisissable, multiforme. C'est un système désastreux, impitoyable. Il encercle les villages, coupe les arbres fruitiers, brûle les cases, rançonne les passants et viole les femmes. Il a l'âme guerrière. C'est un engrenage tranquille en temps de paix. Il sait attendre et attaquer une opposition qui n'a jamais su, je ne dis pas attaquer, mais même se protéger. Il ne craint et n'écoute que lui-même : ni Dieu ni son peuple. Prison à ciel ouvert. Tout le monde y passe : les cardinaux, les évêques, les magistrats, les enseignants, les syndicalistes, les étrangers, les paysans, les sans-emplois, les sans noms, les illustres comme les vauriens. Oui il n'épargne personne, tout le monde y passe, les puissants comme les orphelins, les amis comme les ennemis. Tel un tsunami, il emporte tout sur son passage, le bien comme le mal. Il lance la foudre mais n'éclaire jamais. La nuit, c'est tous les jours.

Une autorité née de la violence s'alimente toujours de la violence et garde toujours sa nature despotique. Le régime de Brazzaville scandalise, extorque, théâtralise la cruauté, régénère en permanence la violence. A chaque étape du parcours, le régime d'exception de Brazzaville ouvre une brèche de violence pour prolonger l'état d'exception sans lequel il ne peut se maintenir au pouvoir. L'armée dite « *régulière* » est assistée par des milices étrangères et des gangs des quartiers populaires. On assiste impuissant à la violence

dans l'air par hélicoptère, la violence par voie terrestre. Les expulsions massives des étrangers sont orchestrées à outrance en vue de se ré-emparer du pouvoir, autrement, il serait très difficile de se maintenir. Dans la logique du régime du général d'armée, se ré-emparer du pouvoir veut dire renouveler cette terreur et cette crainte qu'il avait su inspirer à tous les Congolais au moment où il avait contraint à l'exil la quasi-totalité de la classe politique et s'était emparé du pouvoir. Autant qu'il peut, le régime frappe avec rigueur ceux qui, s'étaient opposés à son avènement. Aujourd'hui, tout est fait pour que le souvenir des châtiments de 1997 et 1998 ne s'efface pas.

Le peuple qui se sent traqué, tourne la tête à chaque instant. Le peuple tressaille au moindre bruit. Il a peur de tout, de la cloche qui sonne, d'un pneu qui éclate, des élections qui arrivent. L'idée d'un autre président que le général président le traumatise encore. Il est de la nature de l'âne de ne jamais boire d'eau claire. Il a l'habitude de frapper le sol du sabot avant de boire. Ses piétinements soulèvent de la boue et troublent l'eau. Il est de la nature du régime de Brazzaville d'étouffer les nobles aspirations montantes. Tout pouvoir qui ne lui est pas soumis se transforme fatalement en pouvoir ennemi. Le régime militariste de Brazzaville ne peut être défait par les moyens violents. C'est dans les consciences qu'il faut le vaincre. Il faut le croire pour le voir trébucher. Il y a un temps où le temps lui-même est au changement. Ce n'est pas ce régime politique qui fera que le Congo redevienne le pays où le ridicule tue. Il est trop malin pour être honnête. Le pousser à la sortie est l'unique solution.

Si nous ne le combattons pas, nous ne sortirons jamais de la famine, de la prédation, de l'abattoir, du séjour de mort, de la prison, de l'arbitraire, de la barbarie, de l'asservissement, de la censure et de la cacophonie institutionnelle. L'union fait fuir le lion. L'union est la seule stratégie : nous rapprocher, nous rassembler, nous unir et travailler ensemble et toujours ensemble en vue d'impulser le changement. Seule l'union, nous mettra à l'abri des politiques véreux. Seule l'union favorisera la victoire des plus faibles. Par la force des choses, l'ordre régnera et la prospérité avec. N'ayons pas peur. Le lion, roi de la forêt, tire sa férocité, établit sa royauté de la peur. Tout système est appelé à disparaître. Les puissants ont leurs points faibles. Les faibles ont leurs points forts.

AIDER L'ARMÉE POLITIQUE À SUSPENDRE SON ENVOL

Si imposante qu'elle soit, toute force est une médaille qui possède nécessairement un revers. Le général président le sait. Napoléon s'était fait emprisonné. Le cours des événements peut transformer la force en faiblesse et la faiblesse en force. Toute qualité s'accompagne d'un défaut, tout point fort implique un point faible que l'adversaire peut exploiter. Voilà une vérité intangible. L'animal le plus lent, la tortue est capable de remporter la course sur un lièvre imprudent. L'eau chaude ne reste pas toujours chaude. Cassons les noix pendant que nous avons encore quelques dents. Il faut saisir les opportunités qu'ouvrent les portes de l'Histoire. Le pragmatisme indique que tout doit être fait en temps opportun. On ne peut rien espérer des tyranneaux dévorés d'ambition et dépourvus de vision nationale. Leur projet ne reflète qu'eux-mêmes. Il n'est pas en phase avec les besoins des populations. Leur insouciance, leur méchanceté, leur violence et leur égoïsme est la lame de fond qui les emportera. « *Ba bik n. mu vuhusu !* », qu'ils laissent la pagaille. « *Ba kende na bago, ba kende na bago !* », qu'ils partent, qu'ils partent. « *Na dem, na dem !* », qu'ils partent, qu'ils partent, au nom de Dieu. « *Ni yi ni yi !* », qu'ils partent, qu'ils partent au nom de nos aïeux. Il y a peu de choix parmi les pommes pourries.

Le peuple qui ne veut pas de réformette imposera un changement radical et profond, un changement d'horizon, d'échelle et d'optique. Le peuple rejette l'idée folle de servir deux maîtres, coup sur coup. S'étant mis déjà au service du père, il condamne l'idée de céder le

fauteuil au fils. De même, il rejette la prétention des neveux, encore moins des tyranneaux.

L'expérience du père ou de l'oncle est un cauchemar. La chèvre et le chevreau broutent la même herbe. On reconnaît l'arbre par ses fruits. On ne peut pas rejeter les racines d'un arbre et ne pas rejeter l'arbre. Et comme ce qui est mauvais pour le peuple est bon pour la famille présidentielle, les fils et les neveux s'estiment dignes d'assurer et d'assumer la succession. Le peuple récuse l'alternance militarisée. Une telle alternance n'entraînera pas de révolution qualitative dans la façon de conduire les affaires du pays. Notre pays va mal et, les responsables de cette situation sont connus. Les meilleures têtes de l'opposition sont coupées. Le régime ne garde que les têtes colonisées. La raison en est que le général Sassou Nguesso Denis veut succéder au général Denis Sassou Nguesso. Cela n'étonne personne. Autrefois, il n'a pas été fidèle à la Loi fondamentale. L'homme n'a pas changé d'un iota. Aujourd'hui, la Loi fondamentale, sortie de ses mains, n'a plus son adhésion morale. Un carnivore ne devient pas aussi facilement un herbivore. Aucun tripatouillage n'a fait le salut d'un peuple. Le salut est dans le changement du système. Obéis donc à la loi, toi qui l'as promulguée.

L'alternance est une entreprise difficile. Ce n'est pas parce qu'elle est difficile qu'elle n'est pas possible. C'est parce que nous n'osons pas qu'elle n'est pas au rendezvous. A vue d'œil, les difficultés semblent insurmontables tant qu'on se contente de les regarder ; il faut y aller. Le plus long voyage commence toujours par un premier pas. Que brillent les Etoiles de la nation ! Qu'elles prennent les rênes des pouvoirs spirituel, économique et politique. Qu'elles préparent

l'avènement de l'Etoile de la bénédiction. Le peuple attend des politiques capables de cicatriser ses blessures et de résorber le chômage. Ce peuple s'adonne aux prières, implore Dieu de le délivrer de toute cruauté. Le changement qui doit se produire en 2016 ne peut pas être arrêté. Si le fleuve ne va pas là où le peuple veut aller, nous, membres de l'opposition, prenons l'engagement de nous battre pour changer le cours de ce fleuve. Dans cette entreprise, le peuple nous soutiendra. Il nous écoutera. Parce que notre détermination est intacte. Le peuple a compris que nous ne visons personne. En revanche, nous attaquons un système qui confisque les richesses de la nation. Notre credo est la répartition équitable des fruits de la nation. La justice en lettres d'or est notre projet politique.

J'exige le retour à un régime civil, la remise en bonne et due forme du pouvoir politique aux civils. Je ne suis pas dupe, les militaires opposés à ce retour résisteront, contre-attaqueront et ne lâcheront pas le morceau. On va les y forcer, on va les y aider. Nous serons vigilants : le mal est toujours en avance du point de vue de l'imagination sur le bien. Je vous rappelle les événements du 18 mars 1977. L'esprit de la lettre de l'ancien Président Alphonse Massamba Debat adressée au commandant Marien Ngouabi :

« Le citoyen conscient que je suis, l'homme politique que je n'ai jamais cessé d'être, l'homme d'Etat que vous avez forcé de partir par votre intransigeance, vous suggère, après mûres réflexions, que le moment est plus qu'opportun de démissionner. L'honneur d'un officier de votre rang est de respecter le peuple et non d'écouter aveuglément la voix de vos courtisans » (Jeune Afrique n°895 du 1^{er} mars 1978).

Les tractations entre le commandant président Marien Ngouabi et son prédécesseur Alphonse Massamba Debat avaient été interrompues par les officiers foncièrement opposés au retour d'un régime civil. Les deux personnalités avaient été assassinées entraînant dans le sillage des potentiels concurrents. Je suis persuadé que le sang sera la réponse de l'armée à ce projet de reprise de la direction de la chose publique par les civils. Mon doigt est le plus petit de la République. Il n'est soutenu par aucune force militaire. Je ne puis m'empêcher de le hisser aussi haut pour mettre en garde l'armée et sa tentation de vouloir mille fois de plus verser le sang sacré du peuple. J'épouse entièrement l'esprit de la lettre du feu président Alphonse Massamba Debat. Après mûres réflexions, je reprends le flambeau là où nombreux ont renoncé. Je pense en conscience que le moment est plus qu'opportun de voir l'armée se retirer en toute responsabilité de la scène politique.

Je suis farouchement hostile au régime militaire, mais je ne manifeste mon hostilité ni par le plastic, ni par les mitraillettes, ni par les tracts séditions, encore moins par le mensonge. Je dépeins une situation insupportable afin qu'on passe à autre chose : le bien de tous. Un gouvernement qui pense à tout, qui pense à tout le monde et qui travaille au profit de tout le monde. Mon combat est politique. Mon obsession est de neutraliser la capacité de nuisance du régime militarisé de Brazzaville, de détruire son venin avant qu'il ne soit trop tard. Je ne crois pas que le pire est derrière nous. Je crois qu'il peut revenir. Le peuple a vécu des choses inimaginables. Bien entendu les producteurs de ce chaos ne l'ont pas vécu. Cela va de soi. Puisqu'ils étaient dans leurs palais. Ils étaient devant leurs postes téléviseurs. C'était la télé-réalité. Ils étaient devant et

sont toujours devant. Celui qui lance une pierre ne la reçoit pas. Crie celui qui l'a reçue.

Je rappelle que les pierres lancées ont effectivement touché des populations entières. Je certifie que le peuple est effectivement meurtri et blessé. On ne s'amuse pas avec un animal traqué et blessé. Sur une tête qu'on a blessée, on ne revient pas enlever les poux. Il vaut mieux quitter la rivière quand ses eaux sont encore au niveau du cou. Quand j'étais petit, il y avait une histoire que j'aimais bien. C'est l'histoire du petit garçon qui aime crier au loup. Il vaut mieux crier au loup plus-tôt que trop tard. Et moi je préfère crier plustôt que trop tard. On ne tire pas des coups de fusils aux idées. S'il est facile de fusiller un homme, en revanche, la fusillade de ses idées est impossible. J'interpelle les membres du régime de Brazzaville que leur conscience est face à celle du peuple. C'est du peuple que sortiront en 2016 les nouveaux dirigeants.

LES RICHESSES DU CONGO RECLAMENT LE PEUPLE CONGOLAIS

Je me bats pour une vie meilleure pour tous. Je ne parle pas de l'homme en général. Nul ne sait ce que l'homme en général veut bien dire. Je parle de la prise en compte de chacun, en commençant par les plus faibles, pour être sûr de n'oublier personne. Je plaide pour le plein développement de tout l'homme et de tout homme. L'homme n'est pas seulement l'objet de la vie sociale, il en est le sujet, le fondement et la fin. A mes yeux, les différences de sexe, de l'âge, d'ethnie, de force, de handicap, sont estimables. Elles constituent toute notre richesse. Bien cordonnées, elles permettent le développement de chacun et de tous. Les politiques doivent promouvoir le bien de tout le monde, le bien de tous et pas seulement le bien du plus grand nombre. Les politiques qui se préoccupent du bien du petit nombre ne survivent pas à leur génération. Elles ne restent pas longtemps dans la mémoire collective. Leurs œuvres tomberont en pourriture.

Je sais qu'aucune œuvre humaine n'est parfaite. Il n'est jamais facile, dans la préoccupation du « *nous-tous* », de penser effectivement à tous. C'est pourquoi, la vigilance sera notre tableau de bord, je dirai, notre thermomètre pour prendre la température du peuple. Sans vigilance, il est difficile de garantir la protection des couches les plus fragiles. Une attention particulière sera accordée aux orphelins. Il n'y a pas pire que de ne pas avoir de père et de mère. Soixante pour cent des enfants de la rue n'ont ni mère, ni père. Ils n'ont ni toit ni feu pour se réchauffer. Priorité aux jeunes mères qui se débattent toutes seules à nourrir leurs bébés. Aux yeux d'une

mère, un bébé est ce qu'elle a de plus précieux. S'occuper des jeunes mères est une priorité morale. Tout régime, quel qu'il soit, qui par des promesses fallacieuses, encourage les citoyens à procréer des enfants dont il n'assure ni logement ni avenir, ne mérite que mépris. Le pays est coincé dans le toujours plus de naissances, le toujours moins de politiques publiques de prise en charge, et le toujours plus de pauvreté. L'immaturation des politiques publiques a pour cousine la paupérisation du peuple.

Le bien commun, c'est le bien de « *nous-tous* », ce n'est pas l'intérêt général, lequel pourrait supporter le sacrifice du plus faible. Il importe de défendre et de protéger le bien de tout Congolais, présent et à venir. Le bien de « *nous-tous* » est, pour notre part, constitué de ma famille comme de votre famille, de la famille de mes amis, comme de la famille vos amis, de la famille de mes voisins, comme de la famille vos voisins. Le bien de « *nous-tous* » est composé de tous les groupes intermédiaires. Il s'agit, en l'occurrence, des enseignants, des militaires, des religieux, des écoliers, des paysans, des commerçants, des politiques, des magistrats, des jeunes enfants, des jeunes adultes, des adultes, des personnes du troisième âge. Tous forment notre communauté sociale. Je ne parle pas d'un bien qui existerait indépendamment de chacun d'entre nous. Ce n'est pas un bien recherché en lui-même, mais pour toutes les personnes qui font partie de notre communauté sociale. Il nous faut respecter, tout à la fois, le singulier de chacun et le commun de l'ensemble. Le collectif propre au bien commun n'apparaît pas comme une perte d'individualité mais, bien au contraire, comme une manière de s'épanouir en se mettant au service d'un

projet commun. Mon bien ne doit être indépendant de celui des autres. Votre bien ne doit pas être isolé, ni être écrasé par celui des autres. Le bien des autres doit aussi respecter votre bien. Le bien de chacun ne doit jamais entrer en contradiction avec le bien de « *nous-tous* ». Il ne doit jamais comme c'est le cas aujourd'hui confisquer les fruits des richesses nationales. Je nous souhaite santé, paix et prospérité.

Le bien commun, c'est le bien de nous-tous et le nous tous c'est le bien commun. Dans le nous- tous, la part de chacun cesse d'être aléatoire, elle est garantie. Le nous-tous c'est l'entre nous, le tous ensemble, le nous-mêmes. Les autres, ce sont les autres nous-mêmes et l'autre, est l'autre moi-même. L'autre est l'autre vous-même. Le Congo est une totalité. Il est indivisible. La République peut disparaître, le Congo survivra. Le Congo est notre chez nous. Il est notre maison, notre espace vital. Le nous tous n'indique pas autre chose que le vivre ensemble, le mourir ensemble, le perdre ensemble et le gagner ensemble. La gouvernance civile de demain doit être capable de marier réponses individuelles et réponses collectives, l'intérêt collectif et l'intérêt individuel, solidarité collective et équité individuelle. Mettre le moi individuel dans le moi collectif et inversement. Chacun pour tous, tous pour chacun. Le tous en un où chacun se sent en sécurité. Tous, au service des uns et des autres. Le régime militaire de Brazzaville a divisé pour régner, le régime civil de demain unira pour gouverner. Un autre Congo est possible. Il faut penser le Congo non pas de façon conflictuelle comme c'est le cas aujourd'hui, mais de façon relationnelle et inclusive.

Le nous tous est une chaîne de convictions et de persuasion, une chaîne de droits et de devoirs, une chaîne pour l'égalité et la fraternité. On peut s'opposer, on peut être des adversaires sans être des ennemis. Le nous tous est fondé sur le caractère interchangeable des idées. On croit aux vertus du dialogue. Si on ne se parle pas, on ne se combat pas, on se tolère. Nul n'est au-dessus de la loi. Peu importe ce que nous sommes, peu importe ce que nous avons été, nous sommes tous égaux devant la loi. On ne peut pas léser un des nôtres sans se léser tous, sans se léser soi-même. Le nous tous est une chaîne de fraternité, de tolérance, de souplesse, de quiétude, de courtoisie, de modération, de pondération. Une chaîne de vénération de nous-mêmes. Une chaîne de cohésion face à l'adversité. Dans la vie, on a tous besoin du concours d'autres personnes car il existe une multitude de tâches que l'être humain ne peut entreprendre seul ou par lui-même. Quels que soient nos biens, nos capacités, nos compétences ou notre statut, nous avons tous et de tout temps besoin de l'autre. Le nous tous est une chaîne de liesse partagée et de malheurs communs. Le nous tous répond avant tout au projet de Bien vivre collectivement, en fonction des règles de justice. Il est un espace pour assurer nos besoins et notre sécurité.

Mon général d'armée, le peuple ne demande pas grâce. Le peuple ne réclame pas une faveur. Le peuple réclame un droit. Ne confondez pas faveur et droit. Les richesses du Congo ont besoin du peuple congolais. Et le peuple congolais a besoin de jouir des richesses du Congo. L'équation est simple à résoudre mais à cause des politiques irresponsables, inhumaines et injustes, elle devient trop complexe. Le diagnostic est clair : le loup

est dans la bergerie. Tout gouvernement est une bénédiction pour le peuple, s'il est bien administré. Mal administré, il devient l'incarnation du Mal fondamental. Je me méfierai toujours et avec vigueur des politiques qui alimentent la malvie.

Mon général d'armée, quand il y en a pour une personne, il y en a pour deux. Quand il y en a pour deux, il y en a pour trois. Quand il n'y en a pas pour un, il n'y en a pas pour deux. Quand il n'y en a plus pour personne, il n'y en a plus pour personne. Il faut raisonnablement, logiquement en convenir. Or votre régime n'a jamais été de cet avis. Votre entourage soutient le fait que lorsqu'il y en a pour eux, il n'y en a pas pour les autres. Votre choix est de ne rien laisser aux autres. C'est vrai : celui qui n'offre rien du trop qu'il a, n'offrira rien du peu qu'il aura. Mes amis, vous ne pouvez plus continuer à bafouer les principes de partage et de solidarité qui fondent notre culture plusieurs fois millénaire.

Je veux que la barbarie cesse de nous narguer. Les obstacles, quels qu'ils soient, peuvent être surmontés. Dans l'œuvre du bien, il ne nous faut jamais baisser les bras, garder l'esprit de rigueur et de combativité. Nous appartenons à une tradition politique qui n'abandonne jamais un combat politique juste. Ce n'est pas par hasard que Brazzaville est capitale de la France libre. On n'enchaîne pas un peuple dont les ancêtres s'étaient battus pour la liberté. Il n'y a pas de liberté pour les ennemis de la liberté. Le peuple relève toujours la tête et finit tôt ou tard par reprendre la main pour recréer une société d'hommes d'honneur.

L'ARMÉE, UNE INSTITUTION DIVISÉE ET AFFAIBLIE

Tant que l'armée persistera à rester à la direction politique du pays, les règlements de comptes sanglants en son sein ne s'arrêteront jamais. Les divergences de vue, suivies d'une lutte d'influence, avaient opposé le Président de la République, le commandant Marien Ngouabi et son chef d'état-major, en l'occurrence, Joachim Yhombi Opango, tous les deux originaires de la même région. Dans un premier temps, la partie s'était faite à l'avantage du commandant Ngouabi. Le colonel Yhombi fut exclu du parti, limogé du gouvernement et écarté des activités militaires. Il fut nommé directeur général de la Régie Nationale des Travaux Publics (RNTP). Le 18 mars 1977, le Président de la République, le commandant Marien Ngouabi est sauvagement assassiné.

Par ailleurs, le successeur de Joachim Yhombi Opango au poste de chef d'état-major général des Armées, le capitaine Henri Ondziel-Bangui subira à la différence près le même sort. Le 27 septembre 1974, accusé par Marien Ngouabi d'avoir fomenté un « *petit coup d'Etat* », le capitaine Henri Ondziel-Bangui sera destitué, dégradé au rang de combattant de deuxième classe et rayé des cadres des forces armées. Au cours de cette période, les cadres militaires qui brillaient par leur opposition au marxisme étaient remis à la disposition de la fonction publique ou licenciés, selon les cas.

La politisation des forces armées a exacerbé des antagonismes régionaux. La majorité des généraux sortent d'une seule région. Aucune valeur militaire ne pourrait justifier une telle concentration régionale des généraux. De cette armée, on a vu des officiers plus

gradés être sous le commandement des officiers subalternes. Des pratiques qui vont à l'encontre de la méritocratie. Les mêmes pratiques traversent tout le corps de la société.

L'échec du coup d'Etat du 23 mars 1970 dirigé par le lieutenant Pierre Kiganga contre le régime du commandant Marien Ngouabi se solde par la dissolution de la Gendarmerie. Plus de deux décennies se sont écoulées pour que les gendarmes soient de retour. Cette dissolution a renforcé la tyrannie militaire. La nature ayant horreur du vide, les missions de la Gendarmerie furent transférées à l'armée. Or à l'inverse de la Gendarmerie, l'armée n'a pas vocation à être l'auxiliaire des administrations civiles, judiciaires et militaires. Seule la Gendarmerie a mission de travailler au profit de tous les ministères. Le gendarme fait respecter, dans les moindres détails, l'autorité de l'Etat. La Gendarmerie assure les missions judiciaires et administratives. Le maire fait appel à elle vingtquatre heures sur vingt-quatre. Les gendarmes constatent les infractions, recherchent et interpellent des auteurs d'infractions à la loi pénale. Sans ce préalable, aucune enquête judiciaire ne peut être objective. L'huissier de justice fait appel aux gendarmes pour faire exécuter sa décision [...]. Les gendarmes sont responsables de la sécurité publique, du maintien de l'ordre, de l'assistance, du secours et de la circulation routière. L'absence de tradition gendarmique continue à coûter cher à la République.

En octobre 1979, le colonel président, Denis Sassou Nguesso épure plusieurs officiers de l'Armée. Il s'agit des lieutenants colonels : Ondoko Henri, Ebaka Jean Michel ; du commandant : Niombela-Mambou Joseph ; des capitaines : Mathey Léon, Kodia Jean Pierre,

Nsouna Gabriel, Motondo Mongo Yves, Okongo Nicolas, Bikinkita Philippe, Massamba Diba Michel, Ouamba Robin, Souza Sayeto Sébastien ; des lieutenants : Itoua Daniel, Ganga Landry ; Nkouta Daniel ; des sous-lieutenants : Branco Antoine, Kodja Marc, Tsiba Gabriel, Okombi Itoua, Makino Jean Claude, Itoua Jean Claude, Mbengo Jean Pierre. Aspirant Bérékibaré Aloïse. Leur chef de file, le général de brigade Joachim Yhombi Opango est rétrogradé, au rang de combattant de deuxième classe. L'ancien chef de l'Etat est en outre radié des contrôles de l'armée active, pour haute trahison. L'ancien président est accusé d'avoir entretenu un parc zoologique regorgeant des espèces rares et d'avoir importé un lit rotatif.

Les termes de radiation précisent que les épurés sont mis à la disposition de la fonction publique pour emploi, sauf dans les services relevant du ministère des finances et de l'information, des postes et télécommunications. Autrement dit, les radiés peuvent intégrer les ministères des affaires sociales, de l'agriculture, de la pêche, de l'élevage, de l'artisanat, des eaux et forêts. Mais en aucun cas, ils doivent être en contact avec les finances et l'information. On comprend dès lors les motifs pour lesquels le régime militarisé du général d'armée refuse de distribuer de manière équitable les richesses de la nation. De peur qu'il soit balayé, il est contraint de placer à tous les postes des services de renseignements militaires et civils les cadres d'une seule région. De cette politique est née d'une part des régions milliardaires et d'autre part des régions paupérisées. L'argent et l'information permettent de manipuler, de désinformer tout ce qui est étranger au régime soldatesque de Brazzaville.

Au début des années quatre-vingt-dix, le leadership politique du général d'armée est mis à mal. Les rescapés des militaires vaincus dix ans plus tôt reviennent en force sous la bannière du premier général de la République, l'ancien président Joachim Yhombi Opango. En effet sous la présidence de Pascal Lissouba, le général Joachim Yhombi Opango devient Premier ministre. Dans la foulée, il annonce la radiation de l'armée de soixante-dix-sept militaires et policiers pour abandon de poste et désertion dont le général Jean Marie Michel Mokoko, les colonels Pierre Oba, Alphonse Ondongo, les lieutenants colonels Pantelin Engbangao et Bonaventure Engobo. Les commandants Moïse Eckomband et Louis Marie Opa. Les capitaines Philippe Osseté, Michel Ondaye, Jean Jacques Ossibounia et Alphonse Mbossa. La plupart des radiés sont des originaires du Nord dont des très proches de l'ancien chef de l'Etat, le général Denis Sassou Nguesso. Si par ces radiations, le général Joachim Yhombi Opango rend la monnaie au général Denis Sassou Nguesso qui l'avait radié de l'armée en février 1979, le nouveau chef de l'Etat Pascal Lissouba tente quant à lui d'avoir une marge de manœuvre face à une armée régionalisée et contrôlée exclusivement par son prédécesseur le général Denis Sassou Nguesso.

Aujourd'hui, le premier général de la République Joachim Yhombi Opango est à la retraite. Sous peu, le général Denis Sassou Nguesso le rejoindra. Derrière eux, ils laissent une armée délabrée, accoutumée à s'incruster dans les bars dancing, programmée à s'acharner contre le peuple et ses institutions. Il est de la responsabilité de la génération politique montante de mettre sur pied une armée républicaine, déprogrammée de la violence gratuite, fière de retrouver ses nobles

missions de protection de la population, de ses biens et de la défense du territoire national. Gouverner, c'est prévoir. Ce n'est pas le jour de la chasse qu'il faut dresser un chien. Nos forces armées ont besoin des réformes réfléchies, construites et structurées en vue d'être à la hauteur des défis qui menacent notre pays et la sous-région.

L'armée déchirée par les rivalités de tout genre n'offre qu'une unité de façade. Plutôt, cette unité n'a qu'une valeur négative. Le spectacle est désolant. Le 16 décembre 2013, le général d'armée a mobilisé des engins lourds, des hélicoptères militaires, emportant des vies humaines, paralysant toute la ville afin de neutraliser l'ancien secrétaire adjoint du Conseil de sécurité de la République le colonel Marcel Tsourou. Le conflit rappelle celui de 1986-1988, le déploiement à Ikongono de l'armée du général Sassou se solda par la mort du capitaine Pierre Anga, un ancien membre du Comité Militaire du Parti.

NOTRE DEVISE : UNE INSTITUTION, UNE PLACE

Dans une République, chaque institution a une place et une seule. La maxime « le pouvoir arrête le pouvoir » veut simplement dire : il est efficient et judicieux que chaque institution joue le rôle qui lui est assigné par la Constitution. Chaque pouvoir est un contre-pouvoir. Avec l'armée au pouvoir, le pouvoir législatif cesse d'arrêter les abus du pouvoir exécutif. En réalité, un pouvoir exécutif militarisé place ipso facto aux arrêts tous les autres pouvoirs. Les parlementaires ne peuvent contrôler l'Exécutif qui est le patron des administrations civiles et militaires. Quand les moyens de contrôle sont entre les mains des militaires qui se sont emparés de l'Exécutif, les autres pouvoirs font du surplace, deviennent des pantins, je veux dire, des strapontins. Les parlementaires ne peuvent auditionner en bonne et due forme le trésorier payeur général, le directeur du Budget. En effet, ces fonctionnaires ont pour patron un grand frère bourré d'armes.

Il n'est pas bon de mélanger les pouvoirs. En usurpant une place qui n'est pas la sienne, notre armée a commis une faute très grave. La Constitution lui attribue un rôle difficile qui est la défense de la patrie. Tant que cette imposture ne sera pas résolue, le pays sera condamné à vivre dans une croissance négative marquée avant tout par une carence dans le domaine des besoins fondamentaux. Le pays manquera de nourriture et d'eau, de vêtements, de soins de santé et de logements de qualité.

Notre obsession : mettre de l'ordre et toujours de l'ordre dans la maison de l'Etat. Que chaque institution ait une place et une seule. Les permutations des rôles, des

missions, des fonctions et des statuts brouillent les cartes et créent une cacophonie institutionnelle. Un big-bang qui dérègle tout, et fait courir au pays de gros risques. Ainsi le pays manque de cap et les esprits créatifs ne peuvent suivre. L'armée ne peut être au four et au moulin. Elle a à choisir. Si elle choisit la gestion de la cité au lieu de la défense de cette même cité, le peuple en tirera pleinement les conséquences. Ce qui vaut pour l'armée vaut pour les autres institutions. Nos magistrats, ne peuvent se présenter à l'audience, habillés en tenue militaire. Les membres du Conseil constitutionnel, organe chargé de se prononcer sur la conformité des lois, siègent au gouvernement ou au parlement. Qu'adviendrait-il si en cas de vacance du pouvoir, le président de ce Conseil réclamait la présidence de la République ?

La confusion au sommet de l'Etat génère le désordre social. Lorsque les militaires rempliront pleinement leurs missions, les institutions de l'Etat seront plus performantes. Moins inquiété, le patron de l'Exécutif, en l'occurrence, le président de la République sera pleinement dans l'exercice de ses fonctions. La cacophonie introduite par l'armée depuis son intrusion dans le champ politique affaisse l'Etat. L'absence dans le pays des hommes d'Etat n'a pas d'autre explication que celle-là. Sans les hommes d'Etat, la raison d'Etat n'existe pas. Or sans raison d'Etat, l'Etat n'est qu'un corps sans âme. La nation ne respire pas, son cœur est bloqué, le peuple suffoque. Le pays se sous développe. Voilà, la situation chaotique dans laquelle nous sommes. Tant que cette situation restera inchangée, les alternances, la succession des hommes ne produiront jamais de mieux être dans le pays.

Le siècle précédent a été un siècle d'ingurgitation et de confusion des mots et des idéologies. L'ingurgitation et la confusion continuent. Autrefois, c'était le marxisme,

106

aujourd'hui, c'est la démocratie. La dictature de l'uniformisation est une faute. Le monde n'est pas un, il est pluriel. Le monde ne dansera pas avec un seul pied. Non plus, il ne marchera avec un seul pied. Le Congo marchera. Mais il ne marchera pas avec les pieds des autres. Il marchera avec ses propres pieds. De la démocratie, parlons-en. Dans notre pays, la démocratie n'existait pas sous la forme d'Assemblée nationale où l'individu était représenté par des élus désignés par un vote. On s'exprimait par groupe, par communauté. Par « *mvila za ma kanda* », un individu était une totalité ; il était présence d'un groupe miniaturisé. Ainsi tout le monde avait un droit à la parole. Même l'étranger trouvait justice dans la cour des notables.

Je propose que la dynamique des groupes « *d'antan* » soit intégrée dans la gestion politique. L'idée de base est de distribuer le pouvoir au maximum pour que chaque communauté en ait un morceau et se sente partie prenante. Mettons sur pied des mécanismes constitutionnels par lesquels le pouvoir politique sera largement partagé entre différentes composantes de l'unité nationale. Il est dangereux de ne pas reconnaître la force du pluralisme ethnique, la conjonction d'identifications diverses. Il importe que le président de la République soit entouré par des conseillers diplômés des grandes universités mais aussi par des détenteurs de notre sagesse, les piliers de nos traditions.

PLAIDOYER POUR UNE ALTERNANCE POLITIQUE DECOMPLEXEE

En France, après la révolution de 1789, l'équilibre politique sera difficile, long à trouver, il faudra près de deux cents ans pour stabiliser l'édifice politicoinstitutionnel. La révolution marque une rupture essentielle et le début d'un mouvement constitutionnel qui va, petit à petit, instaurer la République. Du génie des hommes naissent les Constitutions stables. Constitutionnaliser un pays est une entreprise difficile. Personne n'a le droit de la sous-estimer. Semer la bonne graine constitutionnelle est fruit de circonstances et du génie des hommes politiques. L'urgence est d'extirper les couteaux du jeu politique. Autrement aucune Constitution ne résistera aux caprices des partis politiques et du chef de l'Etat. La politique est une science expérimentale qui ne compte qu'avec les faits. Ce n'est donc pas la limitation des mandats qui dote le pays d'une « *bonne Constitution* ». L'alternance est la mise en évidence d'un rapport de forces favorables à l'opposition et défavorables au régime au pouvoir. En respectant scrupuleusement les règles du jeu, tout homme politique a droit d'exercer autant de mandats qu'il souhaite pourvu qu'il en ait la force, l'intelligence ; pourvu que le rapport de force politique, sans armes, lui soit favorable. Telle est présentement notre proposition. Sur un bateau à la dérive, n'est-il pas plus urgent de se préoccuper des moyens d'éviter un naufrage que de s'interroger sur l'âge du capitaine, encore moins sur la distance qui reste à parcourir ?

Attention au mirage de l'alternance ! L'instabilité ministérielle vaut mieux que l'instabilité présidentielle.

Il est important de réfléchir mille fois avant de se prononcer pour le changement à la tête de l'Etat. Avec un pouvoir qui change à tout moment, on peut assurer la paix du jour, mais non la sécurité du lendemain. Si la stabilité manque au pouvoir, l'ensemble de la société l'en ressent. Notre pays doit assumer et accepter une forme de stabilité à la tête de l'Etat surtout si cette tête fait bien son job.

Le pays a besoin d'une Constitution qui doit capter la foudre afin qu'elle ne tombe pas sur le peuple ou sur trop de gens à la fois. Il est pressant de cesser de nous laisser impressionner par les cours de morale politique des pays qui se considèrent supérieurs aux autres. Comme si importer leur Constitution suffit à juguler les crises. Tout est dans le jeu politique, c'est la qualité du jeu politique qui rend possible l'alternance. Le rythme, voire la cadence du jeu ne peut venir des autres. Le « *je* » fait le jeu, donc l'enjeu ; ce sont les joueurs qui font le match, les autres ne sont que spectateurs. N'invertissons pas les rôles. Ne nous embarquons pas aussi facilement dans les modèles politiques des autres. La gestion du temps politique (mandat des députés, du président de la République) peut être différente de celle de nos voisins, pourquoi pas du reste du monde. C'est à nous de choisir ce qui est convenable. Nos convenances politiques devraient porter nos empreintes.

Le débat est ouvert, que chacun apporte sa contribution. A ce débat, l'armée n'y est pas *persona grata*. L'armée française ne participe pas aux débats politiques. Sinon elle aurait déjà donné son avis sur le pacte de responsabilité annoncé le 31 décembre 2013 par le président François Hollande. Même en temps de guerre, les diplomates ne négocient pas avec des mallettes bourrées d'armes. « *Ce n'est pas pour faire genre* » que je

m'insurge contre la présence des militaires sur la scène politique. Avec les militaires, la qualité du jeu politique ne peut pas émerger. Ils ont trop de facilités pour bloquer la dynamique du changement. Quand un jeu cesse d'être dynamique, c'est le statu quo, le conservatisme. En cas de vacance du pouvoir, aucune institution chargée d'assurer l'intérim ne pourra émerger. L'assassinat du commandant Marien Ngouabi le 18 mars 1977 nous en donne la preuve. Thystère Tchicaya, le successeur statutaire, avait été écarté par l'armée. De même au congrès de février 1979, le candidat civil, le même Thystère Tchicaya est contraint de se retirer. Les deux militaires, Yhombi Opango et Sassou Nguesso se retrouvent face à face. Le duel s'est dénoué en faveur du second. Avec les militaires dans la course présidentielle, les politiques ne sont plus égaux devant les urnes. Le pays n'est pas gouverné mais tyrannisé.

Aujourd'hui, sommes-nous sûrs qu'en cas de vacance de la Présidence de la République par décès, démission ou toute autre cause d'empêchement définitif, les fonctions de Président de la République seront provisoirement exercées par le Président du Sénat ? Je n'y crois pas. La cacophonie prendra toujours le dessus sur les évidences textuelles de la Constitution de 2002. Dans un contexte intérimaire, la Constitution reste fragile. La République est dépourvue de coutume intérimaire du pouvoir. Tout est ouvert. Le troisième larron plus militarisé que les autres corps militaires prendra allégrement le pouvoir. Ce sera le chaos, tous les baobabs tomberont.

En France, Alain Poher, président du Sénat (1968 à 1992) s'est chargé d'assurer par deux fois, la continuité de l'Etat, assumant alors la fonction de président de la

République française par intérim, dans un premier temps en 1969, à la suite de la démission du président Charles de Gaulle, puis dans un second temps en 1974, à la suite du décès du président Georges Pompidou. Le premier intérim permit l'élection de Georges Pompidou et le second l'élection de Valéry Giscard d'Estaing. Dans la négociation et sans les armes, la France a réussi patiemment à faire de l'intérim une spécificité sénatoriale. Les choses ne coulent pas de source. Il y eut des remises en cause qu'Alain Poher a dû gérer comme tel et s'est imposé pour remplir sa mission intérimaire. Au Congo, si l'on ne s'y prend pas à temps, la prochaine succession sera plus meurtrière qu'on ne l'imagine. Les forces armées, en se politisant, ont placé le pays dans une catastrophe prévisible. La paix n'y est que factice.

Le régime présidentiel pourrait être le meilleur des régimes. Parce qu'il est en symbiose avec notre culture. Dans la conception et dans la pratique, les constitutionnalistes et les politiques chargés d'animer la Constitution, devraient éviter deux écueils. Le premier est de se garder de la tentation de constitutionnaliser une vice-présidence de la République. Le second est d'éviter de doter le pays d'une Constitution qui déboucherait au gré des votes des députés sur une cohabitation à la française des années Mitterrand et Chirac. Sur une peau de léopard, il n'y a de place que pour un seul homme ou une seule femme.

CHOISIR ENTRE UN PSYCHOPATHE MILITAIRE ET

UN PSYCHOPATHE CIVIL

Dans son ouvrage, *Le Manguier, le Fleuve et la Souris*, le général d'armée écrit : « *Le pouvoir, quand on vous le confie, c'est une chose étrange. Il peut décupler vos forces, vous éblouir, vous rendre fou ou, au contraire, terriblement pessimiste. Il peut même rendre intelligent, on l'a vu ! Mais qui que vous soyez et quoi que vous fassiez, il vous met face à vous-même. Sans pitié* ». On peut réinterpréter ce texte et dire l'exercice du pouvoir politique est un couteau à double tranchant ; il bonifie, tout comme, il momifie.

Dans ma jeunesse, je me souviens d'une phrase qui revenait souvent au cours de nos conversations avec les soldats qui gardaient ma grand-mère fondée de pouvoir à l'Assemblée nationale : « *même en slip, l'ordre donné par le Président de la République reste un ordre* », c'est-à-dire, il trouve obéissance immédiate. Il n'y a point d'ordre différé venant d'un chef de l'Etat. Cette formule paraît vulgaire mais est fortement significative. Faisons attention aux hommes à qui nous confions notre destinée. On ne contourne pas un chef de l'Etat. Une fois accédé à la magistrature suprême, les dés sont jetés. Il n'y a plus de révision en cours de mandat.

Dans mes lectures, j'ai été marqué par la présidence française de Paul Deschanel qui aurait reçu un ambassadeur complètement nu. Un événement, surtout, va faire rire toute la France : le fameux épisode de sa chute de train du 23 mai 1920. Parti à 22 heures de la gare de Lyon, à Paris, pour aller inaugurer un monument

aux morts à Montbrison, dans la Loire, Deschanel tombe en cours de route, non loin de Montargis (Loiret). Seul dans son compartiment au moment de l'accident, personne ne se rend compte de son absence. C'est un garde barrière qui découvre le président marchant le long des voies en pyjama ! Le dialogue entre les deux hommes a des allures de vaudeville : « *Mon ami* », lance Deschanel, « *cela va vous étonner, mais je suis le président de la République* ». « *Après tout, c'est bien possible, vous avez les pieds propres* », lui répond l'employé des chemins de fer.

Le 10 septembre 1920, il est surpris en train de se baigner à demi-nu dans les bassins du château de Rambouillet ! Onze jours plus tard, Paul Deschanel démissionne. Aussitôt après sa démission, l'ancien président est interné dans un centre psychiatrique de Rueil Malmaison, en région parisienne. Puis il part en convalescence dans deux maisons de repos, d'abord en Normandie, puis à Rambouillet. Un autre jour, il entreprend de grimper comme un singe aux arbres du parc. Mais avec le temps, et les traitements, son état s'améliore.

J'ai tenu à raconter cette histoire en tant qu'elle pose publiquement la question de la psychologie de tout président de la République. Paul Deschanel souffrait de réels troubles mentaux se manifestant par des « *pertes de conscience* » à éclipses. C'est un trouble du comportement notamment accentué par une dépression qui s'est emparé de Paul Deschanel à la présidence de la République française et l'a amené à des gestes saugrenus. Les présidences d'égarement, il y en a eu à travers le monde. Et notre pays a été moyennement bien servi en la matière.

A l'heure où une nouvelle génération est décidée à entrer en politique, il est judicieux et même important de s'interroger sur la psychologie de tous ceux qui désirent s'occuper de la gestion de la cité. La solution n'est pas ailleurs que dans la nature même du pouvoir.

Le pouvoir rend fou ou peut rendre fou, a-t-on appris des écrits du général d'armée Denis Sassou Nguesso. Il n'est donc pas judicieux de le confier aux militaires ou à l'un d'entre eux. Une folie venant d'un officier, président de la République, est plus cataclysmique que toute autre. Une spirale dépressive d'un officier au pouvoir entraînera tout le pays dans l'œil du cyclone.

Si les militaires se retiraient de la scène politique, les civils, à forcer d'exercice, finiront par développer une qualité de jeu politique. La République sera à l'abri des plaies qui pourraient prendre corps dans le corps du chef de l'Etat garant de la Constitution. Le peuple souverain n'admet plus un jeu où certains sont plus armés que les autres. Je mets à défi tous ceux qui pensent le contraire. Je suis convaincu du fait que le maintien de l'armée au pouvoir est une infection de la conscience républicaine.

Dans notre pays, lorsque les civils sont au pouvoir, les complots de l'armée sont des opinions ; lorsque l'armée est au pouvoir, les opinions des civils sont des complots. Le chef de l'Etat civil a une peur bleue des forces armées qui peuvent revenir à n'importe quel moment au pouvoir. Le chef de l'Etat ressemble à ce père de famille dont le domicile est visité quotidiennement par des brigands. En 1992, pour contrebalancer la fibre subversive de l'armée, le Président Pascal Lissouba, manquant de sang-froid, est tombé dans le piège de

création des milices. L'armée doit être exemplaire, tenir des engagements fermes de ne plus jamais toucher à la politique et respecter cet engagement. La solution est là. Au fond d'un régime militaire, il y a la fatalité. En revanche, au fond d'un régime civil, l'espoir est possible

ATTENTION AUX COSTUMES INSTITUTIONNELS DES AUTRES !

Le défi est de trouver une forme d'organisation politique qui corresponde à nos us et coutumes. Nous avons suffisamment importé et expérimenté le modèle de développement et de démocratie des pays occidentaux. Notre élite doit désormais penser, agir et construire en tenant compte de notre « *noumène* ». Ainsi elle apportera des réponses adéquates aux déviances institutionnelles qui minent le vivre ensemble. Il est suicidaire de continuer à magnifier des institutions qui ne portent pas notre Être, je veux dire, notre symphonie et notre vibration. Comme nous le recommande le professeur Joseph Ki-Zerbo, il est temps que nous cessions de « *dormir sur la natte des autres* ». Une maison équipée avec les meubles des autres est une maison vide. On ne possède réellement que ce qu'on a gagné par son travail. Tout le reste appartient aux autres : ils le réclameront au premier malentendu.

Le salut des peuples est personnel. Le développement est au prix de la fabrique de notre propre natte. La natte des autres, c'est la matérialisation de leur savoir être, de leur savoir-faire, de leur savoir vivre et de leur savoir dire. Notre savoir être, notre savoir-faire, notre savoir vivre et notre savoir dire sont consubstantiels à notre être. Il n'est pas ailleurs ; il est immanent en nous. Le développement est un processus par lequel l'immanence vient à la manifestation. Les dieux des autres, les ancêtres des autres, la démocratie des autres, les Constitutions des autres, la médecine des autres et le rêve des autres peuvent occasionnellement faire notre bonheur mais en aucun cas ils ne peuvent faire notre

dignité. Nous sommes dans les institutions des autres, avec de telles institutions, nous pensons être chez nous alors que nous sommes dehors.

On dort à Brazzaville ; on se soigne et meurt à l'étranger. Mourir en France recèle plus d'importance que mourir au Centre Hospitalier Universitaire de Brazzaville. La plus-value va à la famille dont le membre est décédé en Europe. On a confiance dans les institutions des autres. Les nôtres nous donnent la trouille. On s'étonne que les pluies de la misère s'abattent sur nous. Un peuple digne ne se fait pas porter par les autres. La mère des autres qui te couve peut à n'importe quel moment marquer son indifférence. Prenons la mesure de cette indifférence, au prix du travail nous sortirons des pièges qui nous perturbent depuis six siècles. Il n'y aura pas d'exécution rapide si on ne fabrique pas nos propres instruments, je veux dire nos propres logiques politiques. La réconciliation avec notre âme historique est un combat de chaque minute. Que chacun prenne sa part d'engagement dans la restauration de notre aristocratie culturelle, scientifique et politique.

Un ami marié officiellement à une européenne depuis plus de dix ans m'a fait la psychanalyse de ses rêves, en me disant ceci : *« je suis surpris de constater que les êtres et les scènes qui peuplent mes rêves ont peu de lien avec les européens. C'est surprenant ! Sur cent pour cent des rêves retenus, quatre-vingt-dix-neuf pour cent sont marqués du sceau de la congolité. Je ne comprends pas, alors je vis comme un poisson dans l'eau française, mes rêves devraient baigner dans une forme d'occidentalité gauloise. Je constate que mes rêves me renvoient toujours à ma patrie, à mes parents, à mes ancêtres »*. En réponse à cet aveu, je lui glissais que *« la vraie patrie est celle où*

l'on rencontre le plus de gens qui nous ressemblent ». Tout est dit. Les oiseaux d'un même plumage volent ensemble. Une hirondelle ne fait pas le printemps. On a beau couper le cordon ombilical, les liens résistent toujours. Dans nos sommeils, chacun rentre au bercail. Paris, Washington, Moscou, Jérusalem, ces villes que nous vénérons tant ne font que rarement partie de nos rêves durant notre sommeil.

Ce qui est valable pour nous, l'est aussi pour les Européens. A la seule différence que le jour les Européens ne vivent pas par procuration. Des Européens qui habitent Pokola, Oyo, Brazzaville, et Pointe-Noire ne sont pas complexés par notre culture. Nos ancêtres, nos tam-tams ne s'incrument presque jamais dans leurs rêves. L'Être précède l'essence, la substance de la chose existe avant la chose. C'est l'Être qui fait l'individu, le groupe, la nation et non l'inverse, tout comme, c'est le pépin qui fait l'arbre.

Les logiques importées font de nous des étrangers dans nos propres terroirs. On ne peut construire des chefs d'œuvre à partir des logiques des autres. On ne gagne pas un combat en comptant sur la force de frappe de l'adversaire. Comptons d'abord sur nos propres forces. Si l'on veut aller loin, il nous revient de construire notre propre bateau, de ménager notre propre monture. On n'a jamais autant de chances de réussir qu'en étant soi-même. La Constitution des autres, les institutions des autres, peuvent comporter des dispositions dangereuses et donc difficiles d'application. Un vice de conception et de fabrication diffus est toujours possible. Or les vices diffus sont les plus dangereux. Ils causent des accidents à un moment où on s'y attend le moins. Dépourvu de notre Être, nos Constitutions, tout comme

nos institutions sont des coquilles vides, sans âme. Difficile donc pour tout président de la République d'habiter sa fonction avec une Constitution du dehors et des institutions taillées à la mesure des autres peuples.

LA REVISION CONSTITUTIONNELLE N'EST PAS ANTIDEMOCRATIQUE

Réviser la Constitution n'est pas antidémocratique. Personne n'a le droit de s'opposer à innover et à adapter la Constitution au principe de réalité. Ce qui est contraire à la démocratie est une révision au profit de l'armée ou qui se fait sous la pression des canons. On ne maîtrise pas la situation par les textes. C'est par la situation qu'on maîtrise les textes. Le gouvernement de Brazzaville prend une fois de plus un mauvais chemin en cherchant à maîtriser une situation qui lui échappe par un tripatouillage des textes. Lorsqu'on n'est pas capable de maîtriser les choses, on n'a plus le droit de changer les textes.

Au pouvoir, notre préoccupation sera de chercher sans répit les voies et moyens pour dégager une coutume constitutionnelle. La Constitution n'est pas autre chose que la forme la plus élaborée de la coutume. La coutume constitutionnelle précède l'existence de la Constitution. Nos intellectuels, férus du Droit napoléonien, ne peuvent contester le fait que le droit commercial a été établi par la coutume constante des commerçants. Le droit commercial a été pendant longtemps un droit purement coutumier. Même quand il a été codifié, le droit commercial a conservé une place assez large aux usages. Les lois qui régissent les sociétés humaines, sont ou écrites, ou fondées sur le simple usage, qu'on appelle aussi coutume. Pour notre pays, l'objectif est de trouver des règles de droit et des devoirs politiques qui procèdent des coutumes. Il faudrait partir des coutumes, en tant qu'expression de la volonté générale,

pour établir une Constitution. Le droit, comme les institutions, se nourrissent de la tradition.

Mais tout ne supporte pas la réglementation, surtout pas une réglementation à l'occidentale. Trop de démocratie tue l'intimité démocratique. Il est de notre tradition de laver le linge sale en famille. Notre sagesse fait qu'on n'y associe pas les sous-vêtements. Imaginons un seul instant qu'on y mette les sousvêtements de la grand-mère et aujourd'hui le bikini de Vitiencia, de Julvarhy, de Stacey et de Melvie. Si votre sous-vêtement est sale, lavez-le chez vous. Une démocratie « *faible* » peut être plus performante qu'une démocratie « *forte* ». Entre les deux le choix judicieux serait une voie médiane.

Regardons sans cesse le rétroviseur de l'Histoire. N'oublions pas que notre pays a été secoué par deux courants idéologiques diamétralement opposés. Il y eut, d'une part, les partisans du socialisme marxiste et, d'autre part, les partisans du libéralisme. Aujourd'hui, tout le monde est partisan de la démocratie mais personne n'en montre le chemin. Où sont passés ceux qui autrefois se réclamaient du socialisme marxiste ?

Je me méfie des alternances en cascade. Je me garde de toute alternance sans alternative, tout comme des idéologies sans en maîtriser les contours. Le pouvoir qui change de tête et de mains tous les cinq ans n'est pas à l'image de notre culture. Le changement n'est pas inscrit dans sa totalité dans l'alternance. Le nombre d'années ne crée pas toujours les conditions de l'alternance. C'est le rapport de force favorable ou défavorable qui justifie ou non l'alternance. Je crains que par naïveté le peuple puisse penser qu'il suffit de compter le nombre d'années, de totaliser cinq ans, sept ans ou quatorze ans

pour siffler la fin d'un mandat présidentiel. Le peuple souverain devrait tenir compte de l'âge, de la force et de la lucidité de celui à qui il a confié son destin, d'une part et d'autre part de la situation politique, économique, sociale et morale qui prévaut dans le pays.

Le Sénégal est un exemple démocratique. Léopold Sédar Senghor a dirigé les destinées de ce pays pendant vingt ans, soit de 1960 à 1981 ; son successeur Abdou Diouf a présidé de 1981 à 2000, soit dix-neuf ans de présidence ; Abdoulaye Wade a été chef de l'Etat de 2000 à 2012, soit douze ans de présidence. Aujourd'hui, c'est à Macky Sall que revient la charge de présider la République. Dans ce pays, on constate que le jeu politique n'est pas militarisé. Les premières alternances politiques ne procèdent pas de la limitation des mandats fixée constitutionnellement à l'avance. En revanche, dans les pays où le système politique a été militarisé, les premières alternances ont été violentes : Le capitaine Blaise Compaoré contre le capitaine Thomas Sankara, le 15 octobre 1987. Laurent Désiré Kabila contre Joseph-Désiré Mobutu, Le général François Bozizé contre Félix Patassé, en 2001. Et le 24 mars 2013, les rebelles de la coalition Seleka s'emparent de Bangui, et Bozizé s'enfuit au profit de Michel Djotodia. Voilà ce qui arrive quand les militaires créent des partis politiques et refusent de créer des systèmes de défense ou de veiller simplement sur le pays. Que ferions-nous le jour où les chars d'un pays étrangers, traverseront notre territoire et nos jeunes filles iront en captivité ! Des telles anticipations n'effleurent pas l'esprit de nos généraux. De toute évidence, tous ne combattront pas, plus de la moitié fuiront à l'étranger. Au peuple, l'armée servira le dîner de la débandade. L'armée ne peut pas gouverner

directement et durablement sans cesser d'être une armée. Les bonnes dispositions et résolutions s'imposent maintenant.

MAIS QU'EST-CE QUI DOIT CHANGER ?

Un pouvoir dont le rapport de force fait défaut et qui s'accroche au pouvoir est une exception, sauf à être un pouvoir militaire. Tout le monde est d'avis : Il faut que ça change. Mais qu'est ce qui doit changer ? Là, les avis ne concordent plus. Pour le régime actuel, il faut changer la Constitution devenue inadaptée pour les présidentielles de 2016. Comme d'habitude, il passera en force, le maniement des chars aidant. Pour nous, il faut changer cette gouvernance incapable et coupable ! Il faut changer les hommes pour changer les conditions de vie inhumaines. Le premier changement doit toucher les militaires. Tant que l'armée ne retournera pas aux casernes, aucun changement de cap ne sera possible. L'armée politique est l'arbre qui cache les richesses de la nation. Les problèmes politiques, économiques, sociaux et moraux ne sont pas tombés du ciel. Tout a une cause. L'incendie ne s'allume pas tout seul. Tous les accidents sont soumis à des causes, soit morales, soit physiques. De mon diagnostic, la première cause de notre malvie est d'ordre militaire. Elle est même toute la cause. Il ne peut y avoir de bonnes lois là où il n'y a point de bonnes armes, et là où il y a des bonnes armes, il y a nécessairement de bonnes lois.

Le général d'armée Denis Sassou Nguesso n'est pas le problème, c'est le système militarisé initié le 22 juin 1966, légitimé le 31 juillet 1968 et perpétué par lui qui pose problème. Une armée régionalisée où plus de la moitié des généraux sortent du même village n'est pas en capacité de gagner une guerre. Du coup, elle ne peut donner quiétude aux politiques. Inacceptable que le

treillis, les grades et les fusils continuent à pavaner dans les quartiers. Ceci est la preuve de l'indiscipline. Un caillou dans la chaussure de la République. Ce fait qui paraît anodin est en réalité toute la cause des malheurs de la République. Une République paralytique et immature. Les médecins savent que les bons diagnostics sauvent. Les férus des mathématiques connaissent bien ce principe ; une petite erreur de calcul ou de conception engendre inévitablement une conclusion gravement erronée. Un problème dont les données sont fausses est un faux problème et ne peut avoir de bonne solution.

L'indifférence, l'égoïsme, l'avarice et la vantardise du régime tirent leur sève des armes. La puissance du feu du régime fut braquée contre l'ancienne génération politique. Aujourd'hui, elle est tournée contre la génération politique montante. La modification des textes ne suffira pas. Le meilleur changement devrait toucher les militaires devenus hommes politiques. L'expérience montre, hélas, qu'il est impossible de changer les habitudes. Il n'est que trop vrai, comme dit le poète, le naturel chassé revient toujours au galop. Le mal, mal combattu revient toujours.

Pendant sa traversée du désert dans les années quatrevingt-dix-sept, le général Denis Sassou Nguesso était devenu un agneau sans tache. Dans son ouvrage, *Le manguiier, le fleuve et la souris*, le général d'armée avait fait état du changement profond de son être. Du coup il était devenu apte à succéder à son successeur Pascal Lissouba. Depuis son historique pardon à la nation, le général d'armée était semble-t-il devenu tout autre : humble, modeste, loin de l'esprit de suffisance et de la morgue. On le disait sincère. Or cette sincérité n'était

que tactique. Les fils de ce pays ne sont plus aussi naïfs que par le passé. Le mensonge démasqué. Désormais, on sait ce que l'Histoire retiendra.

A force de multiplier les tactiques et d'en être expert, je m'inquiète que le lion, terreur des forêts, ne soit

126

attaqué par ses propres sujets. La sagesse populaire le sait bien : « *A malin malin et demi* ». Arrêtons à temps, les coups de sabots qui viendraient de certains chevaux, stoppons à temps les coups de dent qui viendraient de certains loups, déjouons, avant que cela, ne soit trop tard, les coups de crocs qui viendraient de certains buffles. La paix nous importe plus que tout autre chose. Les architectes ne bâtissent pas sur du feu, encore moins sur un volcan. Nul ne peut planter un figuier sur un foyer de feu.

LA PAIX EST DANS LA RECONNAISSANCE DE LA DIVERSITE

L'Etat-nation est mal constitué dès sa naissance. Les crises successives vécues trouvent leur énergie dans des institutions inadaptées à la réalité des peuples concernés. Refonder l'Etat-nation en sa Loi fondamentale en l'adaptant à la réalité de la diversité des composantes ethniques devient une urgence. Pour sortir de ces crises congénitales, il nous faut dégager une vision et, engager un processus qui doit conduire les entités ethniques à la concorde nationale, au vivre ensemble. Cherchons l'unité nationale dans la diversité, une unité multicolore dont l'ensemble forme une symphonie harmonieuse. L'union nous met à l'abri des échecs et ouvre grandement la voie aux victoires futures. Un village en proie aux divisions est un village affaibli. La solution est dans la recherche d'un nouveau contrat social qui tiendra compte des aspirations des composantes de l'unité nationale. A la lumière du contrat social théorisé par Jean Jacques Rousseau, notre pays ne survivra pas, si on ne trouve une forme d'association qui défendra et protégera de toute la force commune la personne et les biens de chaque personne, de chaque communauté ethnique, et par laquelle chacun s'unissant à celle-ci n'obéira qu'à elle-même et restera aussi libre qu'auparavant.

Cessons la gravitation vertigineuse autour des projets imbéciles et faciles à exécuter comme le pillage, les assassinats, les embuscades dans les rues, dans les boîtes de nuit, au domicile des citoyens, des responsables ; les besoins de sang facile, le sang de

gens qui passent ou dorment. La paix se prépare avant que survienne le pire. Après, il est trop tard. Une minorité a peur d'être absorbée, elle refuse toute poussée vers l'unité. C'est une loi sociologique à prendre en ligne de compte. La voix de la minorité est précieuse, comme celle de la majorité, elle doit être entendue. Toutes les voix comptent. Avec une détermination sans égale, des forces justes y travaillent. Elles mettent en garde tous ceux qui tournent la page sans l'avoir lue, ceux qui collaborent avec la déchéance du pays, qui composent, qui cherchent à retoucher, à aménager, à corriger le pouvoir absolu de Brazzaville, à le rendre acceptable, agréable, donc supportable. Peine perdue ! Le peuple a besoin d'un chemin nouveau.

La crise la plus dangereuse qui menace la survie de notre pays a pour cause la carence constatée dans la protection des biens et de vie de chaque personne. Le gangstérisme des militaires ne facilite pas l'émergence de la justice sociale et d'un jeu politique apaisé. L'appartenance ethnique n'est pas respectée mais elle est plutôt combattue, exclue au profit d'une ethnie militarisée. La légitimité des gouvernants ne procède jamais de l'appropriation et de la confiscation des libertés ou des biens des composantes de l'unité nationale. L'orchestration des pillages et des assassinats facilite l'accès au pouvoir politique et sa conservation mais elle ne peut conférer au même pouvoir une légitimité.

Il n'y a pas de fatalité, les solutions existent, l'espoir de réussir est possible, pourvu qu'on choisisse la mobilisation plutôt que la démobilisation. La démission nous coûte cher. Dieu, semble-t-il, se rit des hommes qui

déplorent les effets dont ils chérissent les causes. Dans la vie, rien de sérieux ne se fait et ne s'obtient sans travail. Un travail acharné triomphe de tout. Il faut se donner de la peine, avoir de la patience dans son travail si l'on veut réussir. Les gens qui ne veulent rien faire, n'avancent rien et ne sont bons à

130

rien. Qui ne monte pas descend, qui n'avance pas recule. Notre démission coûtera cher aux générations futures. La solution est dans le rejet du militarisme politique instauré le 31 juillet 1968 et qui dure, dure toujours. Que la militarisation de l'espace public cède la place au contrat social qui défendra l'égalité de tous les Congolais et dans lequel l'orphelin, la veuve et tous les oubliés de la République auront toute leur place.

Doter l'Etat des pouvoirs réels venant des différentes composantes de l'unité nationale atténuera les effets de l'instrumentalisation ethnique par les politiques véreux et irresponsables. Les politiques de demain sont favorables à l'extension des pouvoirs locaux. Les piliers de la tradition seront associés à la gestion du fonctionnement de la concorde et de l'unité nationale. Un observatoire sera institué à cette fin par la Constitution, pour encadrer les institutions de la République et la première d'entre elle, la présidence de la République.

137

AUX GRANDS HOMMES, LA NATION RECONNAISSANTE

L'envie est un défaut, mais si on ne peut s'empêcher d'envier quelqu'un, autant envier celui qui fait le bien et essayer de l'imiter. Il faut envier celui qui fait le bien et non celui qui fait le mal. Les anti-modèles et leurs anti-valeurs doivent être relégués en bas de l'escalier social. Je propose d'inscrire dans la Constitution le statut de sénateur à vie. Le président de la République aura la charge, après avis de l'Assemblée nationale de nommer sénateur à vie des citoyens qui s'illustreront pour leurs très grands mérites dans les domaines sociaux, scientifiques, artistiques et littéraires. Je propose que Jacques Loubelo, Franklin Boukaka, etc. soient élevés à titre posthume à cette dignité. Dans le monde du sport, je pense tout naturellement à Mbemba Bahamboula Jonas, dit Tostao et François M'pele, les deux plus grands footballeurs de notre pays. Le prochain chef de l'Etat ne devra pas hésiter à élever à cette dignité l'artiste Zao, né Casimir Zoba, pour son chef-d'œuvre « *La guerre mondio* ». Le nombre des sénateurs à vie ne devra jamais dépasser la barre de dix. Il y aurait des places vacantes aussi longtemps qu'il n'y aurait des personnes dignes d'accéder à ce prestigieux statut. Dix personnes sinon moins porteront ce privilège. Les perles ne courent pas les rues. Comme l'a bien dit le général De Gaulle : « *Des chercheurs qui cherchent, on en trouve. Des chercheurs qui trouvent, on en cherche* ». L'idée simple est d'attribuer le statut de sénateur à vie aux personnalités ayant trouvé des recettes qui font le progrès.

MON GENERAL, ON NE DEVELOPPE PAS, ON SE DEVELOPPE

Il faut savoir dormir sur le sol nu pour mériter un jour de dormir sur une natte. Dormir sur la natte des autres c'est comme si on dormait par terre. Ne comptons pas sur les trésors qui sont dans les sacs des autres. Aucun peuple ne s'est développé uniquement à partir de l'extérieur. Si on se développe, c'est en tirant de soi-même les éléments de son propre développement. Pourquoi s'obstine-t-on à penser que d'une semence d'oranger sortiront des cerises. Les piments ne régénèrent que des piments. Enraciné, l'arbre puise dans les profondeurs toute sa vitalité, mais s'il n'est ouvert aux échanges multiformes, s'il s'emmure, il ne peut s'épanouir. Le Congo n'est pas une île. Aucun pays ne s'est développé tout seul. Pour autant aucun pays ne s'est développé à partir de l'apport exclusif des pays étrangers. C'est en étant profondément enraciné qu'on est prêt à toutes les ouvertures. Le développement est un chemin vers soi-même à un niveau supérieur. On ne développe pas. On se développe. Se jeter à corps perdu dans les institutions des autres est une erreur gravissime. Marchons avec nos pieds et réfléchissons avec nos têtes. Si les pieds nous font défaut, utilisons nos têtes. Il n'y a pas de développement clés en main.

Le Président Fulbert Youlou qui s'était fait le pèlerin du barrage de Kouilou n'avait pas obtenu gain de cause. Les occidentaux ne voulaient pas lui livrer clés en main la science de l'électricité. Plus loin de nous au XVI^e siècle, le roi Kongo, Alfonso 1^{er}, né Funsu Nzinga Mbemba avait mis tout en œuvre pour faire venir des ingénieurs européens. Dans son royaume, il n'y avait pas encore

d'industrie, mais des artisans de très haute qualité : des maçons, des forgerons, des menuisiers, etc. Alfonso 1^{er} voulait que les Portugais lui envoient des formateurs pour encadrer ses propres artisans. On le lui refusa, bien qu'il fût, à tout point de vue, sur la même longueur d'ondes que les Européens. Alfonso 1^{er} s'était converti à la religion chrétienne. Il luttait même pour supprimer la religion de nos ancêtres nommée Kingunza. On pourrait multiplier des exemples pour signifier qu'il n'y a pas de développement clés en main. L'aéroport de Maya-Maya, le barrage d'imoulou et bien d'autres ouvrages ont été livrés clés en main par les Chinois. C'est bien. Pour autant, sommes-nous capables de reproduire par nous-mêmes les mêmes ouvrages ? Le ministère des grands travaux s'en est-t-il préoccupé ? Le bon sens aurait été de former quantitativement et qualitativement des ingénieurs et des ouvriers avant même la création de ce ministère, coquille vide. Si le régime avait doté le pays des centres de formation professionnelle rapide, ce ministère ne serait pas devenu une coquille vide. Hélas, c'est trop tard ! La charrue tire déjà ses bœufs.

Tout peuple qui perd son identité culturelle et linguistique finit tôt ou tard par disparaître. C'est un corps sans âme. A l'image du bateau sans capitaine, le peuple erre. Le temps passe. Nos gouvernements ne prennent pas conscience du fait que les nations sont en perpétuelle concurrence. Je m'associe à toutes les voix qui s'élèvent pour exiger l'instauration de l'académie de la langue Kongo, tout comme, celles qui travaillent pour le projet de wiki kongo. Ils mènent des entreprises chargées de noblesse et de responsabilité. La culture et la langue sont deux faces d'une même pièce de monnaie. La disparition de l'une entraîne celle de l'autre. Les

choses doivent être pensées en termes de chaîne linguistique. Dans une chaîne, chaque anneau de métal compte. S'impose à nous, la multiplication des centres culturels régionaux et des Académies des Langues Régionales animés par des notables, des sociologues, des historiens, des linguistes et des économistes. Nous ne savons plus ce que dans nos langues veulent dire les mots science, énergie, mathématiques. Nous sommes de plus en plus incapables, à partir de nos langues, de traiter des arts et des sciences.

Le prochain gouvernement ratifiera la charte des langues régionales. Nos langues cohabiteront intelligemment avec la langue française. Il est un fait que nous avons adopté la langue française. Il est de notre intérêt d'entretenir les meilleures relations avec la francophonie. Notre jeunesse doit être capable de manier avec aisance les langues étrangères mais sans jamais perdre de vue nos propres langues.

Il ne peut y avoir de démocratie quand les gouvernés ne comprennent pas la langue des gouvernants et de l'administration. S'exprimant dans la langue des autres, notre pays manque de patrie linguistique et est installée dans la cacophonie linguistique. Toute langue étrangère est porteuse d'une fausse transparence. Difficile de démêler le vrai du faux. On ne sait pas à quel moment l'orateur caresse son public dans le sens du poil, tient des propos lénifiants, use de diversion, de la flatterie et de la duplicité. On concentre l'attention sur la performance de l'orateur davantage que sur le contenu du message. On est emporté par l'envie de faire la démonstration du savoir dire au préjudice du savoir et du savoir-faire. On occulte, on mystifie, on jongle, on devient ami du mensonge. Ainsi s'installe un langage de

sourd, entre les gouvernants et les gouvernés. Ce qui a laissé dire aux gouvernés : « *la politique n'est pas autre chose que le mensonge* ». On peut être ému sans raison, sans vraiment savoir pourquoi. L'usage de la langue des autres égare même ceux qui pensent l'avoir adopté ou maîtrisé. Léopold Sédar Senghor n'a-t-il pas écrit : « *l'émotion est nègre, la raison hellène* ». Dans sa langue sacrée, langue maternelle, langue vibratoire, il n'aurait pas écrit de tels propos.

L'idée n'est pas de rejeter la langue française. Ce n'est plus possible objectivement. La langue française unit des peuples africains entre eux et avec la communauté internationale. Il va donc falloir choisir la voix de la sagesse. L'extrémisme cache trop de faiblesses. Le problème n'est pas de reléguer au second plan la langue française. En revanche, il est de notre légitimité de défendre notre patrimoine linguistique. Tout comme la langue française, nos langues (Kongo, Téké, Vili, Mbochi...) seront enseignées dans nos écoles. Dans ce sens, je propose d'ouvrir dans nos écoles un portefeuille de compétence nationale (kikulu) et de l'annexer à tous les diplômes scolaires.

LES ARTISTES SONT LES PRINCES DE LA REPUBLIQUE

Toutes les structures artistiques et culturelles sont détruites. Les salles de cinéma ABC, RIO, VOG, VOX, STAR, LUX, EBINA, ont été vendues aux évangélistes. Autrefois, lieux de spectacle, aujourd'hui lieu de culte. Le Centre de Formation et de Recherche en Art Dramatique (CFRAD), l'Institut Africain de Disque ont été abandonnés pour ne parler que de ceux-là. Les conditions de travail de nos artistes sont médiocres et pauvres. Une situation décevante qui les contraint à quitter en masse le pays par le biais de l'art et ne plus y revenir. La nature ayant horreur du vide, les vidéoclubs ont poussé comme des champignons. Pour 150 francs CFA, soit 0.23 euros, les enfants de moins de quinze ans s'abreuvent d'images les plus violentes et les plus libertines. En regardant des films qui vont jusqu'à vanter les vertus de la drogue, à travers l'expression de la force physique, les vidéo clubs contribuent à saper les bases des valeurs morales.

De mes entretiens avec le monde des artistes, il ressort que ceux-ci souhaitent que l'art soit inscrit dans la Constitution, qu'il y ait une rubrique où l'artiste soit cité en tant que promoteur du développement et gardien de l'identité nationale. Ils ont raison. Si on n'y associe pas la culture, on gouvernera l'Afrique sans y régner. Je prends l'engagement de mettre au centre de la gouvernance de demain les problèmes des artistes. La priorité est de construire une cité dédiée aux artistes. Dans cette cité, la culture sera reine. On y trouvera les logements, les centres de formation et des spectacles. Ainsi nos artistes travailleront sur les couples : danse et

musique, peinture et sculpture, théâtre et cinéma. Il existe des pays qui ont une grande notoriété non pas parce que le gouvernement travaille bien mais parce qu'il y a une grande considération de l'artiste en tant que porte-parole de la société. Une attention particulière sera accordée à la couture, la mode et la sapologie. On peut ne pas être d'accord avec la Sape. En revanche je trouve inacceptable le dénigrement de ce phénomène par certains d'entre nous, tout comme, je rejette son instrumentalisation à des fins politiques. Wouada Antoine alias Djo Balard, grand renom de la sapologie, est aujourd'hui reçu à l'étranger par des chefs d'Etat. Grâce à lui, le mot Sape est inscrit dans le dictionnaire. A chacun son talent. Ne faisons pas l'autruche. La sapologie est une part de nous-mêmes et est l'expression d'un besoin porté à juste titre par une frange de la population. Il revient aux pouvoirs publics d'encadrer ce phénomène par la création des écoles de mode, de stylisme et d'en faire une industrie qui exporte.

De mon point de vue, il est urgent de favoriser la création, la production et la circulation des œuvres, d'élargir le champ d'échange des artistes de notre pays. Il faut que l'artiste et l'artisan congolais soient en mouvement, en contact permanent avec l'extérieur pour qu'ils s'épanouissent et développent leur créativité. Le génie créatif est à ce prix. Les artistes japonais viennent dans notre pays facilement, les nôtres peinent à traverser le fleuve Congo pour aller présenter leurs œuvres à Kinshasa. Les artistes français, américains voyagent à travers le monde, en quête d'inspiration. L'échange, le brassage enrichit et développe l'art et la culture du pays parce que le soimême sans l'autre

n'existe pas, c'est à partir de l'autre que le soi se révèle, c'est l'autre qui le définit et le nomme.

Demain, le gouvernement que nous souhaitons de tout notre vœu mettra en place un fond de soutien des structures artistiques publiques et privées pour le bon rayonnement de nos cultures et nos arts. C'est-à-dire à côté du ministère en charge de la culture et de l'art, il y aura des structures privées pour gérer des dons et financements destinés à l'art et à la culture. On mettra en place un service de contrôle et de vérification en vue d'une gestion saine de ce dispositif. L'expérience montre que le ministère de la culture et des arts n'est pas en capacité de gérer tout l'artistique. Il lui faut d'autres structures étatiques comme privées et tous ceux-ci sous l'œil vigilant du Service de Contrôle et de Vérification.

Créer des espaces de création artistique et des salles de spectacles conventionnels, inscrire l'artiste et même l'artisan congolais dans le cercle de la mondialisation, ne pas être à l'écart du développement culturel et artistique ; la création artistique n'est jamais stable ou statique ; elle est constamment en mouvement et, pour cela, elle a besoin d'espace adéquat. Les technologies de l'information seront mises à profit pour le plus grand bien de l'art au service d'une dynamique évolutionnaire nationale.

TOURNONS-NOUS VERS LE PASSE, CE SERA UN PROGRES

Le progrès des peuples justifie notre engagement politique. Un pays ne peut pas avancer sans tirer les leçons du passé. Quiconque oublie l'Histoire, l'Histoire l'oubliera. C'est en puisant dans les contes, les proverbes, les mythologies, les rites...que notre pays trouvera l'imagination et la force d'inventer un avenir qui lui soit propre. La recette du succès est de suivre notre propre voie. Sans passion, on ne peut accomplir un chef d'œuvre. Je suis passionné par le progrès de l'humanité en tant qu'addition des progrès accomplis par chaque nation. J'ai la conviction que le progrès de l'Afrique berceau de l'humanité est justement dans son propre berceau.

Le progrès de l'Europe a trouvé sa sève dans les méandres du passé. Le progrès est de fait *sui generis* à chaque nation, à chaque peuple. Il est l'expression achevée de l'identité de chaque peuple. L'identité des peuples joue un rôle déterminant sur le progrès de l'humanité. Par identité, je désigne l'ADN d'un peuple, produit des us et coutumes, des traditions et des mœurs de ce même peuple. Dans la langue kongo, sans chercher la pertinence, les us et coutumes sont désignés sous le vocable de « *kikulu* ». La réussite de l'entreprise humaine est consubstantielle au code génétique « *kikulu* », en tant que règles de vie millénaires, c'est-à-dire expression de la volonté générale. Et ce code est caché dans la langue mère !

De tout temps et dans tous les domaines, les peuples, les nations qui n'ont pas honoré le rendez-vous du progrès

sont ceux qui ont manifestement eu un problème d'identité. En d'autres termes, les peuples, dont le « *kikulu* » a été vidé de sa substance, saccagé par des invasions étrangères, rencontrent des véritables problèmes de progrès scientifiques, économiques et politiques. L'Afrique, sous l'impulsion du politique, doit renouer avec le « *kikulu* », dégagé de toute barbarie, de tout mimétisme, éclairé par les bibliothèques de l'Afrique, en l'occurrence, les sages. L'école d'aujourd'hui doit aider nos enfants à secouer le joug, à sortir des aventures politiques ambiguës. Comme la police scientifique, la jeunesse instruite doit être capable de retrouver notre ADN politique, mieux notre ADN identitaire. Notre plaidoyer du patrimoine génétique culturel (*kikulu*) n'a rien à voir avec ceux qui cherchent à faire entrer les peuples dans des vieux caleçons, des vieilleries poussiéreuses. La modernité est l'expression achevée de l'identité des peuples. Or cette identité a pour substrat le « *kikulu* ». Le déploiement en conscience de l'identité est source des progrès des nations et des peuples. Le « *Kikulu* » accompagne le modernisme et le progrès, il ne l'entrave pas.

Il s'agira de faire de la culture et des arts un des maillons fort de notre développement. Dans ce domaine, nous prendrons des engagements clairs et fermes. Développer, soutenir et protéger l'expression communautaire notamment notre histoire, nos langues, nos traditions, nos arts et nos connaissances. Former les cadres dans la conservation du patrimoine culturel et l'animation culturelle est une exigence qui fonde l'industrie touristique. Développer l'enseignement artistique ; construire et équiper les maisons de la culture ; promouvoir les arts locaux ; faciliter l'accès des

artisans aux crédits pour l'acquisition de moyens de production modernes et accroître leur productivité ; former et recycler les personnels des arts locaux ; organiser périodiquement des foires d'exposition d'œuvres d'art pour inciter à la

144

consommation locale des produits artisanaux. Il ne suffit pas d'énumérer ces engagements, ils devront être respectés, c'est ainsi que nous prenons l'engagement de respecter ces engagements. Le respect de cet engagement est aussi un engagement. Fidélité et loyauté à nos engagements.

MALHEURS AU PEUPLE QUI CONFIE L'EDUCATION DE SA JEUNESSE AUX ETRANGERS

Quand on va semer dans le champ du voisin, c'est au voisin de tirer profit de la récolte. L'école importée a appris à la jeunesse africaine l'art de vaincre sans avoir raison. Sans raison, ils ont eu raison de leurs aînés qui ont cessé d'être les référents du savoir, les dépositaires des connaissances millénaires. Cette école a défié les gardiens du temple du savoir, berceau de civilisation, transmis de génération en génération. Les effets collatéraux occasionnés par cette situation ne sont pas derrière nous, les plus dévastateurs sont devant nous. Ceux qui pensent le contraire se trompent. Il ne suffit pas de tourner la page pour juguler la crise identitaire née entre autres du contact de l'homme noir avec l'école occidentale. La complaisance tue. Le nœud du problème, c'est bien entendu, le problème scolaire. L'école doit restaurer la brisure de notre identité et ressusciter tout ce que nous avons perdu.

Dans *L'aventure Ambiguë*, Cheikh Hamidou Kane montre comment l'école occidentale a déformé notre Être et fait de nous un peuple « amnésique » : « *Si je leur dis d'aller à l'école nouvelle* », s'écrie le chef des Diallobé, « *ils iront en masse. Mais apprenant, ils oublieront aussi. Ce qu'ils apprendront vaut-il ce qu'ils oublieront ?* » Plus loin : « *L'école où je pousse nos enfants tuera en eux ce qu'aujourd'hui nous aimons et conservons avec soin, à juste titre. Peut-être notre souvenir lui-même mourra-t-il en eux. Quand ils nous reviendront de l'école, il en est qui ne nous reconnaîtront pas. Ce que je propose c'est que nous acceptions de mourir en nos enfants et que les étrangers qui nous ont défaits prennent en eux toute la place que nous aurons laissée libre* ».

J'étais en terminale littéraire la première fois que j'ai lu ce texte. Ironie du sort, ce texte nous avait été proposé par un professeur de littérature, européen de nationalité française. Aucun esprit averti ne peut rester indifférent à cette pensée. Mais si le constat est pertinent, un pan de solution proposée par l'auteur l'est moins. C'est faire hara-kiri que d'accepter de confier l'éducation de la jeunesse d'un pays aux étrangers qui n'enseignent que leurs savoirs. L'école est la première gardienne de la culture d'un peuple. Elle est le lieu où les peuples construisent des stratégies pour défendre politiquement, militairement, économiquement, culturellement et spirituellement leur pays, c'est-à-dire leurs intérêts. La perfection de l'école, comme celle de toute demeure, se mesure au confort que l'homme y éprouve. Redéfinissons les contours d'une nouvelle école. Une école qui donnera des armes intellectuelles à la jeunesse pour défendre les intérêts du pays.

L'intervention des artistes dans les écoles renforcera l'éducation culturelle et artistique. En France, les artistes africains interviennent dans les écoles, généralement à la maternelle. Les contes africains éveillent la conscience des plus petits. Le paradoxe est qu'en Afrique et en particulier au Congo, les artistes n'interviennent pas dans les écoles. Nos artistes soigneusement sélectionnés seront des contractuels du ministère de l'Education nationale et interviendront dans les salles de classes.

LA REFONDATION DU SYSTEME SCOLAIRE S'IMPOSE

Quand l'école marche, la société marche, une salle de classe est un microcosme social dont le sociologue Emile Durkheim disait qu'elle reproduit en petit ce qu'est la société tout entière. Les sociologues de la science

établisent que les hautes réussites scientifiques sont le fait des chercheurs issus des institutions scolaires les plus prestigieuses : ce qui s'explique pour une grande part par l'élévation du niveau des aspirations subjectives que détermine la reconnaissance collective. On surpasse les autres par le moyen de l'enseignement de qualité. Le peuple qui possède les meilleures écoles est le premier peuple, s'il ne l'est pas aujourd'hui, il le sera demain. Dans tous les domaines de la vie, on n'est pas premier par hasard. On est premier lorsqu'on a réussi à faire quelque chose que les autres n'ont pas réussi à faire. Les échecs des uns font la réussite des autres, tout comme, la victoire des uns fait la défaite des autres. La qualité ou le statut de premier est dans cette autre chose qui marque la différence. Il faudrait marquer la différence en ayant l'avantage sur les autres. Les derniers sont ceux qui emmagasinent des lacunes, donc des retards, sans jamais avoir l'avantage sur les autres. Tout devient impossible, lorsqu'on a les écoles les plus médiocres. En revanche, tout deviendrait possible si nous créions les meilleures écoles, si nous donnions à la jeunesse la meilleure instruction. Ainsi notre jeunesse sera à la pointe des inventions qui influenceront l'humanité. L'ambition prête à sourire, pourtant elle a tout son sens.

La refondation de l'école est le postulat par lequel le Congo ira en responsabilité vers le progrès. Elle passe nécessairement par la révision du système éducatif obsolète qui privilégie l'enseignement général (87%) au détriment de l'enseignement technique et professionnel (13%). Valorisons le travail manuel, réduisons l'écart des salaires qui le sépare du travail intellectuel. Sans des ouvriers qualifiés, il est impossible de construire des chefs d'œuvre. Est inacceptable l'insuffisance des

structures de l'enseignement technique et professionnel ainsi que la modicité des moyens mobilisés pour la formation professionnelle et l'apprentissage. Cette insuffisance est à l'origine de la pénurie des travailleurs qualifiés dans le pays. De même, les centres de formation professionnelle ne sont que rarement à la hauteur des besoins réels du marché du travail. L'inadéquation formation - besoins du marché du travail, qui accompagne ces insuffisances, fait que nous avons des jeunes sans emplois et des emplois sans jeunes. Mettons un terme aux offres de formation en déphasage avec l'offre d'emploi. Je plaide pour une Ecole nouvelle qui offrira des diplômes adaptés au marché de l'emploi. Elle fournira un parrainage aux professeurs débutants par la création des bourses de formation. Il est important d'examiner la manière dont les professeurs préparent leurs cours, enseignent en classe, évaluent le travail des élèves et adaptent leur enseignement aux besoins de ces derniers. La refondation de l'école relèvera *in fine* la tête de la République.

On ne pourra pas avoir les meilleures écoles si les enseignants mythifient et mystifient les connaissances. Et si les élèves et les étudiants ne sont ni assidus ni disciplinés. On ne pourra pas avancer dans le palmarès mondial de l'éducation sans un climat de discipline. Le bruit et l'agitation affectent la qualité de notre enseignement. Mais avant tout, il nous faudrait une attention particulière à l'éducation préscolaire. Les enfants de trois à cinq ans constituent le premier niveau du système éducatif. Il y a toujours un avenir pour ceux qui pensent à l'avenir des plus petits. Aux petits enfants, donnons des petits livres qui éveilleront leurs consciences. N'attendons pas qu'ils soient adultes pour leur apprendre à pêcher le poisson. N'attendons pas le

jour de la guerre pour leur apprendre à fabriquer un bouclier.

Réussir, c'est prévoir. Pour réussir, nous devons être prévoyants. Celui qui prépare ses outils très à l'avance évite les surprises du dernier moment. Si les jeunes ne sont pas formés aujourd'hui, ils ne le seront pas demain. Ils ne pourront devenir des adultes responsables. Il ne faut jamais rater le début. C'est plus facile d'éduquer quelqu'un dès son plus jeune âge. Il est plus souple et plus réceptif. Une jeunesse sans éducation est comme une maison construit sur du sable. Elle ne tiendra pas en cas de tempête. L'école protège contre les cyclones de la pauvreté, les rafales des sectes, les tourbillons de la corruption et les tornades du fétichisme. Ces défis, s'ils ne sont pas relevés, embrumeront l'horizon de l'avenir. Trouvons des solutions adéquates au manque de laboratoires équipés, à la prédominance des formations diplômantes au détriment des formations qualifiantes. Notre système éducatif donne trop de place à la théorie au détriment de l'observation, de l'expérimentation et de l'application. La gouvernance civile de demain atténuera le mythe du collège unique qui est indubitablement le maillon faible de notre système éducatif.

Mettons un terme à la faiblesse de l'administration à appliquer les décisions prises dans le cadre du mouvement du personnel en direction des zones rurales. La crise de l'éducation sera derrière, si nous mettons un terme à la dégradation et à l'insuffisance notoire des infrastructures scolaires ; la dégradation de la qualité de la formation et de la qualification des enseignants.

LES ENNEMIS DE LA REPULIQUE SONT DANS LA REPUBLIQUE

Je vous convie à réfléchir sur ce que le régime de Brazzaville aurait pu faire, puisque ce qu'il a fait est modique et dérisoire. Le régime d'un demi-siècle a fait quelque chose mais il n'a pas fait grand-chose. Le régime a bel et bien consacré près d'un demi-siècle à ne rien faire pour le développement du pays. Ce qu'il a fait ne satisfait que lui-même. Le peuple n'en est pas satisfait. A l'instant même, le pouvoir de Brazzaville est en train de construire le Congo des années soixante alors que le peuple lui demande de construire le Congo des années deux mille quatre-vingt-seize. S'il n'en est pas capable, qu'il construise au moins le Congo des années deux mille cinquante. Pour qu'on se comprenne : on n'attend pas du gouvernement qu'il construise en accéléré le Congo du passé, encore moins celui d'aujourd'hui. On attend de lui qu'il bâtisse le Congo de demain. Le gouvernement de Brazzaville est non seulement très en retard mais il est aussi trop en retard. Cela ne me surprend nullement. A mesure que les politiques soldatesques se taillent la part de lion, le peuple se contente des miettes.

Une bande de dix personnes organise un hold-up dans une banque. C'est un coup de maître, le hold-up réussit sans tambour ni trompette avec à la clef une bagatelle somme de cent millions de francs CFA, soit 152 449.2 euros. Le groupe accomplit avec succès la deuxième étape de son projet qui est de se retrouver dans un pays étranger, lieu de partage du butin, avant que chacun ne prenne la destination de son choix. Quand arrive l'heure de vérité, sur les dix malfaiteurs, huit ne sont plus en possession de leurs armes. On ne sait plus pourquoi. Les deux autres ont chacun une arme à la différence qu'il y

en a un dont le fusil n'a plus de munitions. La probabilité que le partage soit équitable est nulle. De toute évidence, la loi du plus fort l'emportera. La personne la mieux armée a plus de chance de rafler la mise. Voilà imagée la situation politique dans laquelle est notre pays et ce depuis le coup d'Etat militaire de 1968.

En confisquant le fruit du labeur des Congolais, on construit alors une société sans perspective, sans dynamisme, sans avenir. Les Congolais qui souhaitent créer des entreprises désespèrent. N'en déplaise à ceux qui prospèrent grâce à l'immobilisme, le pays a besoin des réformes. Les Congolais exigent le changement. Les pilliers de richesses nationales ne sont pas en dehors de nos frontières. Le renard est dans le poulailler. Tous ceux qui de près comme de loin participent à la confiscation des richesses nationales, doivent sauter et ils vont sauter. Ils sont coupables d'avoir confisqué les richesses du pays.

A la conférence nationale (1990), les caciques du régime marxiste avaient tous changé le fusil d'épaule. De la gauche, le fusil était passé à droite. Du marxisme, ils étaient devenus libéraux. C'est de bonne guerre. Le vent du changement venait de très loin. La perestroïka, la conférence de la Baule [...]. J'en passe. Aujourd'hui, les bouleversements attendus n'ont rien à voir avec le démembrement du bloc socialiste, ni avec la France. Les causes sont exclusivement endogènes à notre pays. Nos seigneurs des guerres civiles, installés au pouvoir après coup, ont confisqué la patrie, le seul bien du peuple et refusent obstinément de gouverner avec justice un peuple épris de paix. Le peuple a reçu trop de chocs et comme une bouteille de champagne maladroitement ouverte, il fera sauter le bouchon.

Mes amis, vous êtes allés trop vite et trop loin. Constatez par vous-mêmes, les dégâts causés par votre course effrénée au pouvoir. Les lois ne suffisent tant qu'elles ne sont accompagnées des lois contre la misère. Regardez en bas, il y a trop de misère audessous de vous. N'oubliez pas que ce sont les frustrations qui ouvrent les abîmes, mais c'est la misère qui les creuse. Combattez la misère parce que nul ne sait jusqu'où elle peut entrer, jusqu'où elle peut aller. Si vous voulez faire disparaître l'esprit de révolte, il faut faire réapparaître les usines, les entreprises. Le salaire reste le seul moyen de désamorcer les tensions sociales, d'atténuer les frustrations des sans-emploi.

Depuis quarante ans, une poignée des compatriotes ayant accédé au pouvoir *manu militari* refusent de mettre sur pied des politiques de justice sociale, de partage équitable des richesses du pays. La conséquence directe de ce militarisme confiscatoire des richesses est la paupérisation exponentielle des populations. Je refuse de faire de ce constat une question idéologique ou politicienne. Le besoin de justice, le besoin de justice sociale, le besoin du bien-être et du mieux vivre ensemble est partagé par tous les Congolais du nord au sud, de l'est à l'ouest. La répartition équitable des richesses est une préoccupation nationale. Elle engage toutes les régions, toutes les ethnies quelles qu'elles soient. Vivre ensemble, ce n'est pas un plus un, c'est vivre ensemble sans ignorer l'autre, sans ignorer aucun d'entre nous, surtout pas les plus fragiles.

LE PEUPLE RECLAME UNE CROISSANCE CREATRICE D'EMPLOIS

Il n'existe pas un plan d'action structuré initié par le gouvernement qui aurait favorisé la croissance. Comme un fruit mûr, la croissance est tombée entre les mains de nos gouvernants. La chance de nos gouvernants est d'être nés dans un espace pourvu des matières premières convoitées par le monde entier. Les grandes puissances accourent dans notre pays pour acheter le bois, les pierres et le pétrole. Nos gouvernants, plus ils vendent les matières premières, plus ils encaissent de l'argent, plus ils parlent de croissance économique.

Domage que les entreprises soient absentes dans le circuit du développement du pays. L'absence des entreprises est la première cause du chômage et donc de la pauvreté. L'exemple de la Région de la Bouenza est sans appel. De 1947 à 1975, il existait dans cette région la carrière de Montbello, en allant vers le Gabon et, entre Montbello et Makabana, il y avait deux ranchs, le ranch de Mouindi et le ranch de Dihessé. Loudima était doté d'une station fruitière, et d'un Centre de Recherche Agricole. Nkayi abritait l'Office Congolais des Forêts (OCF), la Société Industrielle Agricole du Niari (production du sucre), Huilerie de Kayes (Huilka) et l'Aliment de Bétail (MAB). Entre Nkayi et Madingou, on notait la présence remarquée de Joffre (Fruits) et de Jean Déséales (riz). Dupont IBA (Institut du Bois Africain) faisait la fierté de Madingou et, entre Madingou et Boko-Songho, il y avait Dupont/ Aubeville (volaille, pisciculture, maraîchage, etc.), le Ranch de Louamba, et les Mines de cuivre. Entre Madingou et Bouansa, on rencontrait l'Institut de Recherche du Coton et des Textiles, Dechoulot Ranch SAPN (Société Agropastorale du Niari) et SOCAMA (élevage porcins et

bovins). Il y avait à Mouyondzi, FORALA (huile de palme) ; à Loutété, une Cimenterie, à Yamba SONEL, ranch de Massangui. Enfin, à Mfouati, il y avait SONAMIF (plomb).

Depuis 2000, la carte d'activités industrielles et agropastorales de cette région a pris un sérieux coup de vieux. Elle est devenue par la force de l'irresponsabilité des gouvernants un champ de ruines industrielles. Depuis 2010, les pouvoirs publics tentent de réveiller le Centre de Recherche Agricole de Loudima (CRAL). A Nkayi, SARIS (sucre) résiste, tout comme, le SARIS (calcaire, depuis 2007). A Loutété, la cimenterie fonctionne au ralenti.

Une telle ruine nous éloigne de la souveraineté alimentaire qui est la première science du développement économique. Les entreprises créent des emplois et donc la croissance. Les gouvernants inexperts dans les politiques de création d'emplois, se satisfont de la fausse croissance qui facilite la corruption. Ce sont les ministres vendeurs des ressources naturelles qui profitent le mieux de cette croissance. Certains plus salauds que les autres prélèvent cinq à dix pour cent sur chaque contrat. Les ministres du pétrole, des bois et des mines solides ne seraient-ils pas les mieux impliqués dans ces combines ? Les autres ministres font autant qu'ils peuvent. C'est normal ! Le ministre de l'Education nationale est obligé de jongler avec le budget de l'enseignement. Le plus audacieux prélève sa part lors de chaque paie des bourses. C'est pour lui l'unique moyen mis à sa disposition pour qu'il essaie de suivre le cours des choses. La corruption ayant été autorisée en haut lieu,

celui qui ne suit pas le rythme de corruption est suspect, il passe pour un imbécile.

Je plaide pour une croissance qui aura pour soubassement solide l'entrepreneuriat. Une croissance difficile à monter parce qu'elle se bâtit pas à pas. Créer des entreprises et les accompagner dans l'amélioration de leur compétitivité interne est l'unique solution pour sortir de cette fausse croissance qui ne profite qu'aux grands du pays. La vente des matières premières est notre seul pôle d'excellence. Conséquence : une sousdiversification de l'économie accompagnée par un chômage et une pauvreté de grande ampleur. Une fausse croissance biaise la répartition équitable des richesses. Seuls les ministres, leurs familles et leurs compagnons de lutte en tirent profit. Les entreprises sont importantes ; elles remplissent le porte-monnaie par le salaire. Le salaire payé par l'entreprise reste dans le pays. Ce qui n'est peut-être pas le cas des avoirs financiers des ministres vendeurs de matières premières. Que chacun ait juste sa part, sa part juste maintenant et pour toujours. Ne confisquons pas la part des autres.

Le peuple réclame une croissance créatrice d'emploi. Elle passe nécessairement par l'application d'une série des mesures. Les plus urgentes : accroître les possibilités d'emploi au profit des jeunes sans qualification ; assurer la qualification professionnelle aux métiers d'avenir pour les jeunes peuplant le secteur informel ; appuyer la création des microentreprises par un système de financement innovant ; favoriser l'insertion des jeunes diplômés et la réinsertion des sans-emploi ; encourager l'initiative privée en améliorant l'environnement des affaires. Dans le même temps, il importe de refonder le système éducatif hérité

de la colonisation qui n'offre aucune importance aux filières technologiques. Réduisons l'inadéquation excessive entre la formation et les besoins du marché du travail. Sortons du cercle vicieux des jeunes diplômés sans qualification et des emplois sans jeunes. La pénurie des travailleurs qualifiés est l'une des causes les plus conséquentes de la paupérisation. Je propose des objectifs chiffrés en doublant le budget de l'enseignement supérieur de trois à six pour cent ; l'enseignement primaire, secondaire et de l'alphabétisation de sept pour cent passerait à quatorze pour cent et l'enseignement technique et professionnel de quatre à huit pour cent.

L'ARGENT EST LE POUVOIR EXECUTIF DES PEUPLES : NE LE CONFISQUEZ PAS

Tout Congolais a le droit non seulement de vivre en sécurité mais aussi de disposer des ressources lui permettant de vivre dignement. L'argent n'est pas autre chose que le pouvoir exécutif de chaque individu. Il est un outil qui permet de se procurer les biens matériels et immatériels. Manquant d'argent et donc de pouvoir exécutif, des familles se trouvent dans l'incapacité de soutenir les études de leurs enfants. Des familles entières se réunissent et vendent des biens immobiliers en vue de supporter le coût du voyage d'un enfant. Des pratiques insupportables occasionnées par l'ampleur de la paupérisation des populations. Certaines familles retardent l'hospitalisation d'un parent, d'autres n'ont pour parent que la faim, sinon la malnutrition, d'autres encore s'entassent dans des logements insalubres pis, on compte parmi eux, des enseignants, des infirmiers, des commerçants, des étudiants. La misère bat son plein. La coupe de la pauvreté est pleine.

Les fonctionnaires fraîchement retraités attendent cinq ans pour percevoir leurs premières pensions. Quand la Caisse de Retraite des Fonctionnaires autorise le paiement de leurs arrérages, certains fonctionnaires mafieux, exigent des pots-de-vin pouvant aller de trente à quarante pour cent du montant à décaisser. Sur dix millions de francs CFA, soit 15 244.90 euros, huit reviennent au bénéficiaire et quatre autres au fonctionnaire, médiateur de la situation. Ce qui a laissé dire à un retraité rencontré lors mon dernier séjour à Brazzaville, en 2013, « *qu'au Congo les fonctionnaires achètent l'argent* ». Les usagers « *vendent* » de l'argent aux fonctionnaires et autres agents publics en vue de

débloquer un problème administratif. Une situation déplorable occasionnée par les nombrilistes de la République qui confisquent les richesses de la nation. La chose publique est sacrée et nul n'a le droit de la confisquer.

Le pouvoir d'achat a dégringolé. Le panier de la ménagère reste creux. Vu la cherté des aliments dans les marchés, s'alimenter est devenu un vrai casse-tête congolais. Une famille de quatre personnes ne dépense pas moins de 7.000 francs CFA, soit 10.67 euros par jour pour la nourriture. La croissance est au rendez-vous sauf qu'elle est absente dans le panier de la ménagère. L'argent n'a pas des pieds pour se déplacer. Les gouvernants et leurs équipes sont les premiers responsables des flux de trésorerie. Il leur incombe la responsabilité de les distribuer de manière juste. Si l'argent du Congo se retrouve dans les paradis fiscaux, la ménagère n'en est pas responsable.

Au fil des années, le gâteau de la République grossit mais il est mal partagé, parce que confisqué par ceux qui sont censés le partager de manière équitable. Plus le budget de la nation augmente, plus vous confisquez l'argent aux ayants droit. Rendez l'argent ! Ne prenez pas un dû qui n'est pas le vôtre. Lorsque l'argent fait défaut, tout fait défaut. Votre pouvoir aussi fait défaut. Tout gouvernant doit mettre en place des politiques publiques efficaces capables de produire une plus grande équité. Ne pas observer le principe d'équité est plus qu'une erreur, c'est une faute

SERMON POUR LA REPARTITION EQUITABLE DES RICHESSES

Le rôle du gouvernement ne se limite pas à faire respecter les lois sans redistribuer les revenus. Pour reprendre une métaphore bien connue, chaque gouvernement a l'obligation de fournir un «*filet de sécurité*» aux plus démunis. Dans notre pays, la redistribution devrait s'imposer au gouvernement du fait qu'elle n'implique pas de devoir prendre chez les uns pour pouvoir donner aux autres. Elle ne consiste pas à enlever un franc à Madzou pour le donner à Ickonga comme c'est le cas dans de nombreux pays où la quasi-totalité des revenus sont produits par les hommes. Les gouvernements européens taxent les revenus de Jacques pour augmenter ceux de Paul. Dans notre pays, il n'est pas question de réduire l'utilité de Madzou pour augmenter celle de Ickonga. De la vente des matières premières, notre pays génère sans coup férir certains revenus qu'il est nécessaire de redistribuer. C'est un cas de conscience. Les redevances pétrolières, forestières et minières sont des cadeaux du ciel et doivent alimenter deux champs d'action : l'investissement et la redistribution. On investit, ensuite on redistribue les bénéfices générés par l'investissement mais on ne confisque rien. Cessez de tendre au peuple un filet d'insécurité.

J'insiste : la politique de répartition équitable des richesses ne devrait susciter aucune contestation de la part d'une frange de la population. Pour cause, elle ne sera pas financée par des prélèvements. Loin s'en faut l'idée de prendre un franc à une frange de la population pour en donner à une autre. On ne déshabillera pas Tati pour habiller Oko. L'urgence est de mettre fin aux injustices sociales qui minent aujourd'hui la stabilité de

notre société. Le problème n'est pas de soutenir l'égalité réelle de salaires entre les Congolais. C'est l'inégalité des chances qui est attaquable. La République est placée dans une situation insolite où le peu a trop et le trop a peu. Aucune société ne peut cautionner le fait que le peu ait trop de manière injuste. Le peuple rejette cette politique qui consiste à donner tout à ceux qui ont tout et rien à ceux qui n'ont rien. Il est immoral que celui qui possède une papaye entière exige que ceux qui en possèdent la moitié la partage avec lui.

Si on veut être une grande nation, il est important de mettre en œuvre des politiques de partage équitable des richesses. La banque de nos richesses n'a pas fait faillite. Le Congo n'est pas un chèque sans provision. Notre pays a du pain et personne n'en mange. Le problème n'est pas mathématique mais politique. On n'a pas un problème de richesse, mais de répartition de celle-ci. Ce n'est pas l'eau qui manque dans notre pays, mais elle n'est pas forcément là où on en a besoin. Pendant que les uns meurent de faim, d'autres souffrent « d'obésité ». On a l'impression que pour que le régime subsiste, il faut qu'il y ait des affamés. Je crains qu'à ce rythme la fin de la faim ne soit pas pour demain. C'est une insulte de pérenniser les positions acquises par la violence et la confiscation des fruits de la nation. Ils sont capables d'aider une mouche à sortir d'une bouteille, mais ils restent insensibles aux souffrances du peuple. Au lieu d'être de mauvaise foi pour la bonne cause, le gouvernement militaire de Brazzaville est de bonne foi pour les mauvaises causes. L'enfer est pavé de bonnes intentions.

La nation tout entière se lève pour exiger premièrement que tous ceux qui sont coupables de confiscation des

fruits de la croissance puissent démissionner de leurs responsabilités politiques. Il n'existe plus de séance de rattrapage. Il y a longtemps que c'est trop tard. Deuxièmement que la classe politique de demain ne s'amuse à reproduire les mêmes maladresses. La bonne gouvernance sera le seul critère d'accession au pouvoir, de sa longévité et de sa perte. Aucune arme, aucune stratégie, aucune puissance, ne stoppera la marche du peuple congolais vers plus de dignité, plus de justice sociale. Le refus des politiques à distribuer de manière équitable les fruits de la nation défie tout bon sens. Aucune logique ne saurait le justifier. Le gâteau que les politiques ont la responsabilité de partager est tellement gros que la nécessité de le faire s'impose. Dommage que la classe politique ait jeté au pilori l'impératif de justice sociale. Elle s'est enrôlée dans un système de gouvernance sans issue. Les bonnes volontés sont piégées par un système politique contrôlé par les militaires. « *Le pouvoir est au bout du fusil* » a-t-on appris depuis leur arrivée au pouvoir. Mais qui est au bout du fusil si ce n'est l'adversaire politique ou le peuple ? Quel est l'objectif visé par celui qui met la gâchette en branle, si ce n'est l'exclusion des concurrents et la caporalisation des richesses du pays ?

Le partage équitable des richesses amènera une population longtemps marginalisée au sein du réseau social de l'Etat. Tous au « *mbongi* » ! Tous au « *kandza* » ! La philosophie de cette institution millénaire de partage fera avancer le pays d'un demi-siècle, soit un bond en avant de cinquante ans. Le partage des richesses constitue le défi majeur que l'Afrique et sa génération se doivent de relever. En la matière, Brazzaville a vocation à montrer le chemin, à influencer la sous-région et, à contraindre les autres à le suivre.

La répartition équitable des richesses est la meilleure et l'unique réponse possible en vue de dissoudre les divisions nord/sud instrumentalisées par les politiques véreux et irresponsables. Elle évacuera les frustrations tant accumulées et fera appel à une société plus solidaire, plus apaisée, plus pacifique. Telle une fleur au contact du soleil levant, le peuple s'épanouira ; la jeunesse sera plus responsable, plus créatrice, plus conquérante. Ainsi les milices et leurs violences seront derrière nous. La mauvaise redistribution des fruits de la nation alimente l'oligarchie bureaucratique militaire à fondement ethnociste constatée par Ange Diawara, l'ethnie classe théorisée par Pascal Lissouba et le revanchisme nordiste entretenu par le général d'armée Denis Sassou Nguesso et dénoncé par l'ancien ministre d'Etat Aimé Matsika. Laissons derrière nous toutes politiques qui n'honorent et n'élèvent la nation. Remettre à chacun sa juste part évacuera les nombreux contentieux politiques qui minent le pays. Les membres du gouvernement sont constamment stressés à l'idée de perdre leur poste, de basculer dans la misère et de se noyer dans l'océan des besoins. Ceci est la preuve que notre société ne rassure pas. Ouvrons les vannes de la redistribution des richesses. Seule une répartition juste va rassurer. Les ministres ne démissionnent pas de peur de tomber dans l'océan de la misère.

PRIORITE A L'INSTAURATION D'UNE SOCIETE TRAVAILLEUSE

Il est évident que la volonté affichée de partage équitable des fruits de la croissance exclusivement réservée aux personnes les plus fragiles et aux jeunes scolarisés entraînera tôt ou tard la surenchère politique. La tentation sera grande d'élargir cette politique à

l'ensemble de la société. Il va de la responsabilité des gouvernants présents et futurs de veiller pour que la surenchère de l'assistanat ne prenne pas le dessus sur l'assistance condition *sine qua non* de la justice sociale, de la paix sociale. L'allocation de la bourse scolaire incitera au travail et à l'effort la jeunesse. Attention aux pièges liés aux politiques de redistribution des fruits de la nation ! Si les politiques de redistribution se font sans responsabilité, elles n'inciteraient pas à l'activité et pénaliseraient la croissance et le développement de notre pays. Les aides de l'Etat seront réservées *stricto sensu* à la frange la plus fragile de la population. Jamais elles ne seront élargies aux personnes valides, en capacité de travailler sans contrepartie. Il faut construire une société travailleuse. Le travail affranchit l'homme. Seule une société ultra travailleuse est à l'abri des intempéries. Le pays est en friche. On ne travaille jamais assez. Le travail doit être honoré. Il est un instrument efficace contre la misère. *Labora ex oratione*, travaille dans l'esprit de la prière. La paresse ne conduit qu'à la perte.

La pauvreté partagée, le sous-progrès ne sont que l'expression des effets collatéraux d'une mauvaise organisation du temps de travail. Soyons tous les ouvriers du développement de notre pays. On ne peut pas distribuer si on ne crée pas les richesses. La valeur travail crée la richesse et cette dimension ne sera pas négligée, bien au contraire, elle sera une priorité. Des politiques fermes contre l'oisiveté seront initiées. La Carte d'Identité Professionnelle (CIP) sera instaurée. Ce qui permettra au gouvernement de mesurer le niveau de qualification et de compétence des ouvriers.

Je propose l'instauration de la Bourse Scolaire et des Allocations en faveur des Personnes Handicapées. Je

reste persuadé que ces mesures aideront à accroître la consommation intérieure et par suite à stimuler la croissance économique.

INSTAURATION DE LA BOURSE SCOLAIRE

Le gouvernement civil de demain instaurera la Bourse scolaire. L'objectif est d'améliorer les conditions de travail de chaque bénéficiaire par voie de conséquence la qualité de l'enseignement. Pour en être bénéficiaire, les familles seront tenues de prouver que leurs enfants ont un minimum de quatre-vingt-dix pour cent de fréquentation scolaire. La bourse couvrira les frais de transport, de restauration, de livres de cours ou de matériel scolaire. Levons les handicaps matériels qui perturbent la performance de chaque élève. Une fois délivré des problèmes financiers, l'enfant pourra se concentrer sur ses études. En agissant d'abord sur les premiers concernés, chacun pourra aller au plus loin de ses capacités. Le gouvernement civil de demain plaide pour une égalité de droit à l'éducation. Il est inadmissible de voir que certains enfants passent toute la journée à l'école sans boire ni manger. Un enfant affamé ne peut suivre les cours avec attention. Aussi, un petit problème de vue non décelé justifie de nombreux échecs scolaires. Dans notre pays, au moins quinze pour cent des élèves ont besoin de lunettes. Faute d'argent ou par négligence, très peu portent des verres. Beaucoup ont de mauvaises notes car ils ne voient rien au tableau noir. En cela, le gouvernement militaire de Brazzaville a le monopole de la vision floue. Il ne voit pas l'extrême myopie de certains élèves. C'est en étant plus attentif à la vue de l'enfant qu'il peut mieux fixer son attention. Un ministre des Finances presbyte et sans lunettes est un homme dangereux.

Vous l'aviez compris, notre préoccupation est d'améliorer les conditions de travail des élèves. Le climat de discipline est le témoin de l'engagement et de la motivation des élèves. Dès lors que les élèves

n'écoutent pas ce que dit le professeur, il leur est très difficile de bien travailler. L'attention et la concentration sont des ingrédients indispensables à l'expression de l'intelligence. Tout enseignant fait cette observation : l'étudiant le plus intelligent sait écouter avec une remarquable attention. L'intelligence s'éveille par la concentration. Lorsque l'attention et la concentration baissent l'inintelligence augmente. Le gouvernement civil de demain a conscience qu'un enfant affamé ou qui a des problèmes de vue ou encore qui est en station debout pendant le cours par manque de table banc, ne peut donner le meilleur de lui-même. C'est pourquoi en dehors de la généralisation de la bourse, il est urgent de travailler sur l'amélioration de l'environnement dans les classes. Elle passe inexorablement par une baisse significative des effectifs des élèves et étudiants et par une nette augmentation du nombre d'enseignants et des salles de cours.

INSTAURATION DE L'ALLOCATION D'AUTONOMIE AUX PERSONNES HANDICAPEES

La solidarité au profit des personnes en situation de handicap sera inscrite dans la Constitution. De tout temps, ce nouveau droit sera inaliénable et inattaquable. Le plus fort n'a pas besoin de loi. Mais le plus faible a besoin de loi pour se protéger. Une société incapable de manifester sa solidarité à l'égard des personnes les plus fragiles ne peut prétendre faire mieux en faveur des personnes valides. Une société capable de relever le défi d'une solidarité particulière en faveur des populations plus fragiles est une société prête au progrès et aux inventions. Une société qui est en mesure de détecter le génie, de reconnaître le talent des personnes handicapées, est une société plus apte à découvrir, à encadrer et à valoriser le génie et le talent de personnes valides. Une République reine de l'injustice est condamnée à l'impuissance et à la pauvreté. Notre ambition est de faire du Congo, l'un des pays d'Afrique où les droits des personnes handicapées seront les mieux respectés.

Parmi les mesures phares : Création de la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie des Personnes Handicapées. Sa mission : prendre en charge la dépendance des personnes ayant un handicap, veiller à l'égalité de traitement sur l'ensemble du territoire, mener les études, recherches et évaluations sur la dépendance des personnes ayant un handicap. Le montant de l'allocation couvrira les frais de logement, de santé, de transport et de nourriture.

Les personnes en situation de handicap ne représentent pas nécessairement un poids pour la société. Toutes

sont préoccupées par la volonté d'être autonomes. L'impuissance ne signifie pas absence d'aptitudes. Une fragilité peut être féconde. Les personnes handicapées acceptent et assument leur anormalité. Cessons de voir l'escargot dans la personne handicapée. Le mal voyant arrive à faire des courses et rentre tout seul à son domicile, preuve d'une grande potentialité. Il y en a qui font mieux que les personnes valides, qui deviennent des sportifs, des professeurs, des artistes de renom. Au cœur du handicap sommeille la grandeur de l'homme. Aider sans jamais juger comment est venue la maladie. Le handicap ne s'efface pas, il se compense. A la République de l'honorer.

LA JEUNESSE EST PRETE A ALLUMER LA FLAMME DE LA PROSPERITE

L'homme qui a fait tomber le dictateur tunisien Ben Ali s'appelle Mohamed Bouazizi, un jeune chômeur devenu le symbole de la révolution après s'être immolé. A 26 ans, Mohamed était, comme nombre de jeunes tunisiens, sans emploi. Pour se faire un peu d'argent, il vendait à la sauvette des fruits et des légumes sur le marché de Sidi Bouzid, une grosse bourgade de cette Tunisie de l'intérieur, rude et pauvre. Le 17 décembre 2010, parce qu'une policière lui a confisqué sa marchandise après l'avoir houspillé, il achète une bouteille d'essence dans une station-service, se rend devant le siège du gouvernement et craque une allumette. Le lendemain tandis qu'il agonise à l'hôpital de Ben Arous, des centaines de jeunes envahissent la place principale de Sidi Bouzid. Le sit-in est aussitôt réprimé par les forces de l'ordre à coups de gaz lacrymogène et de matraque. La révolution de jasmin venait de commencer. En un mois, elle aura raison de la dictature. Les tyranneaux de Brazzaville croient posséder le peuple alors que c'est le peuple qui les possède.

La jeunesse n'exprime aucune adversité à l'adresse des hommes riches sans lesquels notre pays ne peut jouir d'une bonne santé économique. En revanche elle rejette un enrichissement illicite qui se fait sur son dos. Elle condamne des politiques apocalyptiques qui s'organisent autour de la violence et de la confiscation des richesses nationales. Elle attend de mettre en place des politiques en phase avec ses aspirations, des politiques du XXI^e siècle. Les temps sont difficiles, le monde change trop vite, on ne peut plus se permettre de laisser continuer une dictature militaire qui refuse de

suivre la marche civilisationnelle du monde. Au lieu de tirer le pays vers le haut, elle traîne tout le monde vers le bas. Ce ne sont pas les généraux et les politiques affairistes qui ne sont bons qu'à trahir et à vendre les intérêts nationaux qui peuvent conjurer le mauvais sort de la jeunesse. Aux grands maux, les grands remèdes. La jeunesse est prête à allumer la flamme de la paix, de la justice sociale et de veiller pour qu'en définitive les politiques ne s'adonnent plus à la violence, à la gabegie.

La jeunesse est prête à allumer la flamme de la paix, de la justice sociale et à veiller pour qu'en définitive les politiques ne s'adonnent plus à la violence, à la gabegie. La jeunesse est persuadée qu'elle ne peut pas changer de pays. Mais elle peut changer le pays. Les jeunes ont bien compris que le chemin de la réussite ne passe pas forcément par l'expatriation. Désormais, la réussite, ils l'attendent chez eux. La génération politique montante est en accord parfait avec les nobles aspirations de la jeunesse. Il nous faut maintenant réconcilier les Congolais avec la réussite. Il nous faut rendre notre pays accueillant pour tous ceux qui veulent innover, investir. Pour préparer le pays à la modernisation, le gouvernement de demain versera la bourse scolaire aux jeunes scolarisés sans distinction. L'unique critère de distinction sera la présence aux cours. En supplément de la bourse scolaire, le prochain gouvernement établira la bourse au mérite. Comme son nom l'indique, la bourse au mérite consistera à verser une somme supplémentaire aux élèves déjà boursiers ayant obtenu la mention très bien ou se classant parmi les meilleurs.

La jeunesse est persuadée qu'on ne peut pas changer de pays. Mais on peut changer notre pays. La génération politique montante est en accord parfait avec les nobles

aspirations de la jeunesse. Le gouvernement de demain versera la bourse scolaire aux jeunes scolarisés sans distinction. L'unique critère de distinction sera la présence aux cours.

MON GENERAL N'AYEZ PAS PEUR DU RECENSEMENT

Là où une zone d'ombre échappe au regard du peuple, il n'y a plus de République. Les affaires de la nation sont les affaires du peuple. Le régime militaire refuse de se laisser traverser par la lumière. Il n'a rien d'une jolie fille. Il préfère l'obscurité à la lumière. Il cache toujours même lorsqu'il n'a rien à cacher ou à se reprocher. L'absence de transparence est sa nature profonde, ce qui rend quasi impossible le contrôle des lois par le Conseil constitutionnel et celui des comptes publics par la Cour des comptes. Le régime militaire excelle dans la démagogie plutôt que dans la véracité des faits, se satisfait de l'information biaisée, tripatouille le recensement, oublie qu'il n'est qu'une opération d'utilité publique destinée à organiser la vie sociale. Il importe d'avoir une base de données globale sur la population et de connaître la structure démographique du pays et d'être informé sur sa qualité de vie.

Vu son importance, le recensement devrait être annuel sinon tri annuel. Bien mené, il vous permet, mon colonel ministre, d'agir sur la natalité, la santé, l'éducation, la mortalité, le logement, le chômage, les migrations et tous les aspects sociaux. Il atténue les inégalités, favorise la justice sociale. La part d'un ménage de dix personnes ne sera plus attribuée à un ménage de deux personnes. Le fichier de la fonction publique sera dépoussiéré ; les intrus seront démasqués. Mon général ! N'ayez pas peur du recensement général de la population et de l'habitat. Il n'est qu'un instrument, avant tout, qui aide à la décision publique. Ne le confondez pas avec le recensement administratif spécial missionné pour constituer un fichier électoral. Il est vrai l'un ne va pas sans l'autre. Les statisticiens peuvent à partir du recensement général de la population extraire

les personnes en âge de voter et en en constituer un fichier électoral. N'ayez pas peur. Tout chef de famille doit connaître le nombre de personnes qui composent sa famille. L'enseignant, avant le début de son cours, procède à l'appel de ses élèves. Dans l'armée, la revue de troupe n'est-elle pas ce moment tant attendu où le commandant de l'unité procède à l'appel individuel de chaque soldat ? Laissez faire les statisticiens et les démographes, faites appel à leur expertise et tout ira mieux.

LE ROLE DES SYNDICATS DANS LA GOUVERNANCE CIVILE DE DEMAIN

Je propose la mutation des syndicats en partenaires sociaux et d'inscrire cette mutation dans la Constitution. Cette mutation passe nécessairement par une professionnalisation. Le rôle des syndicats mutés en partenaires sociaux sera de participer aux négociations d'ordre social, d'organiser, d'impulser et de superviser les différents corps de métiers. Le droit de grève est inaliénable. Personne ne peut la mettre en cause. Les revendications des salariés ne devraient entraîner l'arrêt systématique du travail. La grève ne signifie pas toujours l'arrêt systématique du travail. Toutes les sociétés ne s'expriment pas syndicalement de la même façon. Au Japon, la grève ne veut pas dire arrêt de travail. La France, pays de grande tradition syndicale, a instauré le service minimum pendant la période de grève. La grève en tant qu'arrêt systématique de travail n'est plus à la mode. Il nous revient d'inventer notre expression syndicale qui tienne compte de notre âme historique et du niveau de développement de notre pays. Le mode de fonctionnement de l'arbre à palabre « *Mfuma* », le conseil des anciens, « *Mbongi* », devrait être élargi à la gestion des conflits mettant aux prises les employés et le patronat. Le modèle de « *Mbongi* », autrement appelé le « *Kandza* », intégré dans la Fonction publique, tout comme dans les entreprises privées, facilitera la résolution des conflits.

De l'arbre à palabre inventé par les ancêtres, nous avons hérité un mode de résolution des conflits tout à fait original. Faisant de nous les héritiers de l'esprit de consensus et de la recherche permanente du compromis. La réappropriation de l'institution « *Mbongi* » permet d'inventer un mécanisme d'arbitrage des

conflits du travail et d'arriver toujours à une solution avant et non après. L'écoute, la modestie, le sang-froid, la courtoisie sont autant de richesses que nous conservons avec soin. Nous ne pouvons plus nous permettre de rejeter ce que nous avons en nous de plus intrinsèque. Le gouvernement de demain s'engage à faire des organisations syndicales de véritables laboratoires de recherche en vue d'organiser et de moderniser le monde du travail. L'existence des corps de métiers, la redéfinition du rôle des syndicats et le traitement anticipé des revendications des employés favoriseront l'efficacité gouvernementale.

En revisitant l'histoire, nous nous apercevons d'ailleurs qu'arrêter de travailler pour motif de revendications ne fait pas partie de notre culture. En revanche nos ancêtres arrêtaient de travailler pour des motifs métaphysiques. Nous ne travaillons pas assez. Seule l'ardeur au travail, nous sortira de la pauvreté inscrite sur nos visages alors que tant de richesses sont sous nos pieds. Demain dans nos usines, nous devons attacher une grande importance à la circulation de l'information entre les travailleurs et les différents niveaux de décision. L'objectif commun à atteindre étant le bien-être de tous et l'efficacité dans la mise en œuvre des politiques de développement économique.

Puisque nous ne travaillons pas assez, il ne faut donc pas s'étonner de voir qu'au lycée technique, le gamin, inscrit dans la filière électronique depuis cinq ans, n'a jamais vu de dynamo et qu'il manque de bois dans la section menuiserie. Si le régime de carence des biens a la vie dure, c'est tout simplement à cause des dysfonctionnements liés à notre mode d'organisation dans le domaine du travail. Le ciment se fait rare à

Brazzaville alors que l'usine chargée de sa production se situe à Loutété, dans la région de la Bouenza. Dans les années soixante-dix, il manquait du sucre à Brazzaville, alors qu'il y en avait à Nkayi, à deux cent cinquante kilomètres, où est située l'usine chargée de sa production. Les marchandises, tout comme l'argent, ne se meuvent pas toutes seules. Il faut construire des routes, des ponts et des entreprises capables d'assurer la circulation des personnes et des biens. La dynamo ne viendra pas toute seule dans une salle de classe. Les ordinateurs non plus.

A Paris, le petit monde des Congolais chausonne que le Centre Hospitalier Universitaire (CHU) de Brazzaville manque d'ascenseur. Dans la ville, le délestage de l'eau et de l'électricité n'aime pas les politiques, il aime le peuple. Les moustiques prolifèrent et le paludisme tue plus que la pandémie du sida. Bref des paroles, toujours des paroles, encore des paroles qui constatent mais, ne construisent jamais. En tenant compte de notre niveau de développement, le moyen le plus approprié à notre histoire et à notre culture serait d'adopter les formes parodiques de la grève. Lorsqu'il y aura grève, les salariés se contenteront d'arborer des brassards ou des rubans, de défiler ou de se réunir dans une salle pour marquer l'importance attachée à la revendication et l'impossibilité d'une entente avec la direction. Tout cela passe par la revalorisation de nos institutions comme le *mfuma*, l'arbre à palabre. Ces repères étant posés, les éléments décisifs paraissent être les suivants : la cohésion du corps social, la réorganisation des mécanismes de décision.

LA SOCIÉTÉ CIVILE AU CŒUR DE LA GOUVERNANCE CIVILE DE DEMAIN

Le sursaut ne viendra pas des politiques mais de la société civile. La chose publique est trop sérieuse pour la laisser entre les seules mains de la classe politique. Notre capacité d'indignation ne souffre d'aucun problème. En revanche ce qui fait défaut, c'est notre capacité d'agir ensemble. Une nation n'est grande, je veux dire, agréable à habiter, que dans la mesure où, ses citoyens la font telle. L'éveil et la prise de conscience des citoyens sont les seuls ingrédients qu'attend le gouvernement.

La société civile sera reconnue, renforcée, écoutée et respectée. Je suis persuadé qu'elle veillera mieux que quiconque sur la bonne marche de notre pays et de ses institutions. Elle saura tirer la sonnette d'alarme sur tous les manquements aux règles de vie commune, de la petite incivilité à la grande incivilité. De la petite criminalité germe la grande. La petite incivilité est une porte d'entrée vers des formes de violence et de criminalité plus déstructurantes. Si on ne punit pas les gens, ils vont récidiver de manière grave. Le plus grand des maux est de commettre l'injustice. Et, mieux vaut, ayant commis l'injustice, être puni, que de rester impuni. De tous les maux, rien n'est pire que de commettre l'injustice sans être puni.

Le premier principe à respecter est de corriger avant que la situation ne dégénère. Le jour où on a promu des fonctionnaires véreux, le jour où on a laissé casser les maisons sans indemniser les propriétaires, le jour où on a autorisé le pillage sans jamais poursuivre les auteurs, le jour où l'assemblée des vainqueurs s'est levée devant

les seigneurs des massacres, le jour où on a sacralisé les assassinats, le jour où on a applaudi le premier coup d'Etat militaire, ce jour-là est né la spirale de l'impunité et du déclin. Les sociétés ont les rites qu'elles méritent. Des petites incivilités germent les grandes. Le poisson pourrit par la tête. Tout défaut qui plaît au général président devient une qualité. Toute qualité qui déplaît au général président devient un défaut. Le sommet de l'Etat est affecté parce qu'infesté par la gangrène de l'impunité. Par un effet multiplicateur, le haut peuple a gangrené le bas peuple. Mais c'est le bas peuple qui en paie le prix fort. Pendant la chute, on n'a pas l'espoir que tout va très bien se passer puisque par expérience l'atterrissage est catastrophique.

Faisons confiance à l'expertise de la société civile. Sortons des lamentations esseulées dont nous sommes friands. Deux ou trois Congolais se retrouvent dans un café, au bout d'une rue, font et refont le Congo sans pourtant passer à une action plus concertée, plus intelligente, plus responsable. L'heure n'est plus à l'analyse psychologique de la situation. Il ne suffit pas de rappeler les principes, d'affirmer des intentions, de souligner des injustices et de proférer des dénonciations si on ne prend pas soi-même ses responsabilités pour remédier aux problèmes. Il est trop facile de rejeter sur les autres la responsabilité des injustices, si on ne perçoit pas en même temps qu'on y participe soi-même. Nous laissons nos routes se dégrader sans les réparer et si nous ne pouvons le faire, nous refusons de faire pression sur les pouvoirs publics. De nombreuses femmes meurent en couche ou perdent leur bébé. Tout le monde en parle mais personne ne

réagit. Ainsi va la vie, ça n'arrive qu'aux autres. Prenons garde ! Nous sommes tous vulnérables.

Nos villages meurent de désert médical, nous regardons ailleurs.

Chaque année, à cause de l'important déficit agricole, nous importons pour près de cent milliards de francs CFA (152 millions d'euros) de produits alimentaires. Cette situation ne pèse pas sur nos consciences. « *Un peuple qui ne produit pas ce qu'il consomme n'est pas un peuple libre* », dit l'ancien Président de la République Alphonse Massamba Debat. La production agropastorale est quasi nulle. Nous consommons la production des autres alors que la révolution verte est à notre portée. A quoi bon discourir sur nos souffrances, si nous ne pouvons y apporter des solutions. Nous travaillerons pour que les Congolais nourrissent les Congolais. Ayons la maîtrise de notre chaîne alimentaire. Tout est lié, tout a un sens, il n'y a pas de patriotisme sans patriotisme alimentaire.

La situation de nos écoles est plus que catastrophique. Affamés, entassés à même le sol, nos enfants ne peuvent suivre les cours avec attention. Si les pouvoirs publics ne peuvent leur offrir un repas, qu'ils leur offrent au moins des tables et des chaises. En lieu et place des lamentations, il faut travailler, s'engager, contribuer à la résolution des problèmes auxquels nous sommes tous confrontés. Il y a toujours un début au délabrement d'une chose. Le délestage de l'eau et de l'électricité a une date de naissance. Nos aînés le savent. Aucun n'avait dit mot. Les usines ont fermé les unes après les autres. Les responsables avaient été promus. De fil en aiguille, le bourreau est devenu la victime. Les règles les plus

élémentaires de la vie société sont bafouées sans en être inquiet. Nous portons en nous-mêmes les germes de notre puissance comme de notre impuissance, de notre pauvreté comme de notre prospérité. Le paludisme tue plus que le sida. Faute d'action concertée, le petit insecte bien visible, moins que le virus du sida, continue son œuvre mortifère. Qualité de vie et quantité de vie sont indissociables. Qualité de vie dans nos quartiers, qualité de vie sur nos lieux de travail, qualité de vie à l'hôpital, les trois qualités de vie augmentent nécessairement l'espérance de vie.

ENSEMBLE NOUS DEMOLIRONS LES PRISONS DE LA PAUVRETE

La pauvreté ne prend pas des vacances. La prospérité ne vient pas à ceux qui l'attendent assis. Notre incapacité à s'associer est à l'origine du déficit de la culture démocratique, de l'abus de pouvoir, de l'impunité, de la faible représentativité des femmes dans les sphères des décisions. A qui et à quoi peut-on attribuer la faible organisation des partis politiques, de la société civile et des médias, si ce n'est à nous-mêmes. La fraude, la concussion, la corruption, les arrestations arbitraires et les gardes à vue abusives qui gangrènent le pays ont pour cause le fait qu'on ne s'associe pas en vue de la défense des causes justes. Il importe de s'associer pour combattre et dénoncer en bonne et due forme toutes les anti-valeurs. Autrefois, le méchant prenait la fuite sans qu'on le poursuive. Le juste avait l'assurance comme un jeune lion au milieu de ses pairs. De nos jours, dans notre pays, c'est le juste qui est pourchassé. Aujourd'hui, le juste devient étranger dans le pays de ses pères. Il est de la responsabilité des citoyens de travailler en association, tout comme, il revient au gouvernement d'apporter un appui technique et financier aux partis politiques et aux organisations de la société civile. Deux manières de faire qui favorisent inéluctablement la bonne gouvernance et consolident la paix et la sécurité.

Notre capacité à s'associer ouvrira les vannes du progrès dans tous les domaines de la vie en société. S'associer pour travailler ensemble, c'est me semble-t-il, créer et renforcer les corps de métiers. Exemple : les corps de métiers du commerce permettront le contrôle du commerce tenu par les expatriés. L'idée est de soutenir techniquement et financièrement les

nationaux à s'associer en vue de créer des centres commerciaux. L'objectif est d'atténuer notre improvisation dans le monde du business.

L'organisation des boulangers et pâtisseries en corps de métiers permettra aux pouvoirs publics d'avoir des interlocuteurs sur lesquels ils pourraient s'appuyer pour que la production des pains réponde aux normes de qualité. Aujourd'hui, le pain produit par nos boulangers ne satisfait personne. Le corollaire de cette situation est la vente sur les marchés d'un pain sans mie et, cela au détriment des consommateurs. Les Corps de métiers du bâtiment permettront d'évaluer les capacités de mobilisation en main d'œuvre lors des constructions des logements. Ainsi, le gouvernement sera-t-il informé du nombre d'architectes, de menuisiers, de charpentiers, de plombiers, de plafonneurs, de maçons, de carreleurs, de peintres, de couvreurs, d'électriciens, de coffreurs, de conducteurs d'engins de chantier, de ferrailleurs, de tailleurs de pierre pour agir en conséquence. Le recensement de tous les corps de métiers fournira des informations sur le niveau de qualification et de compétence de la main d'œuvre. L'accès aux marchés publics des entreprises étrangères sera conditionné par le respect de la clause du « *mieux disant-social* » et du « *mieux disantenvironnemental* ».

Il faudrait s'associer pour dénoncer les bavures policières, les dysfonctionnements du CFCO et, enfin pour lutter contre les anti-valeurs. Il n'y a rien, suivant moi, qui mérite plus d'attention que celle qui consiste à perfectionner l'art de s'associer. Il faudrait créer des associations de bénévolat servant de relais à tous ceux qui sont à la recherche des bénévoles pour exécuter une tâche pour le bien de la communauté. Il est judicieux et nécessaire de s'associer pour exécuter de très grandes

choses et de très petites. L'association est un puissant moyen d'action. On se souviendra de la célèbre maxime de Karl Marx qui clôt le *Manifeste du Parti Communiste* : « *Prolétaires de tous les pays, unissez-vous* ». Cet appel à l'union, de tous les ouvriers, de tous les pays, a fait bouger les lignes du capitalisme sauvage. Le défi de notre société est de perfectionner l'art de poursuivre en commun l'objet de nos communs désirs et d'appliquer au plus grand nombre d'objets cette science. Il existe un rapport nécessaire entre les associations et l'égalité, entre les associations et le progrès, entre les associations et le festif. L'homme est un être social et les Congolais doivent en donner la preuve en agissant en réseaux. La logique associative produit inéluctablement un système politique capable de veiller sur tout le monde, ce quel que soit le rang social de chacun.

Le progrès de toute société est à chercher dans l'art de s'associer. « *Dans les pays démocratiques, la science de l'association est la science mère* », écrivait, à juste titre, Alexis de Tocqueville, « *le progrès de toutes les autres dépend des progrès de celle-là* ». L'association est une science au même titre que les sciences sociales et naturelles. Aucune nation ne s'est modernisée sans avoir réussi à développer et à perfectionner la science de l'association. Cela est valable pour toutes sociétés quels que soient la forme et le degré de son organisation politique.

Tout n'est pas perdu. Les royaumes dont nous sommes les descendants en fournissent la preuve. Nos aïeux étaient experts dans l'art de s'associer. Autrement, ils n'auraient pas pu bâtir le royaume de Kongo dia ntodila, le royaume de la totalité. Ntotila : celui autour de qui sont réunis des peuples qui s'étendaient des territoires

du nord de l'Angola, de Cabinda, de la République du Congo, la partie occidentale de la République démocratique du Congo et d'une partie du Gabon. Les invasions européennes ont saboté cette expertise associative qu'il faudrait, bien entendue, reconstruire. L'associatif est l'unique chemin de réappropriation des univers perdus, plusieurs fois millénaire, en l'occurrence, des univers religieux, scientifiques et politiques.

Ensemble et à l'unanimité, nous veillerons pour que la sécurité alimentaire et nutritionnelle soit effective. A l'unisson, nous mettrons la régie des eaux, coupable de distribution d'eau impure devant ses responsabilités. Quelle que soit sa force, une seule personne ne peut porter ses revendications et obtenir gain de cause. Les murmures et les colères esseulés n'ont jamais changé quelque chose. Mais si nous les portons à l'unisson et que nous le faisons savoir, ça aura plus d'impact. Les pouvoirs publics ne s'aventureront plus à mettre de l'eau impropre dans nos robinets. Ensemble, nous les obligerons à construire des nouveaux systèmes d'adduction d'eau potable.

Dans l'art associatif, les sociétés des fourmis pourraient nous servir d'exemple. Les termites, les abeilles rassemblent un grand nombre d'individus afin de créer une colonie fonctionnelle et rapide. En créant des associations, en travaillant en association, nous réussirons à construire un réseau intelligent qui permettra de résoudre des problèmes complexes auxquels nous sommes confrontés. Notre incapacité à nous unir et à nous réunir justifie le fait que nous manquions d'instituts de recherche de qualité. Il y a institut, lorsque les intelligences de tous les âges, des

lieux et de parcours différents ou similaires se réunissent continuellement sur une équation à résoudre. Ce sont les instituts, les centres de recherches, les universités qui produisent le progrès et donc le développement de toute société. Mettre en réseau les intelligences est notre préoccupation constante. Etudiant en sociologie à l'Université de Brazzaville, j'y ai suivi les enseignements du professeur Côme Mankassa. C'est tout naturellement que je l'ai interpellé par une question qu'il a reconnue ne lui avoir jamais été posée : « *Monsieur Mankassa* », disje, « *il est incontestable que vous êtes parmi les enseignants de qualité que notre université n'ait jamais connus depuis sa création. A ce titre, auriez-vous un petit groupe de deux enseignants et/ou deux étudiants à qui vous transmettez de manière intensive vos acquis, notamment la maîtrise de vos connaissances scientifiques ?* » Comme on pouvait s'y attendre la réponse fut négative avec une mention spéciale : il n'arrivait même pas à transmettre ses acquis à un de ses enfants. Dans notre pays, la chaîne de transmission de l'expertise ne fonctionne pas assez bien. La disparition de l'expert entraîne celle de l'expertise. Il y a trop de failles dans cette chaîne. Cela est dû à notre incapacité à travailler en association.

Travailler en association offre de nombreux avantages. Pendant que certains lutteront contre la faim et la déforestation, d'autres mèneront la lutte contre la mortalité infantile et le paludisme ; d'autres encore combattront le délestage de l'eau et de l'électricité. De cette façon, les responsabilités seront établies, les coupables seront sanctionnés, et les plus méritants seront récompensés. Ces luttes conjuguées, orchestrées dans le cadre associatif, seront la clef du succès, du progrès de notre pays. La plateforme associative

construira un réseau intelligent sans lequel le progrès ne sera jamais au rendez-vous.

On aime vivre ensemble, chanter, danser, pleurer ensemble, mais on doit aller plus loin. On doit lutter ensemble. On est condamné à travailler ensemble. Chez nous, la vie n'est complète que lorsqu'elle est vécue ensemble. Le « *mbongi* » en est une expression achevée. Le « *mbongi* », lieu où se donne, se partage et se prolonge la vie, doit être transposé dans le monde du travail. On ne se lave pas le visage avec un seul doigt, mais avec les cinq doigts de la main. Personne ne joue au tam-tam avec un seul doigt. Les fils et filles du pays doivent œuvrer ensemble, se préoccuper et s'investir dans le progrès du pays. Cela implique de se laver le visage non point avec toute la main mais avec les deux mains. Tous les doigts de la main ne sont pas égaux. Ce qui est une richesse. Mobilisons-nous au profit des causes justes, au profit de nous-mêmes, de notre pays. Il y a plus de lumière et de sagesse dans beaucoup d'hommes réunis que dans un seul. En chacun de nous sommeille une part de génie. L'union fait la force, jamais l'inverse. La loi de la complémentarité est à traduire dans les faits. Elle est à expérimenter dans les moindres recoins de la vie de notre société.

Créons les conditions pour que les Congolais de tous les âges, de toutes les conditions, de toutes les obédiences et de toutes les régions s'unissent sans cesse dans toute sorte d'associations. Des associations politiques, intellectuelles, commerciales, industrielles, religieuses, morales, de fort générales et de très particulières, d'immenses et de fort petites. Toutes sont aussi nécessaires que les premières et peut-être plus. Les associations politiques n'ont pas le monopole du

progrès social, encore moins du progrès économique. Sans un réseau associatif fort, les organisations politiques ne peuvent seules impulser les changements qualitatifs et quantitatifs. Les Congolais s'associent pour louer Dieu, ensevelir leurs morts. Ils s'associent peu, sinon pas du tout, pour sauver des vies, construire des internats et des écoles, élever des églises, construire des bibliothèques, soutenir les études des enfants à l'étranger, pousser la diaspora à investir, créer des hôpitaux, lutter contre le fléau du paludisme, créer des entreprises, nettoyer les rues et les marchés. Aucun gouvernement, aucun leader politique, aucune coalition, aussi puissant, aussi expert qu'il puisse être, ne pourrait venir à bout des maux qui minent notre société. Un homme, tout seul, ne peut être le moteur du progrès.

ENSEMBLE NOUS SOUTIENDRONS NOS COMMERCES

L'économie informelle domine l'économie congolaise. Près de soixante-dix-huit pour cent de la population travaille dans ce secteur principalement dans le commerce des produits transformés. Il n'y a pas beaucoup d'emplois rémunérés, puisque ceux-ci sont occupés par des travailleurs qui sont, pour la plupart, à leur propre compte. Le constat est désolant. Les Congolais peinent à quitter l'informel et à s'imposer dans des circuits commerciaux normaux dominés par la présence des commerçants étrangers. Face à l'expertise des commerçants étrangers, l'unique remède à notre portée est de prendre des mesures incitatives pour que les Congolais puissent s'organiser et récupérer les parts de marché contrôlées par les expatriés. Quoiqu'à l'état embryonnaire, il existe dans nos grands marchés des groupements de commerçants. Les vendeurs de poissons sont organisés en association, tout comme ceux des autres denrées. Dans nos grands marchés, aucun vendeur chevronné n'échappe à cette structuration. Il est donc de la responsabilité des pouvoirs publics de s'appuyer sur ces mini structurations pour inciter nos commerçants à s'associer davantage en vue de bénéficier des crédits publics. Ainsi petit à petit une bonne partie de ce secteur accédera aux emplois décents et moins précaires. Que ceux qui ont des propositions contraires n'hésitent pas à les mettre sur la table pour qu'on en discute en association. Soutenir nos commerçants par des crédits massifs est la seule voie royale pour rétrécir le secteur informel et construire demain des grandes entreprises à capital national. L'urgence est de contrôler le commerce. La formalisation de l'économie informelle

élargira l'assiette fiscale. L'économie a besoin d'être organisée pour croître. Le pays ne peut pas se développer sur l'informel. En revanche, en s'appuyant sur l'informel, on peut développer notre pays. Les dynamiques de l'économie informelle font prospérer l'économie formelle.

Face à l'omniprésence et l'omnipuissance des commerçants étrangers, c'est une aberration de laisser courir la situation sans jamais réagir par des mesures appropriées. Il n'y a pas de mal à soutenir nos commerçants. Les commerçants d'origine étrangère s'assemblent pour importer des marchandises à des coûts très bas. Mais on n'a pas à les condamner. Non plus, on n'a pas à se justifier sur l'obligation d'apporter à nos commerçants un appui technique et financier. Dans ce domaine, il faudrait agir vite. Le gouvernement civil de demain s'engage à soutenir nos commerçants en vue de contrôler le marché des importations à plus de soixante pour cent. Ce qui est loin d'être le cas aujourd'hui. Les importateurs étrangers fixent les prix de leurs marchandises. Une situation qui justifie de fait l'échec des politiques de prix menés par le gouvernement.

L'addition des misères ne fait pas l'abondance des richesses. Nous sommes allés trop loin dans le commerce en détail. Le spectacle qu'offrent nos marchés désole. Les étalages de vente font moins d'un mètre. Ils sont juxtaposés les uns aux autres et donnent lieu à un commerce saucissonné. Le même article est vendu par des centaines des mini-vendeurs. Le poulet, le manioc et autres marchandises sont saucissonnés pour être vendus en petits morceaux. Dans le même temps, la concurrence est rude. Les gros commerçants

expatriés vendent en gros et en détail. Le commerce de survie auquel se livrent nos compatriotes défie toutes les lois d'enrichissement en ce qu'il ne fait que les maintenir dans la misère. Un homme de quarante ans environ vend à la sauvette des piments prêts à la consommation. Mis en sachet, l'unité coûte 50 francs CFA, soit 0.08 euros. Dans un pays où la chaleur avoisine trente degrés, une telle activité ne peut être plaisante. Assise à même le sol, une sexagénaire vend quelques boîtes d'allumettes. On pourrait multiplier les exemples. L'activité de nos deux compatriotes ne tient que par un investissement de moins de 5.000 francs CFA, soit 7.63 euros. Au marché, lieu de partage des richesses, les Congolais partagent de manière équitable la pauvreté. Chacun a sa part. Personne n'y est épargné. En quoi de telles activités pourraient faire avancer notre pays ? La place de notre frère, vendeur des épices, n'est-elle pas dans une usine ? Celle de notre grand-mère n'est-elle pas à côté de ses petits-fils ? Les larmes ne se voient pas sous la pluie de la misère. Les souffrances ne sont pas présentes dans des discours, encore moins dans des livres ; elles sont dans la chair des hommes. Le cancer, le sida, la famine, la pauvreté ne sont pas dans l'air, encore moins dans le discours des politiques. Les souffrances sont portées par des hommes et sont inscrites dans leurs consciences. Prenons en conscience et agissons vite.

Le bas peuple ne profite pas des fruits de la croissance, il ne profite que des épines. Il dit avoir atteint le fond. Malheureusement, le petit monde d'en haut qui a pour devise secrète celle de Méphistophélès nie toujours ; il nie tout. « *Continuez la chute, il y a le fond du gouffre à toucher* », rétorque le petit monde d'en haut. Non seulement ennemis du bien public, mais encore suppôts

du malin. Le petit monde d'en haut continue à danser et à se prélasser autour de l'abîme. Tout régime politique qui tolère ou produit l'indigence de beaucoup au milieu de la prospérité du petit nombre et du faste de quelques-uns, ne mérite que le mépris et le désaveu des hommes justes. Je vous accuse, je vous dénonce. En moi, il y a plus de paix qu'en votre régime. Ma virulence de papier n'a rien à voir avec la violence de votre régime. Avant de dire les choses telles qu'elles devraient être, il faut dire les choses telles qu'elles sont. Je ne dis pas ce que je pense, je dis ce que je vois, ce qui est. Le peuple n'est pas votre ennemi. La politique se fait avec le peuple, pas contre, ni sans lui. Notre pays traverse une immense crise de confiance que seuls les responsables politiques ne perçoivent. La caractéristique de notre société est l'absence d'espoir alors que le but de la politique est justement d'en donner un.

Lors de ma dernière tournée politique à Brazzaville, en août-octobre 2013, grande a été ma surprise de constater une pénurie de pièces de monnaie sur les marchés. Aucune théorie économique ne peut justifier une telle situation. La rareté des pièces de monnaie est une aberration. Elle implique un manque à gagner pour les commerçants qui ne vendent presque plus, faute de monnaie. Les commerçants se sentent obligés de renvoyer le client présentant un billet ; le cas contraire, c'est l'acheteur qui abandonne son reliquat au profit du vendeur. Dans cette situation, tous les commerçants ne sont pas logés à la même enseigne. Ce sont les petits commerçants, les nôtres qui en payent le prix fort. Les grands magasins contrôlés par les expatriés pourvus de masse monétaire conséquente s'en sortent plutôt bien. Le même client renvoyé par le petit commerçant se

retrouve quelques secondes plus tard dans le grand magasin.

Au début les hommes ont pratiqué le troc. L'invention de la monnaie a permis de développer le commerce. De quel droit le gouvernement actuel se permet-il de maintenir nos commerçants dans de telles situations ? J'ose croire que les pouvoirs publics ont apporté une solution à l'instant où je suis en train de me désoler. Cette pénurie monétaire n'est pas tolérable.

Au cours d'une conférence tenue le 18 mars 1973, le président Marien Ngouabi souligne : *« On n'est pas obligé d'acheter tout en France...Il rentre plus de dix milliards. Tout votre argent va en France. Vous ne comprenez pas bien. Tout cet argent va en France. Avec les commerçants étrangers, il y a plus d'argent qui sort qu'il n'en rentre, et cela constitue un manque à gagner. Le commerce général, les boutiques d'habillement, les quincailleries, les boulangeries et le petit commerce sont tenus par des étrangers ».*

Chaque mois, des dizaines de mallettes d'argent sortent frauduleusement pour des destinations inconnues. Nos confrères de l'Afrique de l'Ouest qui ont séjourné à Brazzaville sont catégoriques et unanimes sur un point : ils préfèrent vivre à Brazzaville plutôt qu'à Paris. La préférence fait sourire mais elle est pleinement significative. Les rats des champs de passage dans une maison n'ont pas à donner d'ordre aux souris qui y ont élu domicile depuis des lustres. Pourtant, ce sont les étrangers, en complicité avec les forces armées politiques, qui font la loi au grand dam de la population. Deux poids, deux mesures sont inacceptables. La loi est la même pour tous.

Loin de nous l'idée d'opposer les uns contre les autres fussent-ils des étrangers. Mais ce problème ne peut être éludé continuellement. La coupe est pleine. Il faut faire appel aux lois de la République. Aucune faiblesse ne doit être exploitée. Les étrangers seront respectés.

On se souviendra que nous-mêmes avons été étrangers. Mais ce respect se fera dans le cadre strict de la loi. En la matière, le droit des étrangers est une réponse appropriée. Leur entrée, leur séjour, leur sortie seront encadrés par la loi et toute la loi. Les étrangers qui souhaiteront s'adonner aux activités commerciales seront les bienvenus pourvu qu'ils soient en accord avec nos lois. A quoi bon la joie si on n'accueille pas des étrangers dans notre pays ? Je le redis : le plus fort n'a pas besoin de loi mais le plus faible a besoin de loi pour se protéger. L'étranger fait partie des êtres fragiles, et à ce titre, il doit être vigoureusement protégé. Je déplore le fait que les tyranneaux de Brazzaville n'ont aucune politique d'immigration. Une carence qui explique le laisser-faire des étrangers, bafouant les lois de la République. Dans ce domaine, il faudrait changer de vision et mettre en œuvre une politique d'attraction des scientifiques, des chercheurs, des universitaires, des ouvriers qualifiés.

Une concurrence sans règle tue la concurrence et condamne à l'impuissance de nombreux talents. Je crois à la concurrence qui est à l'origine de tout progrès, mais à condition qu'elle soit loyale. Nous mettrons sur pied une politique de lutte active contre la fraude fiscale assortie d'une gamme de sanctions administratives diversifiée et graduée : les expatriés récidivistes de fraude fiscale cesseront leurs activités. On ne peut plus continuer à traiter de la même manière les commerçants, les chefs d'entreprise expatriés qui ne

respectent pas les procédures d'acquittement de taxes, et ceux qui les respectent.

En septembre 1977, près de cinq mille expatriés en situation irrégulière séjournent et exercent la profession commerciale dans notre pays. Ayant pris conscience de l'ampleur de ce phénomène, le président de la République, le général Joachim Yhombi Opango ordonne leur rapatriement dans leur pays d'origine. Le 5 février 1979, le colonel Denis Sassou Nguesso devient chef de l'Etat et rejette la politique de son prédécesseur. La suite, nous la connaissons.

Organiser des états généraux du commerce et de l'artisanat pour décider ensemble les mesures nécessaires à la préservation et au développement de ce secteur et ainsi atténuer la monopolisation du commerce par les expatriés.

ENSEMBLE NOUS MODERNISERONS LE SYSTEME BANCAIRE

Il est un fait que les Congolais rechignent à porter leur confiance au système bancaire. La faillite instantanée des années quatre-vingt-dix de la Banque Commerciale Congolaise (BCC), de la Banque Nationale du Développement du Congo (BNDC), de la Banque Française Internationale (FIBA), de l'Union Congolaise des Banques (UCB), de la Banque Internationale du Congo (BIDC), du Crédit pour l'Agriculture, l'Industrie et le Commerce (CAIC) sans oublier quelques structures telles que la Caisse Nationale d'Épargne (CNE), le Centre de Chèques Postaux (CCP), la COOPEC et FICOZER a provoqué une crise de confiance du public vis-à-vis des institutions de collecte de l'épargne. Le public congolais en grande partie ignorant la pratique bancaire éprouve des réticences à y adhérer. Il préfère, face aux contraintes auxquelles sont soumis les détenteurs de comptes bancaires, épargner à la maison et se livrer aux tontines. Cette réticence n'est pas prête à disparaître. La vraie faute est celle qu'on ne corrige pas. Dans un pays dévasté après les guerres civiles des années quatre-vingt-dixsept et quatre-vingt-dix-huit, le régime militariste du Congo récidive. Il autorise le Groupe Salu Humberto Brada à s'installer à Brazzaville. En moins de deux ans ce groupe réussit à collecter onze milliards d'épargne avant de s'envoler. Une performance jamais égalée. Aujourd'hui, plus de vingt-cinq mille abonnés attendent sans succès d'être remboursés. Tout porte à penser que le Groupe Salu Humberto Brada avait été monté de toutes pièces par le régime militariste de Brazzaville en vue de spolier les populations déjà meurtries.

La présence du Groupe Salu Humberto Brada appartenant à un Angolais, tout comme l'intervention de l'armée angolaise au profit du général d'armée était un mal nécessaire. Il fallait aider le général à retrouver *manu militari* le pouvoir et le conserver sans être inquiété. Il fallait affamer pour mieux soumettre. Le gangstérisme dont les autorités congolaises ont fait preuve dans la gestion des banques n'est pas pour rassurer. Des mesures incitatives prises par le régime de Brazzaville pour tenter d'améliorer la situation ne donnent que des résultats insatisfaisants. Le taux de bancarisation du pays ne dépasse pas la barre de cinq pour cent. En d'autres mots, quatre-vingt-quinze pour cent des Congolais n'ont jamais été dans une banque. Pis les transactions bancaires entre Brazzaville et les autres villes s'avèrent impossibles. La faible couverture géographique du réseau bancaire est criarde. A Brazzaville et à Pointe-Noire, les banques ne sont concentrées que dans les quartiers administratifs (centre-ville). Le bas peuple n'est pas responsable de cette faible bancarisation. Les responsabilités incombent aux politiques militaristes qui ont la manie de traiter isolement les problèmes. Par manque de vision de développement intégré, le régime militarisé soutient que la présence des établissements bancaires suffit à soutenir le développement du Congo. Les membres de l'opposition au régime concentrationnaire de Brazzaville ne valident pas cette façon de faire. Ils estiment que sans la prise en considération des problèmes structurels liés à l'environnement et ceux spécifiques liés à l'expertise bancaire elle-même, le développement ne sera jamais au rendez-vous. Le développement du système bancaire passe nécessairement par un personnel qualifié et de qualité

auquel les usagers peuvent faire confiance les yeux fermés et par une population non paupérisée.

L'assainissement du milieu oblige. Ce n'est pas avec les poches vides des Congolais que le taux de bancarisation augmentera. Les banquiers n'attendent pas autre chose que l'argent : on ne prête qu'aux riches.

Les banques cherchent des emprunteurs mais pas n'importe lesquels. Les banques ne prêtent qu'aux riches. Elles n'octroient pas de crédits aux chômeurs et aux travailleurs pauvres. De même, une entreprise, pour solliciter un crédit bancaire, doit fournir à la banque les moyens d'apprécier sa situation financière. Le banquier doit s'assurer que le crédit demandé est nécessaire à la bonne marche de l'entreprise, qu'il ne sera pas détourné et qu'il pourra être remboursé et que le banquier court peu de risque en engageant ses fonds. L'inconvénient résulte du fait que certaines entreprises n'ont pas d'états financiers ou les états financiers ne sont pas certifiés donc peu fiables. Aucune banque ne peut accorder un prêt à une entreprise qui tient sa comptabilité dans un cahier. Les pouvoirs publics ont mis en place un fonds de garantie en vue de l'accession au crédit et de son remboursement en cas de défaut de paiement. C'est le cas de la Caisse Congolaise d'Amortissement (CCA), créée en 1971, qui aide au recouvrement des créances des banques auprès de particuliers et des entreprises ayant bénéficié de prêts ou qui en bénéficieront. Le mécanisme de fonds de garantie existe, mais c'est sa mise en application qui reste problématique parce que truffée de corruption. Mes généraux, ne vous obstinez pas, les chemins de la corruption ne conduisent pas un peuple au développement économique.

Tant que les banques seront des vaches à lait du régime militarisé le système bancaire continuera à faire des victimes. Il est urgent de mettre fin à l'influence des pouvoirs publics, des partis politiques lors de la nomination des dirigeants des banques.

Celle-ci doit se faire dans la stricte technicité et compétence. La distribution des crédits ne doit pas être faite sous des pressions politiques, familiales, amicales ou mercantilistes. Je plaide pour l'indépendance des banques à l'égard des politiques. Je reste persuadé que l'amélioration de la gestion interne des banques passe par une véritable politique de gestion des ressources humaines concernant les aspects de recrutement, de rotation, de promotion des agents. Le recrutement du personnel doit être fait en fonction d'un état des besoins réels des agences pour minimiser les frais du personnel. Il nous faut une meilleure mise en application des règles de régulation et de contrôle capable d'anticiper sur les dérives financières et les risques supportés par les banques. La culture du risque entrepreneurial doit être revisitée et refondée. Le besoin d'un assainissement s'impose. Un bon marketing pour la collecte de l'épargne en vue d'une gestion transparente. Les gestionnaires des comptes, surtout ceux chargés des comptes des institutions publiques doivent mettre un terme aux manipulations irrégulières de comptes. La crise de confiance persistera tant que les banques continueront à allouer des crédits aux sociétés écrans.

Nous prenons un engagement ferme d'aider nos banques à développer les opérations de collecte de l'épargne, de rémunération de l'épargne, de crédit, d'investissement, de transfert, de change. A ce titre elles participeront réellement au développement

économique du pays. Tous ensemble, nous créerons des groupes bancaires capables de soutenir le développement des entreprises à l'échelle sous régionale pour les cent millions d'habitants (Congo, RDC, Angola). Tous ensemble, nous pousserons les banques à se doter d'un système d'information capable de capter la surface financière des nationaux vivant à l'étranger dont l'apport en flux financier n'est pas négligeable. Ensemble nous travaillerons d'arrachepied à l'instauration des banques congolaises avec des banquiers congolais dotés d'un professionnalisme éprouvé. Nous avons besoin pour nous protéger d'un système bancaire en bonne santé.

ENSEMBLE NOUS

CREERONS UNE INDUSTRIE DU NUMERIQUE

La particularité de l'industrie du numérique est de soutenir toutes les industries. Son rôle structurant ne peut que s'amplifier. Il s'agit d'une lame de fond de type irréversible. Il est stratégique de s'en occuper spécifiquement. Les objets connectés confirment une projection réaliste des attendus économiques du secteur, en termes de facteur de croissance.

La sous-région (R.C, RDC, ANGOLA) compte près de cent millions d'habitants. Il s'agit là d'un marché digne d'un développement numérique prometteur. Mais le développement numérique exige un projet de nature systémique. Un écosystème doit être mis en place en partant des arcanes de l'éducation, jusqu'aux univers, précisément universitaires. En cela, une culture du risque doit émerger. Et comme l'affirme ce dicton californien, en matière d'entrepreneuriat, « *le véritable risque c'est de ne pas prendre de risque* ». Pour aller loin, il ne faut pas manquer d'agir. Qui nage ne se noie pas. La noyade débute quand on cesse de nager.

Un plan ambitieux de réalisation des infrastructures numériques devra urgemment aboutir. L'internet hautdébit, par exemple, que l'on attend depuis une dizaine d'années, n'a que trop tardé, quoi d'étonnant, avec la gouvernance actuelle. Les abonnements à internet devront être à la portée des salaires les plus bas et disponibles partout.

ENSEMBLE NOUS

SOUTIENDRONS NOS

ENTREPRISES

Dans d'autres pays, le patrimoine des particuliers alimente le Trésor public par le moyen des impôts, chez nous, le Trésor public constitue le bien de quelques particuliers véreux. La République se dépouille, et sa force n'est plus que le pouvoir de quelques-uns. La confiscation des richesses crée la rareté, la surenchère, l'inflation, le vice, la mafia. Elle fait du Trésor public le seul lieu où on peut trouver de l'argent. Elle est la première cause du foisonnement des sociétés écrans, des faux en écriture publique, des surfacturations, des commissions, des pots-de-vin et trafic d'influence. Cinquante-cinq pour cent des recettes du Trésor public se volatilisent à cause de la corruption. Une situation qui justifie une forte dose de paresse dans la gestion des affaires. Il suffit de monter un projet factice, d'y associer les décideurs de la fonction publique, ou directement, ceux du Trésor public pour gagner de l'argent. Des mallettes bourrées de fric sortent chaque jour par ce biais.

Face à ces pratiques mafieuses que faire ? La solution viendrait de la redistribution équitable des richesses. La pression mafieuse qu'exercent les plus audacieux d'entre nous sur le Trésor public disparaîtra le jour où les pouvoirs publics mettront sur pied des politiques plus justes, plus équitables. Lorsque l'argent sera de plus en plus dans les familles, le monde du business sera assaini. Les entreprises s'adresseront de plus en plus aux familles pour promouvoir leurs activités. Ce qui augmentera la participation des nationaux dans le domaine de l'entrepreneuriat. Le créateur d'entreprise s'associera à celui qui possède des moyens de

ENSEMBLE NOUS

financement. Puisque aucun homme ne voudra investir ses capitaux dans un projet farfelu, les chefs d'entreprises seront contraints d'élaborer des projets conséquents pour augmenter leurs chances de financement. L'entreprise sera salubre et bénéfique pour le meneur de projet et pour celui qui apporte les finances. Le marché de dupes qui gangrène le monde des affaires sera derrière nous. Si certains fonctionnaires de l'Etat et certains opérateurs économiques dilapident les finances du Trésor public, aucun homme, quelle que soit l'ampleur de sa richesse, ne confiera son argent au premier venu.

MODERNISERONS NOS TRANSPORTS

Notre pays manque de sociétés de transport routier structurées. Les Congolais présents dans ce secteur y œuvrent de manière individualiste. S'ils unissent et créent deux ou trois sociétés de transport, ils seront une force qui participera à l'amélioration des conditions de transport. Ils s'organiseront et lutteront contre la dégradation des routes. Ils seront garants du fonds routier autonome directement affecté aux travaux d'entretien du réseau routier que le gouvernement de demain mettra en place

Le Congo a perdu sa vocation et sa fonction de pays de transit. A qui la faute ? Aux gouvernements successifs ; tous ont échoué et sont coupables de mauvaise gouvernance. Ils ont manqué de rigueur dans le choix et la programmation des investissements et le respect des procédures de commande publique. Ils ont ignoré que les cinq modes de transport, en l'occurrence, routier, fluvial, ferroviaire, maritime et aérien, fonctionnent comme un système. Chaque mode constitue un élément du système dont les dysfonctionnements impactent sur l'ensemble du réseau.

Le développement du ferroviaire est étroitement lié aux autres modes de transport. La quantité de bois et autres marchandises venant du Nord, transportée de Brazzaville vers Pointe-Noire dépendra, non seulement du bon fonctionnement du Chemin de Fer Congo-Océan (CFCO), mais aussi de la capacité de transport du réseau fluvial, ainsi que de la capacité d'exportation au niveau du Port de Pointe-Noire. Tant qu'on aura une vision étiquée de la chose publique, tant qu'on n'aura pas une

ENSEMBLE NOUS

approche systémique du progrès, le décollage économique ne sera toujours qu'un écran de fumée. Chacun sait, depuis trois décennies, le CFCO est en panne et ses difficultés pénalisent énormément la compétitivité de notre économie. Auparavant, les bois de l'est Camerounais, du sud-ouest Centrafricain et de l'ouest Gabonais transitaient par Pointe-Noire. Aujourd'hui, le CFCO n'arrive pas à assurer le transport des bois nationaux. Obligé de passer par le Cameroun, le bois de Pokola, dans le département de la Sangha est transporté sur 1.400 km et celui de Bétou, dans la Likouala, sur 1.700 km. Comment mettre le train du développement économique sur les rails si le CFCO ne marche pas ? Dommage que la municipalisation accélérée n'ait pas intégré la réhabilitation des voies, des gares et de l'atelier de maintenance du Chemin de Fer Congo-Océan (CFCO). Nos gouvernants ne se préoccupent pas de l'entretien des voies navigables et des plans d'eau portuaires. Ils n'ont pas su renouveler le matériel de transport fluvial, ferroviaire et routier, aggravant ainsi les conditions de sécurité, de circulation des personnes et des biens. La catastrophe ferroviaire de Nvougouti du 5 septembre 1991, la collision entre deux trains à Kinkembo du 24 septembre 2013 constituent de véritables preuves de vétusté de notre matériel de transport. Présentement, le train Gazelle continue à parcourir en escargot les 615 km du CFCO. Le Congo a cessé d'être un pays de transit.

Le projet de construire un pont rail et/ou route entre Brazzaville et Kinshasa est à encourager. Il obligera les gouvernements des deux villes les plus rapprochées au monde à mettre de l'ordre dans la gestion des affaires publiques. Les caprices du régime de Brazzaville, refusant toute objectivité dans le recensement de la

population, sauteront en éclat. De notre point de vue, on ne pourra ouvrir les frontières sans maîtrise des

données démographiques. La Police et la Gendarmerie se professionnaliseront en vue de mieux contrôler le flux migratoire que ce trafic occasionnera. Une professionnalisation qui ne laissera indifférentes les forces armées. Les militaires cesseront de diriger les organisations des masses en lieu et place des unités militaires.

L'exigence de la bonne gouvernance ne sera plus un vain mot. Les retombées économiques seront au rendez-vous. La demande de marchandises importées/exportées via Pointe-Noire augmentera très fortement et le CFCO verra le volume de son trafic accroître en conséquence. Les milliardaires naîtront comme des champignons. Kinshasa a besoin de tout. N'ayons pas peur de ce grand géant. A quoi bon être les deux villes les plus rapprochées au monde si on ne peut créer des usines ensemble. On se ressemble tant. On partage la même musique et la même culture. On est obligé de travailler ensemble.

A Brazzaville, les embouteillages font désormais partie de notre vie quotidienne. Par manque de prospective, le nombrilisme républicain assiste encore à l'étouffement de la ville. Développer le transport de masse est une préoccupation majeure. Dans ce domaine, mon rêve, mon choix n'est autre que celui du tramway. De tous les moyens de transports, il est de mon point de vue, le seul à être en accord avec notre environnement urbain. Le métro et les autres moyens de transport comme le RER sont trop complexes d'installation. Ils exigent trop de technicité et trop de moyens financiers et seront peu rentables économiquement. Le tramway est d'une technologie simple et est peu coûteux. L'intelligence ne vaut rien sans le courage. Mais pas n'importe quel

courage. Le courage de montrer la vision, de proposer au peuple un projet ambitieux et responsable quitte à heurter des consciences rétrogrades. N'ayant pas peur, rien ne résiste à l'audace, au rythme et à l'entraînement. Nous ne sommes pas dans le faste, encore moins dans la démesure. Nous sommes dans le juste milieu. Le choix du tramway épouse l'évolution de notre société.

Il s'agit d'anticiper et de répondre aux contraintes qui annoncent des lendemains difficiles en matière de transport urbain. Je rappelle que notre pays est jusqu'à présent l'un des rares pays au monde ayant eu un train où il était possible de prendre une douche, de se restaurer et de se coucher. Les archives existent, allez les consulter. L'argent est notre pouvoir d'exécution. Bien utilisé, il permettra à notre pays d'être à la hauteur de ses ambitions. Ainsi, nous obligerons les pays de la sous-région à nous suivre. Nos projets, dans le domaine du transport, influenceront la sous-région, notamment la ville de Kinshasa où le déplacement reste un casse-tête kinois. Nous serons honorés de voir ce grand géant de l'Afrique créer des lignes de tramway au grand soulagement des neuf millions d'habitants de la ville de Kinshasa.

ENSEMBLE NOUS MODERNISERONS NOS REGIONS

Les préoccupations départementales ne sont pas les mêmes partout. Il faut en tenir compte. Chaque localité a ses potentialités. Chaque département a sa vocation. Certains départements tireront leur épingle du jeu grâce au tourisme, d'autres grâce à l'agriculture, d'autres encore grâce à la pêche et à l'élevage. Chaque département a ses priorités. Il nous faudra renforcer les capacités productives de chaque localité en instaurant

les Projets Prioritaires Départementaux (PPD) que retiendront conjointement l'expertise nationale et l'expertise départementale. Les PPD amélioreront la participation des citoyens à la gestion des affaires locales. Ensemble nous restructurerons les secteurs économiques locaux par le biais de la valorisation de leurs potentialités, l'amélioration des technologies et le renforcement des capacités des acteurs de développement local. Par l'effet boule de neige, nous mettrons ainsi un terme aux disparités de développement interrégionales.

Je reste convaincu que les populations ne bouderont pas la mise en place des infrastructures inter régionales. De même elles ne s'opposeront à l'installation des réseaux assurant des liaisons intra et interdépartementales. Les gouvernants de demain devront prendre conscience que la desserte ne sera possible que par l'entretien et la réhabilitation des routes et des pistes agricoles. Le gouvernement militaire de Brazzaville a réussi à faire de nos villages enclavés des lieux d'où rien ne peut sortir et où nul ne peut entrer sans parcourir une longue piste inondée en saison des pluies. Le désenclavement numérique devra être une réalité. Il nous faudra généraliser et augmenter la performance d'accès internet. Pour ma part, je reste convaincu du fait que le dynamisme national viendra du dynamisme régional. Ce dynamisme passera par une revitalisation du tissu villageois. La gouvernance civile de demain promouvra une politique de développement et de repeuplement des régions : un redéploiement salutaire pour les citoyens. La sempiternelle question de la désertification médicale sera prise à bras le corps.

Dans le même temps, nous devons mettre fin à la précarité de l'habitat et à une forte dégradation du parc immobilier de l'Etat, à l'insuffisance et à la répartition inéquitable des équipements. Nous devons assurer la construction massive des logements. Nous intensifierons l'électrification et la promotion des énergies renouvelables. Nous alimenterons les centres ruraux enclavés par les pico centrales hydroélectriques, les panneaux solaires photovoltaïques ou toute autre source d'énergie renouvelable. Nous préserverons l'environnement rural par des mesures simples : interdire les feux de brousse pour protéger des écosystèmes. Nous impliquerons des populations locales dans la gestion durable et rationnelle des ressources forestières et fauniques.

Ensemble nous créerons les conditions d'implantation des services publics et privés indispensables au bon fonctionnement de l'économie locale, notamment sur les plans de la formation et de l'appui technique et financier. Ensemble nous améliorerons les réseaux commerciaux pour garantir l'écoulement de la production locale et l'approvisionnement régulier des populations et des entreprises. Cette amélioration passe par la création des conditions propices à la transformation et à la commercialisation des produits d'élevage, des produits halieutiques et aquacoles. Le gouvernement de Brazzaville échoue par manque de politique de développement intégré. Lorsqu'il essaie de remédier aux problèmes d'écoulement des produits agricoles, il oublie de construire des structures de stockage et de conservation. Lorsqu'il parle de municipalisation accélérée, il oublie la réhabilitation du CFCO qui longe toute la partie sud du pays. Le

gouvernorat militaire de Brazzaville gère les difficultés du peuple par les improvisations. A nous d'agir autrement en travaillant sur l'ensemble des leviers du développement économique.

ENSEMBLE NOUS MODERNISERONS NOS VILLES

L'adoption du tramway modernisera notre paysage urbain puisqu'on ne pourra révolutionner nos moyens de transports sans y associer la construction des nouvelles villes. Nous devons avoir deux folies. D'un côté, la folie de détruire les taudis, les chaumières, les logements insalubres et de l'autre la folie de construire en masse des logements salubres. L'idée est d'acheter des logements clef en main. L'absence des politiques urbaines fait que chacun construit sa maison autant qu'il peut, comme il veut, sans tenir compte des normes de sécurité. Ici un taudis, là une petite villa maladroitement construite. A la crise de logement, il faudrait répondre par une construction massive des logements. Le gouvernement civil de demain construira des logements, à l'image des boulangers qui produisent du pain. Ainsi les Congolais accéderont en masse aux logements sociaux. Tout ceci est à notre portée. Dommage que le gouvernement ait longtemps relégué à l'arrière-plan la question du logement. Après des décennies de gouvernance, le général Président a créé en septembre 2013 la Société Nationale des Habitations à Loyer Modéré. Il n'est jamais trop tard pour mal faire.

La redistribution des revenus ne sera pas bénéfique si on n'y associe pas la réduction de l'écart entre les zones urbaines et rurales. L'accélération du taux d'urbanisation offrira de plus grandes opportunités d'emploi, améliorera un réseau de sécurité sociale et augmentera des dépenses publiques dans les zones rurales. Les Projets Prioritaires Départementaux

veilleront à ce que l'écart entre villes et campagnes ne soit aussi grand qu'aujourd'hui.

J'invite la jeunesse à soutenir, à assumer notre projet et à ne pas commettre les maladresses autrefois commises par nos aînés. Le premier président de la République, l'abbé Fulbert Youlou estimait que le développement économique passait par la construction du barrage de Kouilou. Le projet avait, par son ampleur, de quoi frapper l'imagination. L'édification d'un tel ouvrage et l'installation des industries destinées à utiliser l'énergie produite auraient coûté environ six cents millions de dollars. Son financement représentait en francs CFA environ dix fois le budget annuel du Congo de 1963. La production électrique de huit milliards de kWh prévue par an aurait permis le développement d'une industrie lourde créatrice d'emplois. Pendant que le Président Fulbert Youlou était à l'œuvre en vue de trouver des financements et de réaliser le projet de barrage du Kouilou, ses adversaires attiraient contre lui les foudres et soutenaient que notre pays n'était pas capable d'abriter une telle démesure.

Aujourd'hui encore, la science de l'électricité n'est pas maîtrisée. La faute incombe à une classe politique incapable d'anticiper et d'assumer des projets économiques ambitieux et réalistes. Quand elle essaie d'assumer les grands projets, elle refuse de faire les bons choix. Le site de Sounda, sur le fleuve Kouilou, dans la traversée du massif du Mayombe, demeure l'unique site naturel extrêmement privilégié pour l'implantation d'une usine hydroélectrique. Le débit moyen du fleuve en ce point est de mille mètres cubes. Le barrage aurait permis la construction d'une surface de retenue de mille

huit cent kilomètres carrés, pour une capacité de trente-cinq milliards de mètres cubes, l'une des plus grandes du monde. Au lieu de miser sur ce site, le gouvernement des putschistes a préféré le

222

site d'imboulou, plus proche par le cœur que par la raison.

229

ENSEMBLE NOUS TRAVAILLERONS POUR UN SYSTEME DE SANTE PLUS PERFORMANT

Depuis un certain temps, le gouvernement décrète des mesures de gratuité au profit de la population. Sont déclarés gratuits : la césarienne, le traitement antipaludique chez l'enfant de zéro à quinze ans, les manuels scolaires et certains documents administratifs. Ces mesures peinent à prendre corps dans les administrations et dans les familles. Ce qui est automatique dans les textes n'est pas systématique dans la réalité. Il ne suffit pas de signer un décret pour changer les choses. L'intendance doit suivre le décret. Il faut dépenser de l'argent dans l'application de la loi. Avant d'établir une loi sur la gratuité de certaines prestations, le préalable est d'en évaluer le coût. La faisabilité technique permet de traduire dans les faits la décision gouvernementale. Les gouvernants prêchent dans le désert, et comme l'autruche, ils refusent de voir l'échec en face. On multiplie les slogans et on pense ainsi régler les problèmes.

Autrefois, ils nous ressassaient : « *l'agriculture priorité des priorités pour l'an 2000* », « *autosuffisance alimentaire pour l'an 2000* ». Aujourd'hui, ils nous servent : « *le poisson pour tous d'ici à l'an 2025* » alors que dans le même temps, les poissons meurent de vieillesse dans nos cours d'eau. Ils nous demandent d'attendre 2025 pour commencer à consommer un poisson qui est en train de mourir de vieillesse aujourd'hui. Il importe de présider autrement le pays. Les directives sont données ; malheureusement, les sanctions et les récompenses ne suivent pas. Il n'existe

de conscience professionnelle qui ne soit accompagnée des droits et des devoirs, des récompenses et des sanctions. Le serment d'Hippocrate sera bafoué tant que les sanctions ne seront pas engagées. On va à l'hôpital pour se soigner, au Congo, c'est l'inverse qui se produit. Trop de drames causés par la négligence du personnel de santé. On meurt trop tôt et trop vite dans notre pays, il faut agir très tôt et très vite. C'est maintenant ou jamais. L'espérance de vie d'une personne sans domicile fixe (SDF) en France est autour de cinquante-deux ans. C'est l'équivalent de celle d'un Congolais. Pour contenir le fléau, rien ne remplace la professionnalisation du personnel. Elle passe par la mise en place d'un système d'évaluation permanente de la qualité des soins.

Afin de s'assurer que tout est en ordre, le gouvernement civil de demain mettra sur pied un fond d'indemnisation des patients et encouragera la judiciarisation de la relation entre patients et la direction du service hospitalier. Tout patient pourrait porter plainte chaque fois qu'il estimera que ses droits de patients ont été transgressés. Un dépliant d'information sur ce sujet sera remis à chaque patient lors de son hospitalisation. Un service de médiation sera créé, sa mission recevoir les plaintes avant de les transférer au Parquet. Une fois les faits avérés, le procès gagné, l'Etat garant de la santé des citoyens engagera les fonds d'indemnisation et débloquera le montant requis au profit du patient.

Dans le domaine de la médecine, je propose aux chercheurs de développer une approche psychosociosomatique des thérapies. L'Afrique a toujours associé le remède, la mobilisation de l'esprit du malade et l'accompagnement social. Il y a des remèdes qui

fonctionnent quand la famille chante et danse avec le malade, quand le guérisseur mobilise toutes les énergies psychiques du patient. En matière de thérapie, on le sait, il n'est pas suffisant de laisser le malade et le médicament face à face. Soigner, c'est aussi mobiliser

226

des ressources et des énergies qui sommeillent chez l'homme et qui, la plupart du temps, sont encore inexplorées et inconnues. L'aspect psychologique de la présence humaine est le premier des remèdes. La présence toute la nuit des familles des malades hospitalisés obéit à cette haute idée de remède par la chaleur humaine. Les pouvoirs publics devraient intégrer ce phénomène des parents garde malades qui passent la nuit dans les cours des hôpitaux. Construisons des hôpitaux qui intégreront le volet des parents des malades, ainsi nous mettrons fin à leur errance dans la cours des hôpitaux. Cette dimension participe d'une médecine khemite authentique en Afrique centrale.

NOUS SOMMES TOUS COUPABLES, PEU IMPORTE CE QUE NOUS ECRIVONS

La responsabilité des gouvernants est avérée. En revanche, nous sommes tous coupables. Nous sommes collectivement responsables de cette situation. Que chacun s'accuse soi-même. Nous avons laissé et même encouragé nos gouvernements à échouer. Qu'avons-nous fait pendant que se dégradaient les conditions de nos transports ? Nous avons laissé faire. Nous sommes tous coupables peu importe ce que nous écrivons. Nous avons tous failli peu importe notre appartenance politique, religieuse, ethnique. Peu importe notre rang social, nous sommes collectivement responsables de nos échecs. Chacun de nous est responsable de la situation catastrophique dans laquelle se débat notre pays. C'est l'échelle des responsabilités qui diffère. Les gouvernants ne peuvent seuls être sur les bancs des accusés. Nous n'avons pas réussi à veiller sur la bonne marche du pays comme sur la qualité de nos conditions de transport. Il est avéré que les gouvernants n'ont pas pu augmenter les capacités d'entretien des routes en renforçant l'administration routière. Le peuple, en revanche, ne s'est pas organisé en association pour créer les entreprises de transport et revendiquer l'amélioration des conditions de transport. A qui revient la faute, si le pays est marqué par une nette prédominance des transports légers et un faible développement des transports lourds ? Qui devons-nous sanctionner, si le niveau de desserte de certaines zones périphériques (cuvette Ouest, Lékoumou, Niari septentrional) demeure inférieur à dix véhicules par jour ? Face à cet état de fait, les grandes villes ne sont pas approvisionnées. Qui mieux que nous-

mêmes pourra trouver des solutions à tous nos problèmes ? Il est de notre responsabilité d'approvisionner nos marchés et ce quelles qu'en soient les difficultés. Que les gouvernants fassent preuve de bonne gouvernance. Que les Congolais prennent des initiatives. Ainsi le pays retrouvera ses lettres de noblesse et sera capable d'assurer ses fonctions de désenclavement et de transit. Garantir la sécurité, la sûreté et la libre circulation des personnes et des biens sur toute l'étendue du pays doit être une préoccupation collective qui engage chaque Congolais.

NOUS, MEMBRES DE L'OPPOSITION, PRENONS UN ENGAGEMENT FERME

Le peuple qui erre réclame l'opposition du reste introuvable. Dans l'antiquité, Diogène de Sinope, parcourant Athènes en plein jour avec sa lanterne aimait répéter : « *je cherche un homme* ». Aujourd'hui, le peuple cherche un homme d'Etat, il ne rencontre que des bourreaux. Aucune force politique digne de ce nom n'existe. Les membres de l'opposition ne pèsent pas face à la détermination du régime politique qui a fait ses preuves par le sang. Ils sont tous les mêmes chanssonne le petit peuple. « *Ata ndele mokili ekobaluka* » : tôt ou tard les choses changeront, clin d'œil consolateur au chef-d'œuvre musical de Adou Elenga. Les années d'insécurité et de brimade ont rendu les Congolais craintifs. De l'avis des Congolais, l'opposition qu'elle soit divisée ou unie a peu d'importance. La situation politique est scellée. C'est le statu quo. On oublie que tous les crocodiles ne sont pas dans la rivière. Il y en a qui préfèrent les marigots et, qui pensent tirer leur force de la queue du peuple souverain. Ce peuple qui voit passer les gouvernements et leurs idéologies, qui défie les armées étrangères aussi puissantes qu'elles puissent être. Le peuple n'a pas de concurrent à sa taille. Aucun dictateur ne peut le dominer indéfiniment.

Parmi les armes que le régime de Brazzaville utilise pour déstabiliser les membres de l'opposition, une attire particulièrement notre attention. Il s'agit, en l'occurrence, de ses techniques de pénétration, de sa stratégie d'infiltration. Il faut retourner contre le régime de Brazzaville ses propres armes, c'est-à-dire adopter sans complexe, ses techniques de pénétration, sa

stratégie d'infiltration. Elle est l'unique moyen de prévenir ses attaques plutôt que de les attendre.

L'opposition doit s'atteler à surveiller de près le pouvoir exceptionnel de Brazzaville. Ne nous concentrons pas seulement sur nos plans au point d'oublier les coups potentiels du régime militariste de Brazzaville.

Mettre fin au jeu de « *un pas en avant, cinq pas en arrière* ». L'opposition doit inverser le rythme de pas : dix pas devant, un pas en arrière si c'est nécessaire, sinon c'est le rythme de dix pas devant qu'il faudrait garder. Rien ne ressemble autant au soleil qui se couche que le soleil levant. Tous les paysans nous le diront. Je crois pour ma part que le soleil se lève pour l'opposition, qu'il se couche pour le régime militaire. J'invite l'opposition arc-en-ciel à ne pas être en désaccord avec le temps. La situation politique va changer irrémédiablement au profit de l'opposition. Maintenant, il faut changer la façon de procéder, au cas contraire, le pouvoir de demain nous trouvera très mal préparés. Les improvisations nous coûtent cher. Le peuple attend que nous définissions une politique dans tous les domaines, diplomatique, social, économique, culturel et militaire. Ce n'est pas par des chemins de traverse que nous arriverons au pouvoir. Les voies buissonnières ne conduisent qu'à l'échec politique. Le peuple ne peut confier sa destinée à une opposition qui s'amuse à s'accrocher sur des branches sèches, alors que le pouvoir continue à s'accrocher à des branches solides.

Nous avons affaire à des revenants. Chassés du pouvoir par la voie des urnes, en quatre-vingt-douze, ils sont revenus par la voie des fusils et des chars, le 5 juin 1997. Ils sont peut-être le passé et nous l'avenir mais pour le

moment, c'est le passé qui l'emporte. Pour récompenser les renverseurs des institutions, le pouvoir exceptionnel de Brazzaville décréta un état de grâce historique, une mesure pour en profiter. Les profiteurs en ont vraiment profité. Ils ont chassé, pillé, saccagé et dansé sur le butin de leur chasse. La vérité est que l'armée a mis le pays dans un état de disgrâce historique, dans une situation de honte historique, dans un moment de décadence politique, intellectuelle et morale. Ils ont tué le nouveau-né, la démocratie qui était encore au berceau. Demain, un gouvernement fort et stable ne saurait donc suffire. Ce sont toutes les institutions qu'il faut rénover. La tâche reste immense. L'entreprise difficile. Elle exige que les élites soient ramenées au sentiment du devoir et, la population soustraite à l'emprise des mauvaises habitudes popularisées par les mauvais bergers. Il est temps pour nous de restructurer notre société d'une manière démocratique et significative afin d'assurer l'engagement et la participation active du peuple au processus de prise de décision. Face aux grands périls, le salut n'est que dans la grandeur.

La lutte à mener doit prendre une forme nouvelle. Elle doit être une lutte acharnée, constante, morale et pratique, intellectuelle et stratégique, critique et autocritique, sans autre terme que la victoire complète sur un régime qui a pris l'avantage puisqu'il a le premier passé les bornes de la légalité, et qu'il a fortifié sous nos yeux l'arbitraire. Ce que le régime militariste a fait, je le jure, jamais aucune bête ne l'aurait fait. Aucun régime ne peut se permettre une telle violence et de tels écarts à l'égard de son peuple. Le régime de Brazzaville ne s'interdit rien. Il est sans limites dans la fabrication de choses intolérables. Il ne craint pas ce que l'on craint d'habitude. Même pas le char par lequel il est arrivé au

pouvoir. Unissons nos forces pour mettre hors-jeu un système politique qui ne nous attire que des ennuis.

Nous allons aider le régime militariste de Brazzaville pour que notre victoire finale ne soit pas le fruit de la violence. Le défi est de pratiquer la non-violence dans un milieu violent, c'est-à-dire de préserver la nonviolence face à un système politique qui se nourrit et se régénère par la violence. Nous ne choisirons aucune de leurs voies. Les membres de l'opposition prennent l'engagement de ne pas commettre l'injustice d'attaquer les premiers. Ils laissent cette injustice au gouvernement militariste de Brazzaville. Il est programmé pour attaquer. Il a mis sur sa tête une couronne de violence. Il n'a de goût à rien d'autre. Il ne résistera pas à céder à la violence. Le visage de la tyrannie se montre toujours avec franchise. Tel un vampire, le régime a toujours faim de la violence et du sang.

Le régime soldatesque de Brazzaville prépare une épreuve de force dans des conditions défavorables. Laissez le venir. Au collège, pendant la récréation, quand une dispute éclate, c'est en règle générale, le plus fort en apparence qui prend l'initiative de la bagarre, le plus faible se trouve au contraire dans la position du défenseur. L'épreuve de vérité survient pendant la bagarre. Qui est faible sous le premier rapport peut très bien se retrouver fort sous le second, et le génie de l'opposition doit consister précisément à réussir cette transformation. Les hommes résolus à s'opposer à la tyrannie ont l'obligation morale de s'unir pour travailler ensemble. Même s'ils étaient hier séparés sur le choix des moyens, et même s'ils ne s'entendaient pas sur les objectifs, une alliance est aujourd'hui nécessaire.

Pour gagner, il nous faut observer et respecter quelques principes élémentaires : le nombre et la mobilisation, l'ordre de bataille et la discipline, la cohésion et l'esprit de corps, la confiance les uns dans les autres. Dans un jeu de Dames, on avance les pions pour affaiblir les positions adverses, on ne les avance pas pour s'affaiblir soi-même. La multiplication des chefs sans vision, sans perspective reste une catastrophe pour l'opposition. C'est de l'arithmétique : l'addition de nos divisions multiplie nos échecs.

Pour gagner il faut que l'opposition, celle du dedans comme celle du dehors ait la même tête, observe la même consigne. Cessons de rallumer les cendres de la trahison et de la division. La solidité d'une stratégie provient des moyens retenus. Sans cela, aucune victoire n'est possible. L'opposition ne servira à rien si elle n'est pas une régénération, si elle est incapable de mettre en place une équipe arc-en-ciel.

Voilà, chers amis, tout ce que je trouve nécessaire de vous dire. Ne m'en veuillez pas de vous avoir un peu critiqués. Si je l'ai fait, c'est que je pense que nous sommes d'accord sur le fond et que nous nous trouvons, par la force des choses, du même côté de la barricade. J'ai tracé les lignes d'un programme d'action et tenté de rappeler les principes sans lesquels l'autorité devient tyrannie et l'ordre injustice. Seuls les voyous de la République m'en voudront.

TABLE DES MATIÈRES

LE POUVOIR ABSOLU DE BRAZZAVILLE	7
EN FACE DU PRESIDENT MILITAIRE TOUT GRELOTE	
11 LE REGIME EST PHYSIONOMISTE ET ANTILEGALISTE	15
NOUS VIVONS DANS L'ILLEGALITE ET L'ARBITRAIRE	
19 DEVOIR DE MÉMOIRE OU DEUIL SANS FIN	25
L'URGENCE DE LA SITUATION IMPOSE L'IMMEDIATETE DE L'ACTION	
31 LE REGIME MILITAIRE N'A TENU QUE PAR NOTRE SOUTIEN	35
DES MALADRESSES, TOUJOURS DES MALADRESSES, ENCORE DES MALADRESSES	37
L'ARMEE POLITIQUE GAGNE TOUJOURS ET A TOUS LES COUPS	43
L'ARMEE POLITIQUE, LA RAISON DU PLUS FORT QUI EST TOUJOURS LA MAUVAISE	49
QUE L'ARMEE CESSE DE MENACER LES POPULATIONS !	53
UNE AMBITIEUSE LOI DE PROGRAMMATION MILITAIRE	57
UNE ARMEE AU-DESSUS DE TOUTES LES INSTITUTIONS DE LA REPUBLIQUE	61
LES SENTINELLES DE LA REPUBLIQUE DORMENT	67

LES FORCES ARMEES CONFISCATOIRES DES RICHESSES NATIONALES	71
L'ARMEE N'A PAS VOCATION A FAIRE LA POLITIQUE.....	
73 N'EST NULLE PART CELUI QUI EST PARTOUT	
.....	77
LES MINISTRES DE LA REPUBLIQUE PRETENT SERMENT A L'ARMEE	
79 LE LION, ROI DE LA FORET, TIRE SA FEROCITE DE LA PEUR	
.....	83
AIDER L'ARMEE POLITIQUE A SUSPENDRE SON ENVOL	
87 LES RICHESSES DU CONGO RECLAMENT LE PEUPLE CONGOLAIS	
.....	93
L'ARMEE, UNE INSTITUTION DIVISEE ET AFFAIBLIE	
99 NOTRE DEVISE : UNE INSTITUTION, UNE PLACE.....	
105	
PLAIDOYER POUR UNE ALTERNANCE POLITIQUE DECOMPLEXEE	
109	
CHOISIR ENTRE UN PSYCHOPATHE MILITAIRE	
ET UN PSYCHOPATHE CIVIL	
113	
ATTENTION AUX COSTUMES INSTITUTIONNELS DES AUTRES !	
117 LA REVISION CONSTITUTIONNELLE N'EST PAS ANTIDEMOCRATIQUE	
.....	121
MAIS QU'EST-CE QUI DOIT CHANGER ?	
125	
LA PAIX EST DANS LA RECONNAISSANCE DE LA DIVERSITE	
129 AUX GRANDS HOMMES, LA NATION RECONNAISSANTE	
.....	133

MON GENERAL, ON NE DEVELOPPE PAS, ON SE DEVELOPPE	
135 LES ARTISTES SONT LES PRINCES DE LA REPUBLIQUE	
.....	139
TOURNONS-NOUS VERS LE PASSE, CE SERA UN PROGRES	
143	
MALHEURS AU PEUPLE QUI CONFIE L'EDUCATION DE SA JEUNESSE	
AUX ETRANGERS	
147	
LA REFONDATION DU SYSTEME SCOLAIRE S'IMPOSE	
149	
LES ENNEMIS DE LA REPULIQUE SONT DANS LA REPUBLIQUE	
153 LE PEUPLE RECLAME UNE CROISSANCE CREATRICE D'EMPLOIS	
.....	157
L'ARGENT EST LE POUVOIR EXECUTIF DES PEUPLES :	
NE LE CONFISQUEZ PAS	
161	
SERMON POUR LA REPARTITION EQUITABLE DES RICHESSES	
163 PRIORITE A L'INSTAURATION D'UNE SOCIETE TRAVAILLEUSE	
.....	167
INSTAURATION DE LA BOURSE SCOLAIRE	
169	
INSTAURATION DE L'ALLOCATION D'AUTONOMIE AUX PERSONNES	
HANDICAPÉES	
171	
LA JEUNESSE EST PRETE A ALLUMER LA FLAMME DE LA PROSPERITE	
173	
MON GENERAL N'AYEZ PAS PEUR DU RECENSEMENT	
177	
LE ROLE DES SYNDICATS DANS LA GOUVERNANCE CIVILE DE DEMAIN	
179 LA SOCIETE CIVILE AU CŒUR DE LA GOUVERNANCE CIVILE DE	
DEMAIN.....	183

ENSEMBLE NOUS DEMOLIRONS LES PRISONS DE LA PAUVRETE	187
ENSEMBLE NOUS SOUTIENDRONS NOS COMMERCES	
195 ENSEMBLE NOUS MODERNISERONS LE SYSTEME BANCAIRE	203
ENSEMBLE NOUS CREERONS UNE INDUSTRIE DU NUMERIQUE	
209 ENSEMBLE NOUS SOUTIENDRONS NOS ENTREPRISES	211
ENSEMBLE NOUS MODERNISERONS NOS TRANSPORTS	213
ENSEMBLE NOUS MODERNISERONS NOS REGIONS	
217 ENSEMBLE NOUS MODERNISERONS NOS VILLES	221
ENSEMBLE NOUS TRAVAILLERONS POUR UN SYSTEME DE SANTE PLUS PERFORMANT	225
NOUS SOMMES TOUS COUPABLES, PEU IMPORTE CE QUE NOUS ECRIVONS	229
NOUS, MEMBRES DE L'OPPOSITION, PRENONS UN ENGAGEMENT FERME.....	231

Le Congo-
Brazzaville aux
éditions
L'Harmattan

**Médias et pouvoir politique au Congo Brazzaville des
origines à nos jours** *Bemba Léon*

Cet ouvrage est une étude des médias de masse au Congo-Brazzaville. Il propose une enquête scientifique des rapports entre les médias et les pouvoirs politiques qui se sont succédé depuis ses origines jusqu'en 2010. Il permet de saisir la part d'influence de la presse dans la conquête de sa propre liberté dans l'élaboration d'une démocratie moderne et d'un réel débat dans la vie politique du pays.

liBerté (la) de la presse au Congo-Brazzaville

Sogni Zaou Florent

Dans la déclaration de Windhoek du 3 mai 1991, il est dit que la création, le maintien et le renforcement d'une presse indépendante, pluraliste et libre sont indispensables au progrès et à la préservation de la démocratie dans un pays, ainsi qu'au développement économique. Le Congo est partie prenante de ces textes, et la liberté de la presse y est garantie par la loi de la presse. Seulement, le doute persiste malgré l'absence de journalistes dans les geôles congolaises.

(Coll. Harmattan Congo, 15.00 euros, 150 p.)

ISBN : 978-2-343-04261-9, ISBN EBOOK : 978-2-336-36443-8

droit (le) des parCelles de terrain au Congo (tome 3)

**l'espace foncier des personnes publiques. la constitution et la
gestion des biens. l'expropriation pour cause d'utilité publique**

Iloki Auguste - Avec la collaboration de Mireille Iloki Gondo

L'État, les collectivités décentralisées et les établissements publics disposent des parcelles de terrain qui constituent leur domaine foncier subdivisé en domaine public et en domaine privé. La gestion des immeubles de ces personnes publiques est fonction de leur incorporation dans le domaine public ou dans le domaine privé. L'application complexe des règles de droit privé et de la domanialité publique conduit l'auteur à préciser leur régime juridique et à éclairer les domaines respectifs de leur mise en oeuvre rationnelle.

(Coll. Études africaines, 24.50 euros, 240 p.)

ISBN : 978-2-343-04720-1, ISBN EBOOK : 978-2-336-36270-0

livre d'or du Cinquantenaire d'Oyo (1963-2013) géographie - Histoire - Civilisation - atouts

Ndinga Mbo Abraham Constant, Ngnesso Maurice

Cette étude se veut un outil qui permettrait de mieux connaître la ville d'Oyo: le pays, les hommes à travers son histoire (ancienne et contemporaine) et sa civilisation, puis ses atouts. Elle pourrait ouvrir de grandes perspectives pour les responsables de la ville et pour sa population.

Congo : terre de teCHnologies objectif 2025

Mankou Véro

Véronique Mankou invite les Africains à entreprendre, certain que le numérique et les nouvelles technologies vont soutenir le développement et représenter une opportunité pour le continent. Concepteur de la première tablette tactile et du premier smartphone Africain, il se lance aujourd'hui dans de nouveaux projets et une seule ambition : «faire du Congo une terre de technologies». Il veut développer chez les jeunes «l'esprit *start-up*» et l'entrepreneuriat.

tout sur l'AC-léopards de dolisie ou les Fauves du niari

Nimbi Eugène - Préface de Léon Alfred Opimbat

L'AC-Léopards de Dolisie ou les Fauves du Niari est une équipe de football qui fut créée en 1954. Sous la présidence de Remy Ayayos Ikounga, cette équipe a remporté plusieurs coupes au Congo et a été championne d'Afrique en 2012. L'auteur restitue dans les moindres détails l'information relative à la genèse de l'équipe, à son palmarès national, aux difficultés rencontrées et aux sacrifices consentis par les dirigeants.

**Congo-Brazzaville (le)
Climat et environnement**

Samba Gaston

Cet ouvrage résume quelques travaux du professeur Dominique Nganga relatifs au climat et à l'environnement dans l'espace du Congo-Brazzaville. Un environnement bien caractéristique de ces deux climats équatorial et tropical humide et dont les effets de la variabilité climatique sont diversement perceptibles au niveau des états de surface.

(Coll. Études africaines, 16.50 euros, 168 p.)

pastorale (la) Militaire au Congo-Brazzaville Mounka

Alexis

Éduquer un soldat à être honnête, à avoir le sens civique, à connaître et à pratiquer l'éthique, c'est éduquer tous ses concitoyens aux mêmes valeurs. Et ce ne sont pas les conséquences de la « guerre civile » qui servent à justifier cette nécessité de l'ordinariat pour la Force publique congolaise, sinon un besoin réel de se doter d'une élite militaire aux valeurs morales et éthiques approuvées.

déBat sur la Constitution du 20 janvier 2002 au Congo enjeux sociaux et stratégies politiques *M'Bissa Claude-Richard*

À la veille de l'élection présidentielle de 2016, poser la problématique de la modification de la Constitution sur ses aspects fondamentaux suscite évidemment une série d'interrogations. Cet ouvrage met l'accent sur les notions générales liées à une constitution et sur l'expérience congolaise au sujet des constitutions. Il contribue à la compréhension des motivations des acteurs politiques, de leurs argumentations, et surtout à saisir la position du président de la République.

quotidien (le) d'antan à ngo au Congo-Brazzaville

Guebo Célestin - Préface de Gabriel Kimami

Ce livre décrit le quotidien d'antan à Ngo, au Congo-Brazzaville, marqué par diverses activités, au cours de l'enfance de l'auteur. Il s'agit bien entendu d'activités scolaires, professionnelles, agricoles, etc. Ce quotidien était aussi marqué par la présence de Ngambieli, le Pygmée, qui avait un mode de vie exceptionnel. À travers ce livre, l'auteur fait revivre les moments de joie et de peine vécus à Ngo, à son époque.

1 guide FisCal et CoMptaBle de la tva

Louzonzila Nakou

Ce livre est un instrument de travail pratique, qui met en exergue les principes et le schéma d'application de la TVA en indiquant particulièrement comment répondre à ces questions : Qu'est-ce que la TVA ? Pourquoi la TVA ? Qui supporte la TVA ? Comment se calcule-t-elle ? Comment devrait-on la déclarer au fisc ? Les réponses à ces questions accompagnées d'exemples pratiques permettront de connaître les intrants d'une part et les conséquences ou résultats d'autre part.

Massamba-Makoumbou Jean-Serge

Cette étude prend le parti de considérer l'appartenance ethnique comme un facteur parmi d'autres dans le développement des guerres civiles africaines. Il s'agit de considérer la forte capacité de mobilisation qu'elle recèle. À ce titre, il n'existe pas de conflit ethnique par essence, mais par vocation ou par instrumentalisation. Dans ce cadre, le Congo-Brazzaville apparaît comme un cas d'école, avec une

manipulation de l'appartenance ethnique au service de la conquête du pouvoir politique et de la confiscation de l'autorité.
(*Coll. Etudes africaines, 30.50 euros, 308 p.*)

Convention (la) des nations unies sur le Contrat de transport international des MarCHandises eFFeCtué entièreMent ou partielleMent par Mer dite «règles de rotterdaM»

Dibas-Franck Eric, Diallo Ibrahima Khalil, Banuanina Dia Ngoma Jean-Jacques

La question qui se pose au sujet de ce contrat adopté en décembre 2008 par l'Assemblée générale des Nations unies est de savoir si cette nouvelle convention va atteindre son objectif, à savoir remplacer, se substituer aux «Règles de La Haye», aux «Règles de La Haye-Visby» et aux «Règles de Hambourg». Cette convention entrera-t-elle en vigueur un jour ? Quelle est sa genèse ? Quelles sont ses forces et ses faiblesses ? Existe-t-il des questions controversées ?

(*Coll. Harmattan Congo, 22.00 euros, 224 p.*)

ISBN : 978-2-343-01119-6, ISBN EBOOK : 978-2-

296-53875-7 **régleMentation et perForManCe**

l'enseignement supérieur privé au Congo

Koulakoumouna Etienne

Préface de Claude Albagli (Président Institut CEDIMES)

Cet ouvrage examine le rapport entre la réglementation et la performance, et montre que la qualité est la principale dimension de la performance dans toute organisation. Dans l'enseignement supérieur privé, elle passe principalement par une exigence accrue de l'amélioration de la qualité des infrastructures, des prestations du personnel enseignant ayant le profil requis, du programme d'enseignement et du management.

Brazzaville, Capitale de la FranCe liBre

Histoire de la résistance française en afrique (1940-1944)

Ollandet Jérôme

Comme le déclarait en 1943 le médecin-général Adolphe Sicié, «deux grands hommes auront marqué cette ville : de Brazza, auquel elle doit son nom ; de Gaulle, auquel elle doit son destin...» Ce destin d'un homme et d'une ville ne put s'accomplir conjointement qu'avec l'acceptation par l'AEF d'accompagner, dès le début des hostilités en Europe, la dissidence de la France combattante, celle de la France libre, capitale Brazzaville.

Le régime de Brazzaville est le porte étendard du pouvoir absolu qui ne vit que dans l'absolu et qui, pour se prémunir de tout accident, doit légitimer l'arbitraire. C'est un pouvoir absolu qui a ses raisons que le peuple et sa République ignorent. Il hypnotise la volonté populaire, sème la discorde, développe la méthodologie de l'insouciance, entretient le désordre, fomenté les guerres civiles, démocratise l'oisiveté, exploite les événements qu'il crée, légitime des opposants factices, dérouté les opposants de bonne conscience, échappe aux obligations qu'il impose aux autres.

D'un coup d'État à un autre, d'une injustice à une autre, il prétend construire l'État ; en réalité, il n'a réussi qu'à légitimer l'aventure. En République du Congo lorsque les civils sont au pouvoir, les complots de l'armée sont des opinions ; lorsque l'armée est au pouvoir, les opinions des civils sont des complots. De ce constat alarmant, l'auteur tire des conclusions et prend ses responsabilités. Il ouvre le débat et invite le peuple à consulter ses propositions.

***Jean Clair Matondo** est Docteur en sciences politiques, chercheur associé à l'université Paris Ouest Nanterre La Défense, ancien secrétaire général (2003-2007) de l'Association Universitaire de Coopération Internationale (AUCI). Depuis septembre 2014, il est membre du conseil scientifique du Laboratoire Universitaire Socio-Technologie, Innovation et Coopération (Nanterre). Président de l'association Horloge du Congo, plate-forme*

*d'analyse politique, économique et sociale en vue de
préparer en toute responsabilité l'alternance politique.*